

PIERRE FOGLIA
Le Canada est un beau pays
Page A5



MARC-ANDRÉ LUSSIER > LA PRESSE À CANNES
Le constat amoral de Gaspar Noé
Cahier Cinéma, page C1



Franco Dragone

Dragone: le feu créateur

Daniel Lemay à Las Vegas

Cahier Arts+Spectacles, page D1

Obésité: la riposte

Une série signée Nathalie Collard

Cahier Actuel, page A23

La Presse
cyberpresse.ca

L'été culturel

Un cahier spécial pour vous guider dans vos choix!



MONTRÉAL | SAMEDI 25 MAI 2002 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118^e ANNÉE > NO 211 > 200 PAGES > 12 CAHIERS

2 \$ TAXES EN SUS | ÎLES-DE-LA-MADELINE 2,50 \$

« JE SUIS SANS VOIX! »



PHOTO REUTERS

Le secrétaire au Trésor des États-Unis, Paul O'Neill et Bono, la rock star irlandaise, ont plaidé hier pour une mise à disposition des médicaments antirétroviraux pour la lutte contre la transmission du sida, lors d'une visite d'un hôpital de Soweto, en Afrique du Sud. Visiblement ému par sa visite dans l'hôpital d'un township noir du sud-ouest de Johannesburg, Bono a déclaré: « Je suis sans voix. Je suis stupéfait par la stupidité d'un monde qui ne donne pas d'antirétroviraux aux bébés, et qui dit accepter aussi que les mères des mêmes bébés meurent sans avoir obtenu le traitement. ». Paul O'Neill a appuyé la demande de Bono pour un élargissement de la distribution d'antirétroviraux.

L'ADQ continue sur sa lancée

En tenant compte des indécis, l'ADQ et le PLQ sont à égalité, loin devant le PQ

DENIS LESSARD

QUÉBEC — La remontée fracassante de l'Action démocratique du Québec, constatée depuis la victoire surprise du candidat de Mario Dumont dans Saguenay, se confirme.

Une deuxième enquête SOM-*La Presse-Le Soleil* démontre que l'ADQ a clairement le vent dans les voiles, allant même jusqu'à devancer libéraux et péquistes dans la faveur populaire.

Bien sûr des élections ne se font pas sur un sondage, l'organisation sur le terrain, la qualité des candidats sont des données importantes, mais « il ne serait pas surprenant que Mario Dumont commence à penser au poste de premier ministre », avance, bien prudent, Guy Larocque, spécialiste de la maison de sondage.

Voir ADQ en A2

> La Mariomanie: l'éditorial d'André Pratte, page A20



YVES BOISVERT
envoyé spécial
À MONACO

> Monaco n'est pas seulement le haut lieu de la Formule 1, mais aussi un paradis de l'évasion fiscale et du blanchiment d'argent, explique notre chroniqueur, dépêché à l'occasion de ce Grand Prix mythique.

Touche pas à mes millions

ci, me dit un homme d'affaires québécois installé à Monaco, les gens ne parlent pas d'argent. C'est un tabou. Après tout, ils s'y installent souvent pour le cacher.

Ils sont allemands, anglais, italiens ou canadiens. Ils ont gagné des millions dans le sport, dans le spectacle, dans les affaires en Allemagne, en Angleterre, en Italie ou au Canada. Ils brandissent fière-

ment leur drapeau. Mais n'ont pas l'intention de laisser « leur » gouvernement redistribuer leurs millions. Ils préfèrent faire la charité plutôt qu'une déclaration de revenus.

Ils habitent donc à Monaco, paradis de l'évasion fiscale, mais aussi du blanchiment d'argent et du péage de bretelles en voitures italiennes luxueuses les semaines du Grand Prix.

L'argent des impôts impayés et de tous les trafics ne s'envole pas. Il flotte dans le port, sous forme de bateaux de dimensions ridiculement exagérées. Il est dans les comptes de banque secrets. On le recycle au Casino.

Ce n'est pas d'hier. Mais ce qui est nouveau, c'est que les gouvernements européens et américain manifestent de plus en plus ouvertement leur exaspération devant ce

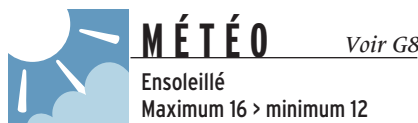
« joyau » de la Côte d'Azur.

D'abord sous la pression des opinions publiques hypertaxées qui voient s'enfuir les millionnaires du tennis, de la Formule 1 ou de l'industrie. Ensuite parce qu'ils doivent démontrer leur détermination à lutter contre le blanchiment d'argent.

Voir MILLIONS en A2



Arts et spectacles cahiers C et D	Loteries Monde	A2, G8 A18 A19, B8
- horaires-spectacles D19	Mon toit	cahier J
- Télé-horaire D2	Mots croisés	H16
Avis C10, C11	Mot mystère	H16
Bridge H17	Ni bête ni méchant!	H17
Carrières cahier I	Petites annonces F2	
- formation I16	- immobilier F2-F6	
Décès B8, B9	- marchandises F6, F7	
Échecs H17	- emplois F7-F10	
Éditorial A20	- automobile G10, G11	
Encans C10	- affaires E4	
Êtes-vous observateur?	Philatélie H17	
Feuilleton H16	Plus B1-B7	
Forum A21	Politique A3-A9	
Horoscope H16	Restaurants D20	
Jardiner J8	Vacances-voyage	cahier H
La grille des mordus H10	Vin D21	
La Presse Affaires	Sports	cahier G
ET-E12		



Voir G8



Le coût de Papiers Gaspésia grimpe à 493 millions

JACQUES BENOIT

D'ABORD ÉVALUÉ à 465 millions de dollars, le coût des travaux de modernisation et de relance de la papeterie Papiers Gaspésia, de Chandler, au sud-ouest de Percé, atteint désormais 493 millions, en raison de leur ampleur plus grande que prévu.

« Ce n'est pas un ajout au coût du projet, c'est le résultat d'évaluations plus serrées, Tembec et SGF Rexfor ont décidé certaines modifications reliées à la configuration des équipements », a indiqué hier Guy Versailles, vice-président, communications, marketing et relations publiques, du Fonds de solidarité de la FTQ.

Principal actionnaire de la société en commandite Papiers Gaspésia, le Fonds a une participation de 50 %, comparativement à 25 % pour Tembec et autant pour SGF Rexfor.

Commencés cette semaine, les travaux à l'ancienne usine d'Abitibi-Consolidated, fermée depuis octobre 1999, se poursuivront sur une période de plus de deux ans, la réouverture de l'usine devant avoir lieu en juin 2004. Pour l'instant, il s'agit de travaux de démolition de précédentes installations, indique Guy Versailles.

En 1998, l'usine avait un effectif de 560 salariés, alors que le nombre d'emplois directs atteindra 265 au moment où elle tournera de nouveau.

Les investissements

Jusqu'ici, Investissement Québec avait mis dans le projet 89 millions, soit 21 millions sous forme de prêt sans intérêt, plus un prêt avec intérêt de 68 millions, tous deux remboursables sur une période maximale de 10 ans.

À la mi-mai, la société d'État a été autorisée à porter son investissement à 145 millions, ce qui représente une augmentation de 56 millions.

Ces 145 millions remplacent les 89 millions du départ, et, selon la nouvelle entente, Papiers Gaspésia devra payer des intérêts sur la totalité de cette somme, notent Guy Versailles et le porte-parole d'Investissement Québec, Jean-Marc Dessureault.

Pourquoi 56 millions de plus ?

Réponse des deux hommes: aux 28 millions de travaux additionnels s'ajoute le fait que les prêts bancaires, qui devaient totaliser 98 millions, atteindront 70 millions seulement. D'où l'engagement supplémentaire (28 millions) d'Investissement Québec pour combler la différence.

« Mais on pense que ça va rester là, à 493 millions comme coût total », affirme le vice-président du Fonds de solidarité.

Voir GASPÉSIA en A4

Que faire de l'usine GM?

General Motors et les Travailleurs canadiens de l'automobile négocient pour déterminer s'il faut garder l'usine de Boisbriand prête en vue d'une nouvelle production plutôt que de la raser une fois qu'elle sera fermée en août prochain. Selon le président des TCA, le plus important constructeur automobile au monde, qui accepterait de vendre l'usine même à un concurrent, et le syndicat vont probablement décider du sort des installations situées à l'intersection des autoroutes 15 et 640 au cours d'une réunion mardi prochain. Quant à la municipalité, son maire affirme qu'il envisagerait de changer le zonage d'« industriel » à « commercial » uniquement pour un projet de méga-centre commercial-touristique comme on en voit aux États-Unis.

Voir nos informations en E1, La Presse Affaires

Vols seulement

Fort Lauderdale	459 \$	Tokyo	1 105 \$
Bruxelles	790 \$	Hong Kong	1 157 \$
Port-au-Prince	639 \$	Londres	729 \$
Fort-de-France	877 \$	Bangkok	1 285 \$
Marseille	853 \$	Paris	703 \$
Abidjan	1 324 \$	Lyon	749 \$
Dakar	1 174 \$	Tunis	924 \$
Francfort	853 \$	Varsovie	759 \$

Les prix peuvent être inférieurs sous certaines conditions.

Plaisirs d'Europe

Circuits en français	À partir de
Paysages alpins	16 jours 2 399 \$
L'Europe romantique	17 jours 2 449 \$
Panorama anglais	16 jours 2 599 \$
Grand tour d'Europe	19 jours 2 599 \$
France, Suisse, Italie	16 jours 2 599 \$
Le meilleur de l'Italie	16 jours 2 599 \$
Le Bénélux	16 jours 2 699 \$
Lisbonne	874 \$
Athènes	1 303 \$
F. Lauderdale	349 \$
Alger	1 135 \$
Varadero	518 \$
Orlando	299 \$
Toulouse	813 \$
Nice	869 \$

Forfaits en formule tout compris

Holguin	678 \$
Varadero	997 \$
Puerto Plata	898 \$
Punta Cana	858 \$
Cayo Coco	878 \$
Cancun	947 \$

Hong Kong Singapour Thaïlande Bali

Présentation audio-visuelle le mercredi 12 juin R.S.V.P.



(514) 858-0011 • 1 888 302-6221
Ouvert le dimanche de 12 h à 20 h

PARIS

*703\$

taxes incluses

LISBONNE*874\$

★ LE PRIX PEUT ÊTRE INFÉRIEUR.

Sous certaines conditions

multi-voyages

la MEGA agence

(514) 858-0011 • 1 888 302-6221

Ouvert le dimanche de 12 h à 20 h

ACTUALITÉS

ADQ > La tendance se confirme

SONDAGE < > SOM / LA PRESSE / LE SOLEIL

> D'une façon générale, diriez-vous que vous êtes... satisfait de la performance du gouvernement de Bernard Landry au cours des six derniers mois ?

> Si des élections avaient lieu aujourd'hui au Québec, pour le candidat de quel parti voteriez-vous ?



> Selon vous, lequel des trois chefs politiques suivants ferait le meilleur premier Ministre pour le Québec après les prochaines élections provinciales ?

11 MAI	
ENSEMBLE (n: 1018)	%
Très	4,2
Assez	28,8
Peu	33,2
Pas du tout	26,9
NSP/NRP	6,9

25 MAI	
ENSEMBLE (n: 1006)	%
Très	4,3
Assez	30,5
Peu	36,9
Pas du tout	22,3
NSP/NRP	5,9

11 MAI	
ENSEMBLE (n: 971)	%
Parti québécois	24,7
Parti libéral du Québec	33,3
Action démocratique	30,8
Le Parti égalité	0,8
Un autre parti	1,7
NSP/NRP	8,7

25 MAI	
ENSEMBLE (n: 957)	%
Parti québécois	23,2
Parti libéral du Québec	28,9
Action démocratique	36,0
Le Parti égalité	1,8
Un autre parti	1,7
NSP/NRP	8,4

INTENTION DE VOTE SELON LA LANGUE MATERNELLE			%
	Français (n: 852)	Anglais (n: 105)	
PQ	25,6	12,5	
PLQ	21,2	63,6	
ADQ	42,1	8,7	
Le Parti égalité	0,4	7,9	
Un autre parti	2,0	—	
NSP/NRP	8,7	7,3	

INTENTION DE VOTE SELON LE SEXE			%
	Homme (n: 433)	Femme (n: 524)	
PQ	26,8	19,8	
PLQ	23,4	34,2	
ADQ	37,7	34,5	
Le Parti égalité	3,0	0,6	
Un autre parti	2,1	1,3	
NSP/NRP	7,1	9,6	

25 MAI	
ENSEMBLE (n: 1006)	%
Bernard Landry	22,8
Jean Charest	27,7
Mario Dumont	35,1
Aucun des trois	5,9
NSP/NRP	8,6

Ce sondage téléphonique a été réalisé par SOM, du 17 au 22 mai 2002. Au total, 1006 entrevues ont été complétées auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte du Québec. La marge d'erreur échantillonnale sur une proportion estimée est d'au plus 3,5 % au niveau de confiance de 95 %.

L'ADQ bouscule Jean Charest et Bernard Landry

Des changements de cap sont à prévoir

DENIS LESSARD

QUÉBEC – La montée rapide de l’Action démocratique dans les intentions de vote forcera les libéraux et les péquistes à changer carrément de stratégie au cours des prochaines semaines.

Du côté libéral on reconnaît que des ajustements seront nécessaires bien qu'un important organisateur libéral prenne avec un grain de sel les résultats du sondage.

La Presse a appris que les stratèges de Jean Charest sont déterminés à ce que les ténors libéraux lâchent prise, à l'Assemblée nationale, dans le dossier de l'intégrité gouvernementale.

Encore cette semaine, après une dure joute verbale, les péquistes déterraient les scanda-

les du régime Bourassa il y a plus de 10 ans. Ces accrochages qui ramènent les deux « vieux partis » sur le même pied, se matérialisent sur le terrain en gains pour Mario Dumont. « C'est possible que Ronald Poupard (le chef de cabinet de M. Charest) ait transmis un tel message », a reconnu hier l'organisateur libéral.

« Quand on tape sur le PQ, c'est l'ADQ qui en profite, mais il y a d'autres facteurs aussi ; la montée de l'ADQ nous envoie un message qu'on doit saisir. Les gens veulent savoir ce qu'on propose », croit le stratège libéral.

En coulisses, les libéraux font circuler une enquête interne de CROP, toute chaude encore, où le parti de Jean Charest conserve une avance de huit points sur l'ADQ et où le PQ ferme la marche.

Mais l'organisateur libéral reconnaît que l'ADQ a gagné des points depuis les dernières semaines. Et le PLQ a beaucoup à perdre

d'un « effondrement » du vote péquiste. Dans Saguenay, la retraite dans le désordre du PQ a donné la circonscription à Mario Dumont. La semaine dernière, devant les députés libéraux, un membre influent du PLQ avait indiqué qu'après avoir fait le plein de voix péquistes, l'ADQ paraissait attirer désormais des libéraux.

« Ce qui est encourageant, c'est que l'ADQ, c'est encore seulement Mario, il n'y a rien derrière », de dire l'organisateur libéral. Selon lui, il est possible que l'ADQ soit en avance dans la région de Québec, mais pas avec 50 % des voix, insiste-t-il.

Officiellement au Parti québécois on nie carrément que l'ADQ puisse devancer les deux autres partis. Pour un stratège péquiste, une telle avance de l'ADQ « ne se constate pas du tout sur le terrain dans les quatre comtés en élections complémentaires ». La satisfaction à l'endroit du gouvernement est plus élevée que les 35 % observés par SOM, insiste-t-on.

Pour ce stratège, il faut prendre avec un grain de sel les chiffres de SOM, « qui, avec les mêmes techniques, arrive aux mêmes résultats deux semaines plus tard ».

En coulisses, toutefois, les stratèges péquistes observent avec inquiétude la montée de Mario Dumont. Voyant que de toute façon ils ne gagneront pas les élections générales, les militants péquistes pourraient bien être tentés d'appuyer massivement l'ADQ pour barrer la route à Jean Charest, prédit-on.

Mais au PQ, on a décidé d'être plus audacieux. La décision de lancer David Levine dans la circonscription de Berthier, un combat incertain, fait partie des décisions destinées à secouer la torpeur des électeurs face au PQ, explique-t-on. S'il obtient des victoires dans Berthier, Joliette et Lac-Saint-Jean, Bernard Landry pourrait ajourner l'Assemblée nationale avec la conviction d'être sur une lancée, explique-t-on.

Mario Dumont devance ses rivaux

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Mario Dumont domine désormais dans la faveur populaire, supplantant Bernard Landry et Jean Charest comme candidat le plus apte à remplir le poste de premier ministre après les prochaines élections.

Le chef de l'Action démocratique choisi par 35 % des répondants quand on leur demande « lequel des trois chefs politiques ferait le meilleur premier ministre pour le Québec après la prochaine élection provinciale ? », indique une enquête SOM, réalisée pour La Presse entre le 17 et le 22 mai.

Jean Charest décroche 27,7 % des appuis tandis que Bernard Landry arrive dernier avec 22,8 %.

Bien mauvaise nouvelle pour Jean Charest, le chef libéral ne récolte l'appui que d'un francophone sur cinq (20,4 %), un groupe où le chef de l'ADQ domine nettement avec 40,3 % de la faveur populaire.

Quand on parle de sujet d'inquiétude pour les libéraux, tout est là : 20 % pour M. Charest, ce n'est pas beaucoup.

Bernard Landry, dans la débâcle générale du PQ, reste six points (25,6 %) devant M. Charest chez les francophones.

Une particularité toutefois, chez les jeunes entre 18 et 24 ans, on est plus favorable au PQ, dans une proportion de 33 %, mais ce même groupe préfère encore Mario Dumont à 40 %. « On peut dire que pour cette clientèle, le chef du PQ est moins populaire que son parti », observe Guy Larocque de SOM.

Une seule catégorie d'âge appuie majoritairement Jean Charest : les aînés. Le chef libéral obtient l'appui de 38 % des gens âgés de plus de 65 ans, devançant M. Dumont, 25,7 % et Bernard Landry, 20 %.

Quelque soit le niveau de revenu, Mario Dumont est le chef le plus populaire, même chez les mieux nantis où Jean Charest se rapproche du chef adéquiste.

L'ADQ n'est pas un feu de paille selon SOM

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Spécialiste des sondages, Maurice Pinard souligne qu'il faut tenir compte du fait qu'on mentionne les noms des chefs de parti dans l'enquête SOM que publie La Presse.

Une telle façon de faire a, dans le passé, augmenté l'appui à l'ADQ, observe-t-il, « et probablement encore davantage cette fois-ci ». Une vérification faite par La Presse de sondages réalisés au même moment dans un passé récent indique toutefois que le fait de mentionner le nom n'entraîne pas de changement dans les résultats dépassant les marges d'erreur.

« Quand un parti se maintient à plus de 30 %, je pense que ce n'est pas un feu de paille, je ne vois pas pourquoi cela s'effondrerait comme cela », fait observer Guy Larocque, spécialiste de la maison SOM.

Par ailleurs, croit M. Pinard, le fait de centrer la question sur la satisfaction sur le bilan des six derniers mois « tend probablement à augmenter le niveau d'insatisfaction ».

Guy Larocque réplique que bien des critiques sur la méthodologie de SOM ne s'ap- puyaient pas sur la réalité.

Poser la question sur les intentions de vote après celle sur la satisfaction à l'endroit du gouvernement ne colore pas les résultats, estime-t-il.

« Ce qu'il ne faut pas faire, c'est poser la question sur le vote en premier, quand les gens ne sont pas préparés à parler de politique », explique le spécialiste.

Une des preuves du bien-fondé de cette façon de faire est que le nombre d'indécis reste bas, à 8 %, « un bon résultat quand on est loin de la tenue d'élections », explique-t-il.

Élégance et tendance : service compris!

Le style au menu, assaisonné de qualité à prix exceptionnel : le printemps est à croquer avec nos services à vaisselle Les Ailes de la Mode. Ensemble quatre couverts de 20 pièces, plusieurs motifs et couleurs au choix, 59\$.

59\$
20 pièces

AILES
LES AILES DE LA MODE

Nulle part ailleurs

MAIL CHAMPLAIN (450) 672-4537 • CARREFOUR LAVAL (450) 682-4537
PLACE STE-FOY (418) 652-4537 • CENTRE COMMERCIAL BAYSHORE, OTTAWA (613) 721-4537
LES GRANDS PROJETS LES AILES :
Centre-ville Montréal mercredi 7 août 2002 et Fairview Pointe Claire 2003

MODE DE VIE
MODE DE PAIEMENT

CARTE-CADEAU ÉLECTRONIQUE LA PUCE-A-PORTER

www.1000emplois.lesailes.com

+

Vers une loi sur les erreurs médicales

ANDRÉ DUCHESNE

LE MINISTRE d'État à la Santé, François Legault, refuse catégoriquement d'accoler un chiffre quant au nombre d'erreurs médicales évitables se traduisant par des décès dans les hôpitaux québécois. Mais il rappelle que le dépôt prochain d'un projet de loi permettra de combler les lacunes en ce domaine.

« On n'a pas de données pour savoir exactement combien il y a d'erreurs médicales par année. (...) Il faut donc suivre ça de très près et nous serons, au Québec, les premiers au Canada à se donner des mesures pour avoir un contrôle plus rigoureux et un meilleur suivi des accidents qui se passent dans les différents hôpitaux », a-t-il indiqué hier en marge d'une conférence prononcée au congrès annuel de l'Association des hôpitaux du Québec (AHQ) qui se tenait à Montréal.

Le ministre a du même souffle rappelé qu'il a demandé à Denis R. Roy, directeur général du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) et président du Comité national d'aide à la gestion des risques et de la qualité, de le conseiller dans ce projet.

C'est ce même Denis R. Roy auquel faisait référence dans son numéro d'hier *Le Journal de Montréal* dans un article évaluant en moyenne à 2000 le nombre de personnes mourant chaque année dans les hôpitaux du Québec à la suite d'erreurs médicales. Une donnée qui l'a fait sourciller. « Il s'agit d'une extrapolation très délicate et probablement non appropriée », a indiqué M. Roy en entrevue à *La Presse*.

Selon des données, on dénombre entre 2,5 et 13 cas d'erreurs médicales évitables par 100 admissions dans les hôpitaux aux États-Unis et en Australie. De cette fourchette, autour de 5 % des erreurs aboutissent à un décès. Or, ajoute M. Roy, une extrapolation pour le Québec à partir de ces chiffres est très arbitraire, compte tenu du fait que ces deux pays ont des systèmes de santé différents d'ici.

Il est vrai cependant, et tout le monde semble d'accord là-dessus, que les erreurs médicales évitables les plus nombreuses sont de nature médicamenteuse, comme par exemple un mauvais dosage de médicaments ou encore une mauvaise interprétation d'une prescription.

Une étude pancanadienne, à laquelle est associée le groupe de M. Roy, est présentement menée afin de déterminer l'étendue des erreurs médicales au pays. « Cela nous permettra d'avoir un portrait juste de la situation, de déterminer exactement quels types d'accidents surviennent, quelle est leur sévérité et aussi de pouvoir se comparer d'année en année », résume M. Roy.

GASPÉSIA

Suite de la page A1

D'autre part, Papiers Gaspésia a bénéficié d'une subvention de 58 millions en vertu du programme Inno-Pap, du ministère québécois des Ressources naturelles, visant à favoriser la modernisation des papiers.

Ottawa y est allé pour sa part d'un prêt sans intérêt de 80 millions, appelé « contribution remboursable » dans la jargon bureaucratique.

Enfin, les trois partenaires de Papiers Gaspésia ont investi ensemble 140 millions dans cette société, à savoir 70 millions pour ce qui est du Fonds de solidarité, 35 millions en ce qui regarde SGF Rexfor et 35 millions également dans le cas de Tembec.

Total, 493 millions.

Au mois d'août, quelque 200 personnes travailleront sur le chantier, alors que leur nombre pourra grimper jusqu'à 700 au printemps 2003, au plus fort des travaux.

L'usine de Papiers Gaspésia fabriquera du papier couché, un type de papier haut de gamme utilisé dans l'impression de magazines. « C'est une sorte de papier pour lequel la demande est en très forte croissance et qui le restera pour les 10 prochaines années », note Guy Versailles.

Maître d'oeuvre des travaux en cours, Tembec, qui s'est associée au projet en décembre dernier en même temps que SGF Rexfor, sera aussi l'exploitant de l'usine.

Québec veut inciter les médecins à signer des contrats avec les hôpitaux

ANDRÉ DUCHESNE

SACHANT FORT bien qu'il met le pied en terrain miné, le ministre d'État à la Santé, François Legault, entend inviter les médecins de la province à signer des contrats de travail avec les établissements de santé.

« Il faudra réfléchir, comme le proposait Michel Clair, à la possibilité d'établir un lien contractuel entre chaque médecin et chaque établissement. Je pense que c'est primordial si on veut arriver à une bonne organisation du travail. On ne peut pas bien organiser un hôpital en excluant les médecins », a déclaré le ministre hier après-midi en prononçant la conférence de clôture du congrès de l'Association des hôpitaux du Québec (AHQ).

M. Legault avait déjà avancé au cours des dernières semaines qu'il proposerait des mesures incitatives aux médecins afin d'assurer une meilleure répartition des services dans les établissements hospitaliers. Mais, de mémoire, jamais n'avait-il jusqu'à maintenant ouvert son jeu à ce point.

Or, le gouvernement du Québec entreprendra bientôt des pourparlers avec les divers groupes représentant les médecins afin d'établir leurs conditions de travail pour les prochaines années. Travailleurs autonomes au sens de la loi, les médecins sont réticents à signer des liens

contractuels, qui leur lieraient partiellement les mains.

Mais, selon le ministre, la signature de tels contrats est intimement liée à une meilleure répartition des services sur le territoire québécois. Cette question, a-t-il dit à plus d'une reprise dans son allocution, se trouvera « au coeur des prochaines négociations ».

Comme l'a souligné M. Legault, l'idée d'instaurer des liens contractuels a été exprimée par Michel Clair, auteur du rapport rendu public l'an dernier sur l'état du système québécois de santé. Il s'agissait d'une des recommandations faites par l'ancien ministre dans le but d'améliorer les services à la population. Déjà à l'époque, cette recommandation avait été accueillie avec des bémols.

Pour le ministre Legault, créer de tels liens permettrait aussi d'associer plus étroitement les médecins au bon fonctionnement des établissements de santé.

« Est-ce que, pour attirer des médecins dans certains établissements où l'on a des besoins plus pressants, il y aurait lieu d'avoir une entente des deux côtés, c'est-à-dire, d'un côté, avoir une rémunération additionnelle, mais de l'autre côté, un engagement du médecin à pratiquer un certain nombre d'heures sur certains horaires dans les établissements », a-t-il plus tard suggéré au cours d'un point de presse.

L'AHQ endosse cette façon de voir les choses. « Si les médecins sont des travailleurs autonomes, ils pratiquent à l'intérieur des hôpitaux et en utilisent les ressources. Il devrait donc y avoir, comme on le souhaite d'ailleurs, une certaine forme d'imputabilité des médecins », a indiqué le vice-président exécutif de l'AHQ, Daniel Adam.

L'heure tardive nous a empêchés d'obtenir une réaction des associations de médecins.

Groupes de médecine familiale

Le ministre a par ailleurs annoncé que d'ici 10 jours au plus tard, il annoncera le démarrage officiel des groupes de médecine familiale (GMF), donnant ainsi suite à une autre des principales recommandations du rapport Clair.

Les longues négociations entreprises l'an dernier avec la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, tant sur la rémunération que sur le mode de fonctionnement de ces groupes, sont donc sur le point d'aboutir si ce n'est déjà fait.

En avril 2001, le prédécesseur de M. Legault, Rémy Trudel, avait annoncé la formation des 20 premiers GMF pour le début de l'été mais depuis, le projet a été reporté de mois en mois. Ce premier contingent sera formé de quelque 330 médecins, d'infirmières et offrira des services, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à une population évaluée à 470 000 personnes.

Bouchard nommé médiateur entre les Cris et Hydro-Québec

Reuters

L'EX-PREMIER MINISTRE québécois Lucien Bouchard servira de médiateur afin de régler les questions juridiques liées à l'accord signé en février entre les Cris du Québec et le gouvernement de la province.

L'annonce a été faite hier par le

Grand Conseil des Cris et la société d'État Hydro-Québec, qui ont indiqué qu'un médiateur était essentiel afin de régler les « procédures judiciaires en suspens » et de permettre l'application de certains engagements d'Hydro-Québec et de la Société d'exploitation de la Baie-James prévus par des accords antérieurs.

D'abord ambassadeur du Canada

à Paris puis ministre fédéral, Lucien Bouchard avait rejoint les rangs souverainistes en fondant au début des années 1990 un nouveau parti fédéral, le Bloc québécois, aujourd'hui la troisième plus importante formation politique aux Communes à Ottawa et dont l'objectif est de préparer l'indépendance du Québec.

Le gouvernement du Québec et

les dirigeants de la communauté crie du Nord québécois ont signé le 7 février dernier un accord historique mettant fin à une longue bataille juridique entre la province et la nation amérindienne sur l'exploitation des ressources naturelles du Grand Nord québécois.

Les quelque 12 000 membres de la nation crie du nord du Québec se sont prononcés à près de 70 %

AVANT DE RÉNOVER

Consultez la SCHL



« Grâce à la SCHL, c'est incroyable comme il a été facile de planifier nos travaux de rénovation... et les résultats ont été fantastiques! »

De la planification à la finition, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) offre de l'information objective et fiable, notamment des conseils judicieux pour que vos projets se réalisent sans encombre.

Pour éviter les casse-tête, procurez-vous le guide **GRATUIT** Avant de rénover en communiquant avec la SCHL dès aujourd'hui.

www.schl.ca/renovations

1 800 668-2642
(demandez le poste 200)
Du lundi au dimanche,
De 7h à 21h
(heure normale de l'Est)



SCHL CMHC

AU COEUR DE L'HABITATION
Canada

PIERRE FOGLIA

pfoglia@lapresse.ca

Le Canada est un beau pays

M Don Boudria a donc succédé à M. Gagliano au ministère des Travaux publics après le scandale que l'on sait. M. Boudria a un fils, Daniel, ex-employé de M. Gagliano, présentement un des adjoints politiques de M^{me} Sheila Copps au ministère de la Propagande pudiquement appelé ministère du Patrimoine et qui, soit dit en passant, est une coquille presque vide.

Curieusement, le ministère qui supervise la propagande à Ottawa est le ministère des Travaux publics, parce que, m'a-t-on expliqué, les appels d'offres, qu'ils soient pour la santé, pour les transports ou pour la propagande, passent par les Travaux publics.

La propagande est affaire de messages. Ici, le message est le suivant : le Canada est un beau et grand pays. Pour en maximiser l'impact dans la population, le ministère des Travaux publics a lancé un appel d'offres auprès des spécialistes en relations publiques, and the winner is... le Groupe Everest, une agence de publicité et de relations publiques de Montréal. Devenu fournisseur attitré, le Groupe Everest a obtenu pour 55,7 millions de contrats au cours des cinq dernières années.

Jusqu'ici ça va, vous suivez ? Le terme « propagande » vous fatigue ? Je m'en doutais. J'y reviens plus loin.

Une somme de 55,7 millions donc. Cela crée des liens forcément. Des rencontres. Des dîners. On finalise des stratégies, on échange des idées, au début on est entre partisans, après quelques mois on est entre amis, on s'invite, vous passerez à la maison, venez faire un tour au chalet. Relations d'affaires, relations amicales, où est la frontière ? Daniel Boudria, le fils du ministre des Travaux publics, actuel adjoint politique de la ministre Copps, ex-collaborateur de M. Gagliano, connaît forcément très bien le

président du Groupe Everest.

Me passerais-tu ton chalet pour le week-end ?

Et voilà les grands titres dans les journaux. Voilà les députés de l'opposition aux barricades. Voilà tout le pays qui se scandalise.

Pas moi. Enfin si. Mais pas pour ça. Vous n'imaginez pas comme je me contrefiche de cette histoire de chalet. Je sais, je sais, ça a l'air tellement laid de loin, ce plein chalet de politiciens sur les terres d'un fournisseur... Si j'étais Pierre Falardeau je referais le coup du Beaver Club, toute la rapace était là, des politiciens, pis des femmes de politiciens, pis des barons de la finance, charognes, profiteurs... si j'étais Denys Arcand je referais *Kéjane Padovani*, ce film admirable sur la collusion qui, hélas, n'a pas pris une seule ride. Mais je suis fatigué de m'indigner toujours pour la forme. Même pas la forme. Les formes. Au pluriel c'est encore plus bêtement une question d'étiquette. Je me fous de l'étiquette. Je me fous que M. Boudria et sa famille aillent passer le week-end dans le chalet du PDG du Groupe Everest, qu'ils aillent faire du ski ensemble à Banff, que leurs bonnes femmes s'échangent des recettes, que leurs enfants aillent dans les mêmes écoles privées. Rien à foutre.

Pourtant je suis fâché. De vous, bien sûr, comme d'habitude. Disons découragé, accablé de vous voir tout à l'envers pour ce foutu chalet, ce pot-de-vin de 800 \$, et de ne pas dire un mot, de ne pas poser une seule question sur ces 55,7 millions de fonds publics dépensés à des fins de propagande. Gaspillés pour passer un seul et unique message : le Canada est un beau et grand pays. Les 55,7 millions donnés à des



professionnels en bullshit pour qu'ils mettent en marché votre pays comme on met en marché des céréales, des toasters et des serviettes hygiéniques.

Ma grande foi du bon Dieu, je crois que vous avez oublié ce qu'est la propagande...

L'efficacité de la propagande tient justement à ce qu'on ne s'en méfie pas, parce qu'on ne la reconnaît pas. On croit que c'est des mensonges comme la publicité, mais au lieu que ce soit pour vendre des produits, ce serait des mensonges pour vendre une idéologie. Justement pas. Oui, la propagande vend une idéologie, la grande différence avec la pub, c'est que la propagande ne ment pas. La bonne propagande, la propagande efficace qui fesse 100 % dans la tête des gens, c'est toujours une vérité. Une bonne grosse vérité martelée sans arrêt qui entraîne l'adhésion immédiate de la vaste majorité des gens à qui elle est destinée, par exemple : Le Canada est un beau et grand pays.

Ben oui. Tu peux pas dire que c'est un petit pays. Pis tu peux pas dire que c'est laid. Même à Saint-Sauveur, même à Saskatoon, y'a plein de gens qui aiment ça.

Mais alors pourquoi dépenser 55,7 millions pour marteler une vérité sur laquelle tout le monde s'entend ?

Ah ! Le but de la propagande est moins de faire passer un message — qui fait l'unanimité — que de lever une adhésion, que de recueillir un consentement massif et enthousiaste à quelque chose, peu importe que ce quelque chose soit totalement creux, ce qui importe c'est le consentement lui-

même, l'énergie « positive » qui en émane et qui REJAILLIT SUR LES ÉMETTEURS de ce message creux. Qui sont ces émetteurs ?

Le pouvoir. La propagande, c'est la pub du pouvoir.

Il est là le scandale. Il n'est pas dans les relations interpersonnelles des petits poissons qui frétille dans le courant des opérations de l'État. Il n'est pas dans la reconnaissance du ventre d'un fournisseur de services à son ministre préféré. Il est dans les 55,7 millions de fonds publics utilisés par le pouvoir pour faire sa propre promotion.

Il est dans la fabrication d'un consentement si large, si enthousiaste — un beau et grand pays — qu'il fera passer pour des trou'd'cul ceux qui auront l'indécence de n'être pas tout à fait d'accord (les indépendantistes, les syndicats, les rouspéteurs de tout poil).

Il est, le scandale, dans les questions qui coulent de source, mais que vous n'entendez pas. Quand on vous dit que le Canada est un grand et beau pays, la questions muette, sous-jacente est celle-ci : approuvez-vous nos politiques en général ? Ouïiii. Nous félicitez-vous pour l'ensemble de notre oeuvre ? Ouïiii. Nous trouvez-vous fins et gentils ? Ouïiii. Il est, le scandale, dans l'effronterie de gens qui ont voté des lois pour encadrer la tenue des référendums, mais qui, eux, engagent des spécialistes pour se faire plébisciter à longueur d'année en posant une question à laquelle la seule réponse possible est ouïiii.

Le Canada est un beau et grand pays. Ben ouïiii.

Bon, là-dessus je vous laisse, faut que j'aille en Roumanie.

La GRC enquêtera sur Groupaction

GILLES TOUPIN

OTTAWA — La Gendarmerie royale du Canada a répondu favorablement hier à la demande de la vérificatrice générale, Sheila Fraser, en ouvrant une enquête criminelle sur l'octroi de trois contrats gouvernementaux à la firme montréalaise Groupaction.

Bien qu'elle se réjouisse de ce dernier épisode de l'interminable feuilleton entourant le programme des commandites du gouvernement fédéral, l'opposition estime qu'une enquête criminelle ne sera pas suffisante pour mettre au jour les dessous politiques de cette affaire.

On se souvient que la firme montréalaise Groupaction avait fourni au gouvernement fédéral au coût de 1 625 000 \$ trois rapports quasi identiques sur la visibilité d'Ottawa au Québec. Ces trois rapports avaient été commandés par un haut fonctionnaire des Travaux publics, Charles Guité. Ils contenaient tous les trois une analyse et une liste de festivals et d'événements auxquels devrait s'associer le gouvernement fédéral pour augmenter sa visibilité au Québec, ce qui par le fait même devait jouer en faveur de l'unité canadienne.

Le premier rapport remis au ministère des Travaux publics en mai 1997 avait été facturé 500 000 \$ par Groupaction. Le second rapport reçu en 1998, quasi identique au premier, avait coûté 550 000 \$ alors que le dernier, reçu en 1999, avait été facturé 575 000 \$. L'actuel ministre des Travaux publics, Don Boudria, avait demandé le 19 mars à la vérificatrice générale du Canada, Sheila Fraser, de faire enquête sur cette affaire.

Les conclusions de la vérifica-

trice générale, rendues publiques le mois dernier, ont été accablantes pour Groupaction, une firme de Montréal proche des libéraux fédéraux qui a versé à leur caisse électorale 112 161 \$ depuis 1993. M^{me} Fraser demandait à la GRC de faire enquête sur cette affaire qui n'a cessé depuis sa mise au jour d'embarrasser le gouvernement Chrétien. Dans son rapport d'une vingtaine de pages, elle avait aussi vertement critiqué le comportement de hauts fonctionnaires qui gravitaient autour de l'ancien ministre des Travaux publics, Alfonso Gagliano, nommé ambassadeur du Canada au Danemark après avoir été écarté du cabinet en janvier. Elle a souligné que ces hauts fonctionnaires « ont à peu près contourné toutes les règles » de bonne gestion.

Le chef de l'opposition officielle, Stephen Harper, a applaudi la nouvelle de l'enquête criminelle hier, mais il a bien fait comprendre qu'il ne se berçait pas d'illusions sur sa portée limitée. « Je m'attends à ce que ce soit une enquête qui se limitera aux contrats de Groupaction, a-t-il dit aux journalistes. Il nous faut une enquête plus grande sur les pratiques qui mènent à l'attribution de contrats de commandites par le gouvernement fédéral et sur les relations de ces contrats avec les dons faits au parti au pouvoir. »

« L'enquête publique que réclament les partis d'opposition, a pour sa part commenté le député blo-

quistes Ghislain Lebel, est de plus en plus pertinente parce que, comme disait mon grand-père, celui qui tient la poche est aussi coupable que celui qui la remplit. Si pour un côté il y a matière à faire enquête, l'autre côté doit aussi être enquêté, c'est-à-dire le pouvoir politique. Admettons que la GRC arrivait à la conclusion qu'on a contrevenu au Code criminel. Il peut y avoir procès, il peut y avoir condamnation. Mais on ne saura pas avec cela s'il y a un système instauré dans le gouvernement

avec des ramifications. Seule une enquête publique peut nous dire cela. »

Par ailleurs, le chef de l'Alliance canadienne a estimé que l'ancien ministre des Travaux publics, Alfonso Gagliano, devrait pour l'instant se retirer de son poste d'ambassadeur au Danemark tant que l'enquête de la GRC n'aura pas rendu ses conclusions. « Nous l'avons déjà demandé, a dit M. Harper. C'est évident que M. Gagliano ne devrait pas servir en tant que responsable gouvernemental

qui représente le Canada à l'étranger tant et aussi longtemps que la lumière n'aura pas été faite sur sa conduite en tant que ministre. C'est un signe d'arrogance extrême de la part du premier ministre que de penser que pour faire taire un scandale il suffit de nommer quelqu'un à un poste d'ambassadeur »

cyberpresse.ca Retrouvez l'ensemble des controverses sur la question du favoritisme à Ottawa à www.cyberpresse.ca/favoritisme

Au-delà du



savoir...



...UNE OCCASION UNIQUE DE PARTAGER SA PASSION ET SES RÊVES

EN PAGE 12

THERMOPOMPES & CLIMATISEURS
Toutes les grandes marques disponibles

Hydro Confort au foyer depuis maintenant 13 ans

MITSUBISHI ÉLECTRIQUE

SPECIAL PRÉSAISON n'attendez pas les grosses canicules

6 ans de garantie

Estimation sans frais

Au plus bas prix du marché :

- Centrale de traitement d'air
- Plafonnier

Dépositaire autorisé de **FRIGIDAIRE, HITACHI** et plusieurs autres

Salle de montre au 6431, rue Jean-Talon Est, Montréal

www.hydro-confort.com (514) 255-0383 • 1 800 267-4399

Zytco LE MEILLEUR SOLARIUM AU MONDE

TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS

CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN, CONSERVATOIRE, WINDSOR, VICTORIEN

ALUMINIUM OU CÈDRE

4940 CHEMIN BOIS-FRANC, ST-LAURENT, QC, H4S 1A7

WWW.ZYTCO.COM

514-335-2050

ARÊTES OU RECOURBES ESTIMATION SANS FRAIS : 800-361-9232

KAKI PLEIN AIR

" UN CHOIX IMPRESSIONNANT DE SANDALES ET CHAUSSURES DE MARCHE "

MERRELL

JOLIETTE 67, place Bourget Nord (450) 753-5332 1 800 268-7332

MONTRÉAL 6575, rue Saint-Denis (M) Métro Beaubien (P) (514) 274-7122

LAVAL 1680, boul. de l'Avenir (450) 681-9859 1 800 363-1101

SOURIEZ, VOUS EN AVEZ TOUJOURS PLUS AVEC NISSAN

199\$ /MOIS*

0\$ dépôt de sécurité Transport et préparation inclus!

1,8% FINANCEMENT À L'ACHAT ET

AUCUN VERSEMENT AVANT 90 JOURS!**

CLIMATISEUR INCLUS

SENTRA XE 2002

Pour un temps limité, SENTRA ÉDITION ST!

- Jantes en alliage
- Béquet arrière
- Tuyau d'échappement à embout chromé
- Emblème « ST »

219\$ /MOIS*

NISSAN

3049251A

3049251A

*Location de 48 mois pour la Sentra XE 2002 - Option Plus - et la Sentra édition ST (C4L652 BK00). Acompte ou échange équivalent de 2 495 \$. Limite de 19 500 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Offre de financement à 1,8 % jusqu'à 36 mois et aucun versement avant 90 jours (sur les termes jusqu'à 60 mois) valable sur les modèles Sentra XE et GXE 2002 seulement. Aucun intérêt ne sera calculé sur les 60 premiers jours suivant la date de livraison. Après 60 jours le calcul des intérêts débute et l'acheteur rembourse le capital et les intérêts mensuellement jusqu'à la fin du contrat. Exemple de financement: 20 000 \$, à 1,8 % par année, équivalent à 571,11 \$ par mois pendant 36 mois. Frais de financement de 559,85 \$ pour une obligation totale de financement de 20 559,85 \$. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Le logo NISSAN est une marque de commerce de Nissan.

www.nissanmontreal.com www.nissan.ca 1 800 387-0122

Des traces de matière explosive trouvées dans une voiture canadienne en Israël

Presse Canadienne

TEL-AVIV — Les autorités israéliennes ont libéré hier, en fin de journée, une femme appréhendée plus tôt après la découverte de traces de substances chimiques dans la voiture qu'elle conduisait. Cette voiture appartenait à l'ambassade canadienne.

L'incident a été rapporté par Natalie Amar, porte-parole de l'ambassade du Canada à Tel-Aviv. Les autorités israéliennes ont également autorisé la restitution du véhicule diplomatique à l'ambassade. Le porte-parole de la police israélienne, Gil Kleiman, a indiqué que l'enquête se poursuivait.

La femme, dont l'identité n'a pas été révélée, détient un passeport britannique, et elle était sous contrat avec l'Agence canadienne de développement international. Elle a été appréhendée à 15h au passage Erez, alors qu'elle faisait route de Gaza vers Israël.

La radio israélienne a rapporté que des traces de matière explosive

avaient été découvertes dans le véhicule. Selon certaines informations, des chiens renifleurs appartenant à une unité spéciale de la police y auraient détecté des traces d'explosifs.

Natalie Amar précise que ce sont des traces de substances chimiques, et non d'explosifs, que les autorités israéliennes disent avoir découvertes dans le véhicule portant des plaques diplomatiques. Le véhicule était dans le garage depuis deux semaines, a-t-elle expliqué, et les traces auraient pu provenir de n'importe quelle substance chimique utilisée dans un garage, comme de la peinture en aérosol.

L'ambassade canadienne est en contact avec elle, ainsi qu'avec les autorités israéliennes et britanniques, a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères à Ottawa, Reynald Doiron.

M^{me} Amar a précisé que la femme se portait bien à la suite de sa détention par la police israélienne.

Le Canada déplore l'intention du Pakistan de réaliser l'essai de missiles nucléaires

Agence France-Presse

OTTAWA — Le Canada a déploré hier l'intention du Pakistan de réaliser plusieurs essais de missiles balistiques à courte et à moyenne portée, demandant « à toutes les parties de la région de faire preuve de retenue ».

« Le Canada est profondément navré que le Pakistan ait choisi d'effectuer des essais de missiles balistiques en cette période particulièrement délicate », a déclaré dans un communiqué le ministre des Affaires étrangères, Bill Graham.

« Nous exhortons le Pakistan à se conformer à la résolution 1172 du Conseil de sécurité des Nations Unies », dit-il.

La résolution 1172 engage l'Inde et le Pakistan à cesser leurs programmes de fabrication d'armes nucléaires et à arrêter de fabriquer des missiles balistiques pouvant transporter des armes nucléaires.

Depuis avril, le Canada recommande à ses ressortissants vivant au Pakistan de quitter le pays si leur présence n'est pas indispensable. Hier, une lettre en ce sens a été envoyée à tous ceux inscrits sur les listes consulaires.

Nouvelle tuile pour les libéraux

John Manley se retrouve pris dans une controverse sur le financement de sa campagne à la succession de Jean Chrétien

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Pris dans une controverse sur le financement de sa campagne à la succession de Jean Chrétien, le vice-premier ministre, John Manley, a promis hier qu'il rendra publics les noms de tous ceux qui contribuent ou qui contribueront à son éventuelle campagne à la direction du Parti libéral du Canada.



Photo PC ©

John Manley a été pris à partie hier par l'opposition qui lui a demandé des comptes à propos d'une lettre envoyée par ses partisans à des hommes d'affaires afin de recueillir des contributions de 25 000 \$ chacun pour financer sa campagne à la direction.

contributions à sa campagne, que le public devrait savoir et j'ai l'intention de faire ce qu'il faut pour qu'il sache. Depuis le début, j'ai toujours dit que dès que vous devenez candidat, même si cela n'est pas prévu dans la loi électorale actuelle, vous devez rendre publics les noms de ceux qui contribuent à votre campagne. » Le vice-premier ministre a cependant affirmé qu'il n'avait pas encore décidé s'il rendrait également publics les montants des contributions qu'il recevra.

Alors qu'aucune campagne à la succession de Jean Chrétien n'est en cours, du moins officiellement, M. Manley a expliqué l'existence des « Amis de John Manley » par des considérations pratiques. « Des gens m'ont encouragé à me présenter, a-t-il dit, et, franchement, cela est bien au-dessus de la limite de ma carte de crédit. Alors je leur ai dit que le jour venu, s'il y a une course, ils devront me dire si je puis me permettre de le faire, financièrement. Je leur ai dit qu'ils

pouvaient commencer à amasser des fonds et que l'on verrait ce qu'il en est en temps opportun. »

L'opposition n'a pas accepté les explications du vice-premier ministre hier et lui a reproché de fuir ses responsabilités. Le chef de l'Alliance canadienne, Stephen Harper, a notamment souligné qu'il y avait une contradiction entre les paroles de M. Manley et les gestes de sa propre équipe qui conseillait « à ses partisans de ne pas être transparents ».

Caroline St-Hilaire, la leader adjointe en Chambre du Bloc québécois, croit que John Manley est responsable des actions de son équipe. « Un ministre ou un député qui aspire à devenir chef d'État ou chef de parti, la moindre des choses c'est qu'il ait le sens des responsabilités, le sens du devoir, a-t-elle commenté. Mais encore une fois, aujourd'hui, ce que l'on voit c'est la stratégie habituelle des libéraux : ils disent ce n'est pas de ma faute, c'est la faute à quelqu'un d'autre. »

Polo GRATUIT*

*à l'achat de 100\$ avant taxes. Durée limitée, limite de 1 par client.

Centre-ville 1115, Ste-Catherine O. Montréal	Galerias d'Anjou 7999, boul. Des Galeries D'Anjou, Anjou	Centre-Eaton 705, Ste-Catherine O. Montréal	Carrefour Laval 3035, boul. Le Carrefour Laval	Centre Rockland 2305, Ch. Rockland Ville Mont-Royal
Promenades St-Bruno 1, boul. Des Promenades St-Bruno de Montarville	Fairview Pointe-Claire 6815, Transcanadienne Pointe-Claire	Place Ste-Foy 2450, boul. Laurier Ste-Foy	Outremont 1000, ave. Laurier O. Outremont	Carrefour de l'Estrie 3050, boul. Portland Sherbrooke

collection été
Vivez l'expérience

Old River
Vêtements pour hommes

cyberpresse.ca / arts

cyberpresse.ca

NETTOYAGE RÉSIDENTIEL

NETTOYAGE DE CONDUITS

Maison au complet*

179 \$

Comprend: nombre illimité de sorties d'air et de conduits, nettoyage gratuit des plaques d'aération

Cette semaine seulement

Nettoyage de la soufflerie et des serpents 69 \$

Notre prix ord.: 120 \$

Notre équipement de qualité professionnelle nettoie votre système par aspiration en utilisant des filtres à très haute efficacité, qui retiennent jusqu'à 99,97% des irritants en suspension dans l'air.

• NETTOYAGE RÉSIDENTIEL
• SÉCURITÉ RÉSIDENTIELLE
• DÉCORATION INTÉRIEURE

COMPRENANT: • RÉNOVATION RÉSIDENTIELLE

QUALITÉ • FIABILITÉ • COMMODITÉ

Primes Hbc

*Pour système de chauffage simple et système monozone. Services résidentiels seulement. Frais additionnels pour portes d'accès. L'équipement illustré peut être différent de celui qui est utilisé. Services non offerts dans toutes les régions.

Renseignez-vous sur notre désinfectant entièrement naturel et nos filtres électrostatiques.

Offre valide jusqu'au 25 mai 2002.

1 800 818-7779

Pour les services de nettoyage résidentiel Hbc, faites le «1». Service téléphonique accessible dès 8 h!

J'aime, j'achète !

3052581A

Copyright 2002 Compagnie de la Baie d'Hudson

Sous les feux de la rame.

Place au spectacle !

Pour découvrir le spectacle naturel qu'offrent les parcs nationaux du Québec, quoi de mieux pour la famille qu'une promenade sur nos lacs et nos rivières ?

Activités guidées en rabaska, canot, kayak, circuits avec ou sans portage, hébergement en camping, chalets confortables ou simple location d'équipement, tout est possible ! Prenez le goût de l'eau dans les parcs nationaux suivants : Aiguebelle, Frontenac, Hautes-Gorges-de-la-Rivière-Malbaie, Jacques-Cartier, Monts-Valin et Mont-Tremblant.

1 800 665-6527
www.parcsquebec.com

Pour que le spectacle continue

Premiers humains clonés pour la fin de l'année?

Associated Press

PARIS — Les premiers bébés clonés devraient voir le jour à la fin de l'année ou au début de l'année prochaine : le professeur italien Severino Antinori, le très controversé spécialiste de la procréation assistée, a confirmé au journal *Le Monde* que trois femmes portent actuellement des embryons conçus par la technique du clonage.

« Je confirme que trois femmes sont aujourd'hui enceintes, deux en Russie et la troisième dans un autre pays, après implantation *in utero* d'embryons humains obtenus à partir de la technique du transfert nucléaire et que les naissances devraient survenir en décembre 2002 ou en janvier 2003 », déclare le professeur Antinori dans un entretien au quotidien.

La naissance des premiers clones humains ne sera annoncée que « lorsque 10 enfants issus de cette technique auront atteint l'âge de deux ans », précise l'Italien, évoquant « l'opposition mondiale » au clonage humain.

« Il y a un an déjà, une telle grossesse avait été obtenue en Russie, mais elle s'était conclue par une fausse couche », précise-t-il, tout en reconnaissant être impliqué dans l'obtention des trois grossesses en cours.

« Je suis effectivement à l'origine d'un réseau de spécialistes qui souhaitent pouvoir mettre en oeuvre la technique du transfert nu-

claire comme méthode permettant de lutter contre certaines formes de stérilité ». Un réseau dont fait partie notamment le biologiste américain Pavos Zanos et « deux chercheurs britanniques de renom qui souhaitent conserver l'anonymat ».

Déjà au coeur de la polémique en 1994, lorsqu'il avait permis à une femme de 63 ans de mettre un enfant au monde grâce à un don d'ovocyte, le gynécologue obstétricien et professeur de physiologie reproductive à l'Université Torvergata de Rome, est l'un des rares défenseurs du clonage humain.

Une autre épidémie d'E. coli à Walkerton

WALKERTON, Ontario — Deux ans presque jour pour jour après l'épidémie d'E. coli de Walkerton, au cours de laquelle sept personnes sont mortes et 2300 autres sont tombées malades, les services de santé de la ville ont annoncé hier que quatre enfants étaient affectés par la bactérie.

Les autorités ont cependant précisé que ces cas n'étaient aucunement liés à l'eau de la ville.

« Je boirais de l'eau sans hésiter », a déclaré Hazel Lynn, médecin hygiéniste par intérim pour la région.

« Toutes les analyses qui ont été faites de l'eau de Walkerton depuis deux ans sont impeccables. C'est probablement l'eau la plus sûre qui puisse exister en Ontario et même au Canada », a affirmé l'unité de services de santé Bruce-Grey-Owen-Sound, tentant de rassurer la population bouleversée.

Dans le cadre de leur enquête, les services santé ont néanmoins prélevé des échantillons pour effectuer certaines analyses. L'eau utilisée à la maison de deux des enfants a aussi été analysée, parce que ces familles possèdent leur propre système d'aqueduc.

L'épidémie se serait produite dans une garderie privée. Il semble qu'un des enfants ait pu être infecté à son domicile et contaminer les trois autres.

« Les enfants vont bien et ils n'ont pas besoin d'être hospitalisés », a précisé la Dre Lynn.

Selon Alain Charette, porte-parole de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, rien n'indique que la récente épidémie soit attribuable à des aliments.

L'enquête publique sur la contamination de l'eau de Walkerton, survenue en mai 2000, a conclu que l'eau d'un puits de la ville avait été empoisonnée par des bactéries provenant des fermes avoisinantes, et que le système d'aqueduc de la ville avait été mal administré. Le premier ministre ontarien, Ernie Eves, s'est engagé hier à se conformer à chacune des 93 recommandations de la commission d'enquête.

Au-delà du savoir...



...UNE OCCASION UNIQUE DE PARTAGER SA PASSION ET SES RÊVES

EN PAGE 12

Ambiance VOLT SOLDE DE LUMINAIRE

30 à 50%*



- lampes
- accessoires
- meubles

Fermé le dimanche

4084, boul. Saint-Laurent (au nord de Duluth) (514) 842-2211

* Sur certains modèles

www.ambiancevolt.com

new balance

CHAUSSURES DE COURSE À PIED, MARCHE ET MULTISPORTS DISPONIBLES EN PLUSIEURS MODÈLES ET PLUSIEURS LARGEURS POUR HOMME ET FEMME.

Chez Boutique Courir

LONGUEUIL :
1085, chemin Chambly (à deux pas du cégep)
(450) 674-4436

MONTRÉAL :
4452, rue Saint-Denis (près de Mont-Royal)
(514) 499-9600

LA CORDÉE

www.lacordee.com

À l'achat d'une remorque vélo pour enfants, recevez GRATUITEMENT un casque pour enfants (modèle sélectionné).

Gants Vuelta La Cordée

- Dos en Lycra extensible ;
- ratine absorbante au pouce ;
- paume en cuir de chèvre ;
- poignet extensible en Lycra avec ajustement à Velcro ;
- noir, marine ou rouge ;
- disponibles dans les tailles hommes et femmes.

Spécial 9⁹⁵ Prix régulier 14⁹⁵ \$

TOPEAK Pompe Master Blaster Peekini Topeak

- Cylindre et embout moulés d'une pièce ;
- poignée en T pivotante ;
- pour valves Presta et Schrader.

Spécial 14⁹⁵ Prix régulier 19⁹⁵ \$

TOPEAK

2159, rue Sainte-Catherine Est Montréal H2K 2H9 Métro Papineau

2777, boul. St-Martin Ouest Laval H7T 2Y7 près de l'autoroute 15

Tél. : (514) 524-1106

Promotion en vigueur jusqu'au 2 juin 2002 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Les produits peuvent différer des modèles illustrés.

Le printemps est arrivé. C'est le temps de planter des SOUS !

Avec le « petit cochon » de Placements Québec, on récolte toujours :

La sécurité :

capital garanti sans limites par le gouvernement du Québec.

La rentabilité :

taux annuel garanti d'année en année.

La liberté :

encaissables en tout temps sans pénalité.

Placement minimum de 100 \$ seulement

Taux de la première année **1,35 %**

Boni de **1 %** la première année pour les nouveaux fonds REER

Les Obligations d'épargne

Placements Québec

On prépare l'avenir

www.placementsqc.gouv.qc.ca

Appelez-nous !

1 800 463-5229

Pour la région de Québec, composez le 521-5229.

Heures d'ouverture : du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis jusqu'au 1^{er} juin, de 10 h à 16 h.

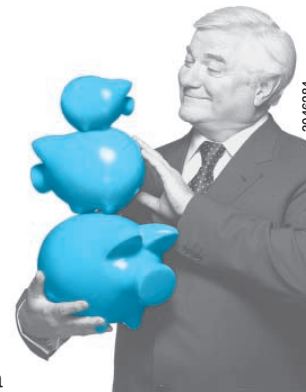




Photo AP
Jean-Paul II avait l'air fatigué au cours d'un concert, hier à Sophia.

En Bulgarie, Jean-Paul II s'efforce de réchauffer les liens avec l'Église orthodoxe

Associated Press

SOFIA — Jean-Paul II poursuit ses efforts pour réchauffer les relations entre les Églises catholique et orthodoxe. Au deuxième jour de sa visite en Bulgarie, le pape a rencontré hier le patriarche Maxime, profitant de cette entrevue pour lancer un appel aux responsables européens, invités à ne pas oublier l'héritage chrétien du continent.

« Dans la quête de sa propre identité, ce continent ne peut que revenir à ses racines chrétiennes », a déclaré le souverain pontife lors de sa rencontre avec le chef de l'Église orthodoxe bulgare. Jean-Paul II a souligné que le message spirituel des Églises romaine et d'Orient était « pertinent même pour ceux qui, dans le domaine de la politique, oeuvrent pour parvenir à l'unification européenne ».

Un appel du pied aux Quinze, divisés sur l'opportunité d'une mention du christianisme dans la future Constitution européenne en cours d'élaboration à Bruxelles. La chrétienté ne figurait pas dans le projet de Charte sur les droits et valeurs européennes élaborée il y a deux ans.

Sa rencontre avec le fougueux patriarche Maxime qui, il y a peu, snobait encore le souverain pontife, s'inscrit pleinement dans le cadre des efforts déployés par Jean-Paul II pour améliorer les relations de l'Église catholique avec sa soeur orthodoxe, soucieuse de défendre ses fiefs traditionnels de l'Europe de l'Est contre les velléités d'expansion de Rome.

À l'occasion de sa première visite dans la Bulgarie majoritairement orthodoxe, le pape a tenté de préparer le terrain pour une visite en Russie toujours compromise par ces tensions. « Aujourd'hui, nous pouvons remercier Dieu, car les liens entre nous ont été renforcés », a dit le pape au patriarche Maxime.

Le pape, qui débambule désormais sur une plate-forme roulante, est apparu en meilleure forme à Sofia qu'au cours de ses 24 heures passées en Azerbaïdjan, sa précédente étape. Avant de rencontrer le patriarche Maxime, il s'est rendu à la cathédrale Saint-Alexandre-Nevski de Sofia, pour la célébration de la fête des saints Cyril et Méthode, les évangélistes du monde slave. Des fidèles ont acclamé le souverain pontife au passage de la papamobile dans les rues de la capitale. Les 27 000 policiers du pays étaient de service ou de garde dans le cadre de cette visite sous haute sécurité.

En début de matinée, Jean-Paul II avait rendu une visite de courtoisie au président Georgi Parvanov, auquel il a assuré n'avoir jamais pris au sérieux le lien bulgare évoqué dans l'attentat dont il avait été victime en 1981. « Je n'ai jamais cru à la soi-disant connexion bulgare, en raison de grande estime et mon grand respect pour le peuple bulgare », a déclaré le porte-parole de Jean-Paul II, Joaquín Navarro-Valls, rapportant les propos du chef de l'Église catholique.

C'est la première fois que le pape s'exprimait publiquement sur les informations selon lesquelles les services secrets bulgares auraient armé la main du Turc Mehmet Ali Ağca lors de sa tentative d'assassinat du souverain pontife le 13 mai 1981 sur la place Saint-Pierre à Rome. Un tribunal italien avait acquitté pour manque de preuves trois Bulgares accusés de complicité avec Ağca.

En fin d'après-midi hier, le pape était attendu au palais de la culture de Sofia pour une rencontre avec les représentants du monde scientifique, artistique et culture. Aujourd'hui, il effectuera, entre autres, un pèlerinage au monastère Saint-Jean-de-Rila.

Le président d'Alliance Québec dans la tempête de l'Église des États-Unis

Brent Tyler représente Paul Marcoux, un homme de 54 ans qui accuse un prélat de l'avoir agressé sexuellement



RICHARD HÉTY
collaboration spéciale
LA PRESSE À NEW YORK

CONNU POUR sa défense des droits linguistiques des anglophones du Québec, l'avocat montréalais et président d'Alliance Québec, Brent Tyler, se retrouve aujourd'hui mêlé à un scandale sexuel qui vient de faire une nouvelle victime au sein de l'Église américaine, l'archevêque de Milwaukee, Rembert Weakland.

Tyler représente Paul Marcoux, un homme de 54 ans qui accuse le prélat de l'avoir agressé sexuellement il y a 20 ans. En 1998, l'avocat a forcé l'archevêque à verser la somme considérable de 450 000 \$ US à son client en retour de son silence.

Or, Paul Marcoux a rompu son silence sur cette affaire, jeudi, lors d'une entrevue à l'émission *Good Morning America* de la chaîne de télévision ABC, provoquant dans la journée même la démission de l'archevêque, qui a été acceptée hier par le Vatican.

Le Saint-Siège n'a jamais agi de façon aussi rapide.

Et depuis jeudi, Brent Tyler est inondé d'appels de journalistes américains qui veulent en savoir plus sur le témoignage de son client. Mais l'avocat de Montréal est muet comme une carpe.

« Mes instructions sont claires », a-t-il dit hier au cours d'une brève conversation téléphonique. « Je ne peux pas faire de commentaires. »

Tyler ne veut même pas dire comment il en est venu à représenter Marcoux, un ancien étudiant en théologie originaire du Michigan, sur lequel plane un certain mystère.

Dans la foulée du scandale des prêtres pédophiles aux États-Unis, l'histoire de Paul Marcoux et de l'archevêque Weakland a fait la une du *New York Times* et de plusieurs autres journaux américains hier.

Dans son entrevue de jeudi à *Good Morning America*, Marcoux a raconté que M^{gr} Weakland l'avait sexuellement agressé dans son appartement après un repas bien arrosé. Selon son témoignage, il avait demandé à rencontrer l'évêque pour discuter de son désir de devenir prêtre.

« Il a profité du fait que j'étais ivre pour baisser mon pantalon et me caresser », a dit Marcoux à ABC.

Marcoux avait 33 ans à l'époque. L'archevêque en avait 55. Jeudi, celui-ci a nié avoir « jamais agressé qui que ce soit ». Il a cependant reconnu avoir versé 450 000 \$ à son accusateur dans le cadre d'une entente confidentielle négociée par M^e Tyler. En vertu de cette entente, Marcoux doit rembourser cette somme à l'archidiocèse de Milwaukee s'il brise le sceau de la confidentialité.

L'histoire de Marcoux a scandalisé les catholiques de Milwaukee, selon le *Milwaukee Journal-Sentinel*.

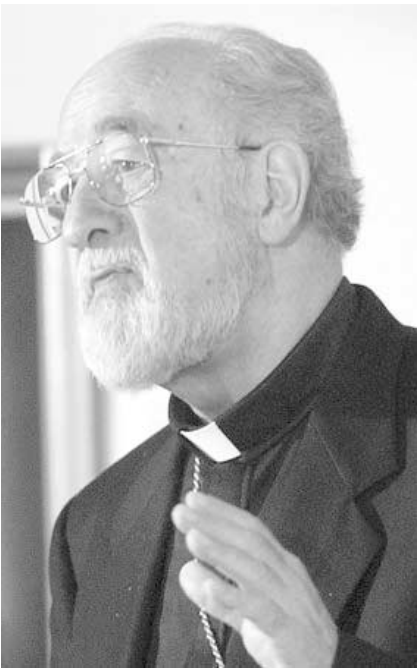


Photo AP

L'archevêque de Milwaukee, M^{gr} Rembert Weakland.

« Je veux pleurer et me cacher sous mon lit », a confié au quotidien le doyen de la faculté de droit de l'Université Marquette, Howard Eisenberg, qui avait été choisi par M^{gr} Weakland pour présider une commission locale sur la question des prêtres pédophiles.

À 75 ans, l'archevêque de Milwaukee était une figure de marque au sein de l'Église américaine. Nommé à son poste par le pape Paul VI, il a été un des principaux architectes de la nouvelle liturgie qui est sortie du concile Vatican II, l'*aggiornamento* (mise à jour) de

l'Église catholique sous Jean XXIII.

Dans une hiérarchie de plus en plus conservatrice, M^{gr} Weakland était un des derniers grands libéraux. Il était en faveur du mariage des prêtres et de l'ordination des femmes.

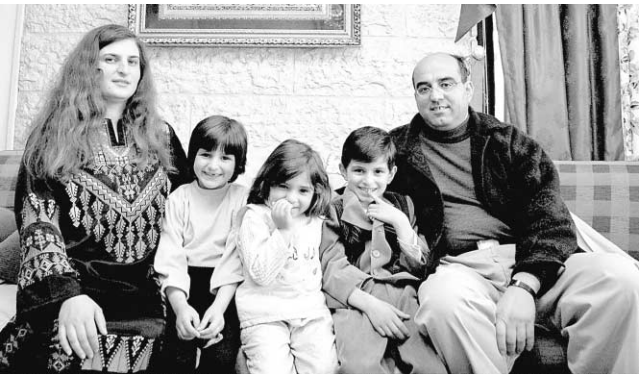
Il n'a peut-être jamais agressé qui que ce soit, mais il semble avoir eu une relation intime avec Marcoux. Le *Milwaukee Journal-Sentinel* a publié hier une lettre écrite par M^{gr} Weakland, dans laquelle le prélat confiait à Marcoux son désir de retrouver son célibat.

« J'ai le sentiment d'être le plus grand hypocrite du monde », a-t-il écrit dans la lettre, obtenue par le quotidien grâce à une tierce source. « Peu à peu, je reviens à l'importance du célibat dans ma vie — pas juste un célibat physique, mais la liberté que cet engagement donne. »

Paul Marcoux vit aujourd'hui dans l'appartement d'un ami à San Francisco, où *La Presse* a tenté en vain de le joindre hier. Il a vraisemblablement fait la connaissance de Brent Tyler au cours d'un séjour à Montréal, où il a publié, en 1993, un « exercice de créativité spirituelle » intitulée *The Art of Christodrama*. En 1996, il a réalisé deux vidéos sur le même thème afin d'aider les jeunes et les adultes à approfondir leur foi. Selon le *New York Times*, les vidéos ont été achetées par plusieurs diocèses américains, dont ceux de Portland et Seattle.

DEUX REGARDS SUR LE PROCHE-ORIENT

Patricia Chetrit, son mari Shay et leurs trois enfants vivent dans un quartier résidentiel de Jérusalem-Ouest. Nedal Jayousi habite pas loin de là, à Ramallah, avec sa femme Hoyda et leurs enfants. Les Chetrit, des Juifs israéliens, vivent dans la peur des attentats. Les Jayousi, des Palestiniens de Cisjordanie, craignent les obus et les tanks. Mais les deux familles ont surtout peur de l'avenir. *La Presse* continue de suivre l'actualité au Proche-Orient par l'entremise de ces deux familles.



La famille Jayousi : les parents, Hoyda et Nedal, et leurs enfants, Leen, 3 ans, Shereen, 5 ans et Rached, 6 ans.

« Papa, les tanks sont revenus! »

Même si l'armée israélienne s'est retirée de Ramallah, le petit Rached, 6 ans, reste obsédé par la guerre. « Quand est-ce que les chars vont revenir ? » demande-t-il sans cesse. « Ils sont partis, c'est fini », lui répond Nedal pour le rassurer. Mais des tanks, Rached en voit tous les jours à la télé. Et chaque fois il pense que ça y est, c'est reparti.

Il y a quelques jours, Rached est entré en panique dans la chambre de ses parents. « Papa, viens voir, les tanks sont revenus », hurlait-il.

La télévision montrait un contingent de Tsaah stationné près de Gaza. « J'ai dû prendre une carte et lui montrer que Gaza se trouve loin de chez nous », raconte Nedal.

Celui-ci a beau tenter de rassurer son fils, cela ne l'empêche pas d'être lui-même rongé par l'inquiétude. Hier, en plein jour, l'armée est entrée à Tulkarem où vit toute sa famille. Nedal a passé la journée accroché au téléphone. Il a appris qu'il y avait eu d'intenses échanges de tirs dans l'après-midi. Qu'un soldat israélien a été tué. Que l'armée a démoli quelques maisons. Puis Tulkarem s'est retrouvée à nouveau sous le couvert-feu.

« L'armée va et vient. Et plus personne n'en parle aux informations », soupire-t-il.

Lundi, Nedal devait assister à une réunion à Jérusalem. Il a fait une nouvelle tentative pour sortir de Ramallah. Et une fois de plus, il a échoué. Cette fois, il était prêt à emprunter à pied un chemin un peu dangereux dans les montagnes. Mais le passage avait été bloqué et il s'est cogné le nez contre une clôture.

Pour se protéger contre les attentats, le gouvernement israélien a entrepris d'encercler les villes de Cisjordanie avec des cloisons. La clôture était haute comme un homme, et surmontée de barbelés. Nedal est rentré à la maison. « C'est trop », se contente-t-il de

répéter sur un ton abattu.

Nedal a beau essayer de faire son travail à la maison, il a commencé à se sentir mal à l'aise de percevoir son salaire. Il a appelé ses patrons de l'IPCRI — un groupe de dialogue israélo-palestinien qui organise des projets éducatifs pacifistes. Il leur a proposé de réduire son salaire de moitié. Pas question, ont dit ses patrons.

Les patrons de Nedal sont compréhensifs. Mais tout le monde n'a pas cette chance. À cause des bouclages territoriaux, la situation économique des Palestiniens ne cesse de se détériorer. Les gens perdent leur emploi et les prix des aliments montent en flèche, parce que les agriculteurs n'arrivent pas à livrer leurs denrées. Économiquement, c'est la débâcle.

« Mes voisins vendent leurs autos pour avoir de l'argent. Et moi, comme plusieurs de mes amis, j'envisage de retirer mes enfants de l'école privée », dit Nedal. Il est un peu fâché contre la direction de l'école, parce qu'elle a refusé de prolonger le calendrier scolaire malgré les jours perdus pendant les incursions israéliennes.

Dans les circonstances, Nedal n'en revient pas que Patricia (voir texte ci-contre) puisse penser que tout va bien à Ramallah. « C'est incroyable. Elle habite à quelques kilomètres de chez moi et elle ne sait pas du tout comment je vis, elle ne sait pas que nous sommes enfermés ici. »

Mais cela ne le surprend pas tant que ça. « Les médias israéliens ne lui donnent pas toute l'information. C'est comme dans tous les conflits. Quand on ne voit pas l'autre, on ne peut pas le comprendre. »

— Agnès Gruda

Pour poser des questions aux deux familles, écrivez à : agrua@lapresse.ca



La famille Chetrit : les parents, Shay et Patricia, et les enfants, Eden, 6 ans, Avigaïl, 18 ans et Ilan, 16 ans.

Seulement deux morts

Mercredi dernier, Shay et son fils de 16 ans, Ilan, sont allés chez des amis à Rishon-Letzion, près de Tel-Aviv. Ils sont rentrés à Jérusalem à temps pour aller faire une promenade familiale avec le chien. De retour à la maison, les Chetrit ont voulu attraper les dernières nouvelles à la télé. Ils sont tombés sur des images familiaires : les ambulances, le sang, les civières.

En apprenant qu'un nouvel attentat venait d'être commis à Rishon-Letzion, près d'un café où travaillait la fille de leurs amis, ils se sont jetés sur le téléphone. Mais les lignes étaient surchargées et les autorités appelaient les gens à éviter de téléphoner. Finalement, les Chetrit ont appris qu'il y avait eu « seulement » deux morts et ils se sont sentis soulagés.

« Aujourd'hui, quand on entend qu'il y a quatre morts, on se dit : c'est pas si mal ». Quand on voit que les victimes avaient plus de 60 ans, on se dit que c'est triste, mais ce n'est pas aussi terrible que des jeunes », raconte Patricia, un peu étonnée par cette banalisation de la terreur.

Après deux semaines de répit, la menace des attentats est redevenue omniprésente. Et cette menace pèse sur les gestes les plus quotidiens. Jeudi, Ilan rentrait de l'école en autobus avec un copain. « À côté de nous, il y avait un Arabe avec un manteau. Pourtant, il faisait très chaud », raconte Ilan.

Les deux garçons ont eu peur. Un autre passager est allé avertir le chauffeur, qui a arrêté le véhicule pour vérifier si l'homme ne portait pas une bombe. Non, pas de bombe. L'autobus a repris son chemin.

Le passager arabe n'était-il pas humilié par cette inspection ? « Non, dit Ilan, ils sont habitués à ça. »

Ces jours-ci, Ilan prépare ses examens de bac. La perspective des

trois années de service militaire ne l'enchantent pas. « Moi, je n'irai pas dans les Territoires occupés, j'ai pas envie de tuer des gens », dit-il. Et après l'armée, comme plusieurs de ses copains, Ilan envisage de vivre aux États-Unis, en France, au Canada. Ou peut-être plus simplement à Tel-Aviv. « Jérusalem, c'est devenu vraiment chiant, avec tous ces attentats. »

■ ■ ■

« Alors, comment il va, Nedal ? » a demandé Patricia vers la fin de notre conversation téléphonique, hier. Elle venait tout juste de voir un reportage à la télévision selon lequel la vie était revenue à la normale à Ramallah, montrant des gens dans des cafés ou en train de faire leurs courses.

Tu savais, Patricia, que Nedal est incapable de sortir de sa ville, pour aller travailler ou rendre visite à sa famille à Tulkarem ? Non, Patricia ne le savait pas. « Ça, c'est des trucs qu'on ne connaît pas », a-t-elle laissé tomber, un peu surprise.

Réflexion faite, Patricia a réalisé qu'elle ne croisait plus l'habituelle file de travailleurs palestiniens quand elle va visiter ses garderies à Gilo, tout à côté de Bethléem. Mais elle n'y avait pas prêté attention et elle n'a vu aucun reportage à ce sujet.

Et que pense-t-elle de ces murs que l'on bâtit autour des villes palestiniennes ? Qu'ils ne serviront à rien, parce que les terroristes trouveront toujours un moyen de se faufiler. « Tout est trop imbriqué. Ça nous prend une solution politique. »

— Agnès Gruda

[cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca) Les textes précédents de la série Deux regards sur le Proche-Orient sont disponibles à l'adresse suivante : www.cyberpresse.ca/familles

Agriculture: Ottawa étudie la façon de riposter aux États-Unis

Presse Canadienne

SASKATOON — Des ministres fédéraux ont reconnu hier l'urgence d'agir pour rescaper l'agriculture de l'Ouest, lors d'une rencontre réunissant la classe politique et l'industrie agricole.

L'adoption par le Congrès — exauçant le voeu de l'administration Bush — d'une loi de subventions massives aux États-Unis a créé une situation aiguë au Canada, d'où l'appel à l'aide du milieu.

Le ministre de l'Agriculture, Lyle Vanclief, et ses collègues fédéraux n'apportaient pourtant pas avec eux le chèque de 1,3 milliard qui aurait fait l'affaire des producteurs canadiens.

« Nous examinons diverses hypothèses, sur des sujets amenés par les provinces et autres acteurs », a dit M. Vanclief à la sortie de la réunion, organisée par Lorne Calvert, premier ministre de la Saskatchewan.

L'affaire va au-delà des questions d'argent, a ajouté M. Calvert, selon qui, les collègues du fédéral ont été « réceptifs ».

Pour Ottawa, Pierre Pettigrew (Commerce international) et Ralph Goodale (Commission canadienne du blé) étaient présents, tandis que Paul Martin (Finances) était en liaison téléphonique. Gary Doer, premier ministre du Manitoba, y était également.

La loi adoptée à Washington, la semaine dernière, prévoit 190 milliards sur 10 ans pour l'aide aux agriculteurs, d'où un bond de 77 % le montant des subsides fédéraux US. Et les programmes de soutien des prix, abolis en 1996 par l'administration Clinton, renaissent.

Pour les élus de l'Ouest canadien, Ottawa doit financer la totalité de l'aide espérée, puisque les États-Unis en font autant. « Le gouvernement fédéral américain injecte 1,3 milliard d'argent neuf au Montana, au Dakota du Nord et au Minnesota, fait valoir M. Doer. Pour faire face au Trésor US, il faut le Trésor fédéral canadien. »

Par ailleurs, Lyle Vanclief estime que lui et ses collègues des provinces sont en bonne voie de conclure un accord cadre sur l'agriculture, à leur rencontre du mois de juin, à Halifax.

Duhaime entend intenter des poursuites

d'après PC

SHAWINIGAN — L'ex-ministre Yves Duhaime a confirmé, hier, qu'il intentera des recours en diffamation contre *La Presse*, le journaliste Denis Lessard et le député libéral Thomas Mulcair, dans l'affaire de lobbying qui le propulse depuis mardi au coeur d'une importante controverse.

La Presse affirmait principalement que l'ex-ministre aurait reçu 187 500 \$ en deux mois seulement, en agissant comme lobbyiste pour le compte du Regroupement des marchands actionnaires Métro.

Après avoir expliqué sa version des faits quant à la façon dont il s'est retrouvé conseiller stratégique pour le regroupement de marchands, à la fin de 2000 et au début de 2001, Yves Duhaime a indiqué que ses avocats travaillaient déjà sur les recours qu'il entend intenter.

Yves Duhaime n'a pas digéré non plus les propos tenus mardi soir par le député libéral de Chomedey, Thomas Mulcair, à la sortie d'une émission d'affaires publiques à TQS. Les deux hommes auraient eu une altercation verbale.

Bellehumeur jure qu'il n'a jamais songé à représenter l'ADQ dans Berthier

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Michel Bellehumeur, l'ancien député bloquiste de Berthier-Montcalm, jure qu'il n'a jamais même songé à se présenter sous les couleurs de l'Action démocratique du Québec dans la circonscription de Berthier à l'élection partielle du 17 juin.

M. Bellehumeur, qui est candidat dans Joliette pour le PQ, a affirmé hier qu'il n'en croyait pas ses yeux lorsqu'il a pris connaissance hier de la nouvelle dans *La Presse* disant qu'il était passé « à un cheveu » de porter les couleurs de l'ADQ. « Êtes-vous fou ? Êtes-vous malade ? a-t-il lancé à *La Presse*. Voyons donc ! Je suis un souverainiste. Je trouve Mario Dumont très sympathique, mais il n'y a rien là, c'est du vent. Je suis un social-démocrate et ils sont pas mal portés vers la droite avec l'Alliance canadienne. »

Hier après-midi, lors d'une conférence de presse en compagnie du premier ministre Bernard Landry,

M. Bellehumeur a de nouveau nié avoir été intéressé à faire le saut chez Mario Dumont.

« Ceux qui ont tenté de flirter avec lui, a d'ailleurs commenté M. Landry, se sont fait taper sur les doigts et ce n'est pas fini. »

Par contre, Marc Snyder, chargé de recruter des candidats prestigieux pour l'ADQ, a maintenu à *La Presse* hier que M. Bellehumeur a bel et bien flirté avec l'idée de se présenter dans Berthier pour l'ADQ.

« Je ne rencontre pas des gens qui ne veulent pas se présenter, a assuré M. Snyder. J'ai autre chose à faire de mon temps. Je m'en allais au chalet cette fin de semaine-là. J'ai arrêté à Berthier pour passer une heure et quart avec Michel Bellehumeur et j'ai laissé ma blonde et sa petite fille au McDo. C'était pas dans mes projets. »

M. Snyder dit avoir rencontré M. Bellehumeur au restaurant 1908, à Hull, le 24 avril dernier au retour d'une activité de financement de l'ADQ. M. Bellehumeur, qui n'a eu rien à voir avec cette activité, y était avec sept ou huit collègues du Bloc.

Les deux hommes se sont salués et M. Snyder a demandé un rendez-vous à M. Bellehumeur. Le samedi

suivant, le 4 mai, M. Snyder visitait M. Bellehumeur dans son bureau de comté à Berthierville. « On a raconté que j'ai fermé les stores vénitiens pour ne pas être vu avec M. Snyder, précise M. Bellehumeur. C'est idiot parce qu'il n'y a pas de fenêtres dans mon bureau. »

« Pour moi, affirme M. Snyder, ça ne pouvait pas être plus clair qu'il s'agissait pour lui de se présenter. Il était tout énervé par la possibilité de se présenter pour l'ADQ. Je lui ai posé la question, un peu à la blague, s'il avait eu de la difficulté à dormir. Il m'a répondu oui. »

M. Snyder affirme que M. Bellehumeur avait un intérêt certain pour la candidature adéquate de Berthier. « Il m'a dit : je vais te revenir au plus tard lundi matin. Il voulait parler à deux personnes. Il me les a nommées. Il m'a dit que la contrainte majeure était la contrainte financière. Il était avocat privé avant d'aller au Bloc. Il a vendu sa pratique. Là il se retrouve à 39 ans et il se demande ce qu'il va faire s'il vient à perdre. Il m'a ensuite laissé un message téléphonique que j'ai trouvé à mon retour du chalet dimanche après-midi. Il m'a dit : salut Marc c'est Michel. Écoute

Marc, désolé, je ne ferai pas le saut cette fois-ci. Il y a plein de choses qui se sont passées ces derniers jours. Bonne chance. »

M. Snyder estime que si M. Bellehumeur nie ces faits, c'est qu'il se trouve « entre l'arbre et l'écorce ». Il ne peut les reconnaître sans miner ses chances de l'emporter dans Joliette.

M. Bellehumeur, pour sa part, met l'attitude de l'ADQ sur le compte de la frustration. « Aujourd'hui je les comprends, dit-il. Ils sont peut-être frustrés de la façon dont ça marche. Dans Joliette, ça va très bien pour moi. La balloune de l'ADQ, ça se désouffle beaucoup. Ils misaient sur la division des troupes dans Joliette. J'ai été capable de rassembler les troupes. Mais ce que je trouve déplorable dans tout cela, ajoute Michel Bellehumeur, c'est que l'on veuille utiliser mes relations d'amitié avec certaines personnes pour salir ma réputation et ma crédibilité. C'est par amitié que j'ai reçu M. Snyder. C'est pas surprenant, ils ont fait ça avec Charles Chevrete, le fils de Guy Chevrete et avec Alain Larue, un maire de Notre-Dame-des-Prairies qui n'était pas intéressé, mais qui les a rencontrés parce qu'il est poli comme moi. »

3 mois illimités

imaginez l'été

Placotage illimité

Abonnez-vous à un forfait de 25\$ ou plus par mois et obtenez 3 mois de temps d'antenne local illimité*.

Choisissez parmi notre vaste gamme d'appareils GSM à partir de \$24⁹⁹ (après crédit*)

Motorola T193

Siemens S40

Nokia 8390

CONSULTEZ LE WWW.ROGERS.COM/SANS-FIL, COMPOSEZ LE 1 800 IMAGINE OU RENDEZ-VOUS CHEZ NOS DISTRIBUTEURS ROGERS^{MC} AT&T^{MD} PARTICIPANTS.

ROGERS^{MC} AT&T^{MD}

COMMUNICATIONS SANS FIL

ROGERS^{MC} AT&T^{MD}

MONTREAL

3573, boul. St-Laurent
(514) 288-0600
2360, rue Notre-Dame O.
(514) 983-1666
Place-Ville-Marie
(514) 394-0000
8984, boul. de l'Acadie
(514) 387-9999
1201, avenue Greene
(514) 933-8000
5150, rue Jean-Talon O.
(514) 341-2221
6224A, rue St-Jacques O.
(514) 369-4000
Place Alexis-Nihon
(514) 865-9949
Place Versailles
(514) 355-0003
Les Galeries d'Anjou
(514) 356-0356
997, rue St-Antoine O.
(514) 866-3326

BOUCHERVILLE

Promenades Montarville
(450) 449-4998

BROSSARD

Mail Champlain
(450) 671-3300
Place Portobello
(450) 671-4744

CHATELAIN

129, boul. St-Jean-Baptiste
(450) 692-2201

DOLLARD-DES-ORMEAUX

3339L, boul. des Sources
(514) 683-3333

GRANBY

575, boul. Boivin
(450) 777-6612

KIRKLAND

2758, boul. St-Charles
(514) 428-9000

LASALLE

8457, boul. Newman
(514) 368-4000

LAVAL

2142, boul. des Laurentides
(450) 629-6060
379, boul. Curé-Labelle
(450) 622-0303
Centre Laval
(450) 978-1081
3364, boul. St-Martin O.
(450) 682-2640
241C, boul. Samson
(450) 969-1771
1273, boul. Curé-Labelle
(450) 680-1234

LONGUEUIL

1490, chemin de Chambly
(450) 442-1566

REPENTIGNY

110, boul. Industriel
(450) 581-4666
Les Galeries Rive-Nord
(450) 581-7756

ROSEMERE

209, boul. Curé-Labelle
(514) 971-0707
Place Rosemere
(450) 971-2000

SAINT-EUSTACHE

360, boul. Arthur-Sauvé
(450) 974-9299

SAINT-HYACINTHE

Les Galeries St-Hyacinthe
(450) 261-9991

SAINT-JEROME

108, boul. du Carrefour
(450) 431-2355

SAINT-LAURENT

Place Vertu
(514) 745-0745
2100, boul. Marcel-Laurin
(514) 856-1884

SAINT-LEONARD

4282, boul. Métropolitain E.
(514) 593-7333
5954, boul. Métropolitain E.
(514) 257-8826

TERREBONNE

1270, boul. Moody, bur. 10
(450) 964-1964

BELCEIL

COMMUNICATIONS MONTEREGIE
5338, boul. Sir-Wilfrid-Laurier
(450) 467-9911

SAINT-HUBERT COMMUNICATIONS

SANS FIL RIVE-SUD
4405, chemin de Chambly
(450) 445-3555

3053471

Profitez de rabais jusqu'à 40%

Vente qui dérange

24 versements égaux

sans intérêt

ou

recevez 100\$ Dagenais

par tranche de 1000\$ d'achat!

115, boul. Bromont
Bromont
(450) 534-4877

1965, aut. Des Laurentides
Laval
(450) 686-9888

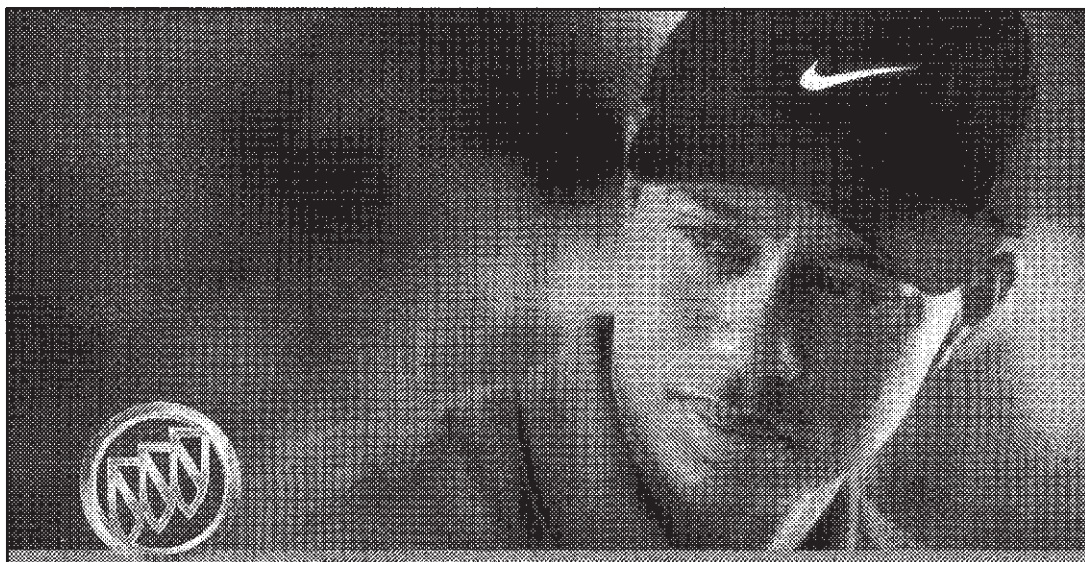
meubler

phillippe dagenais

détails en magasin

Meubles ■ Lampes ■ Literie ■ Cadres ■ Carpettes ■ Accessoires de décoration

3054308A



BUICK

Roulez comme un pro

3040532A

0%
à l'achat*
398\$ /mois**
Location 48 mois
Transport et préparation inclus
29 998\$ à l'achat***

- La robustesse d'un utilitaire sport
- La polyvalence d'une fourgonnette
- L'élégance d'une berline de luxe

RENDEZVOUS CX



Vos concessionnaires



du Québec

Les concessionnaires GM du Québec suggèrent aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 2002 en stock. Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. *Taux de financement à l'achat de 0 % disponible jusqu'à 36 mois. Exemple de financement de 30 000 \$ à 0 % : 36 versements de 833,33 \$. **Paiement mensuel basé sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange équivalent de 3 246 \$. A la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité de 475 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12¢ du km après 80 000 km. ***A l'achat, préparation incluse, transport (900 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

3040575

Un plan d'urgence pour les sans logement du 1^{er} juillet

NORMAN DELISLE
Presse Canadienne

QUÉBEC — Le gouvernement a mis en place un plan d'urgence pour aider ceux qui n'auraient plus d'endroit où loger à compter du 1^{er} juillet.

« Tous les efforts sont faits présentement pour faire face à la situation du 1^{er} juillet et pour aider des personnes qui seront dans le besoin à cette date-là », a déclaré hier le ministre délégué à l'Habitation, Jacques Côté.

Lors d'une interpellation tenue à l'Assemblée nationale à la demande de la députée de Lapinière Fatima Houda-Pepin, le ministre Côté n'a toutefois pas voulu parler plus longuement du contenu de ce plan d'urgence récemment adopté par le conseil des ministres.

M. Côté a raconté avoir récemment rencontré les autorités municipales de Montréal, de Québec et de Gatineau afin de mettre au point ce plan d'urgence. Le ministre a eu des entretiens avec le vice-président du comité exécutif de Montréal, Michel Prescott, avec le maire de Laval Gilles Vaillancourt, de même qu'avec le maire de Gatineau, Yves Ducharme.

« Les moyens que nous avons mis en place, nous croyons qu'ils seront suffisants pour faire face à la situation », a dit le ministre.

Ces mesures ont paru nécessaires à cause

du très faible taux de vacances dans le logement. Ce taux, qui a déjà dépassé les huit pour cent au début des années 1990, est actuellement inférieur à 0,6 % dans les trois plus grosses villes du Québec, soit Montréal, Québec et Gatineau.

On prévoit que des familles pourraient se retrouver sur le trottoir à la fin de leur bail, le jour du démenagement.

Mais la députée Fatima Houda-Pepin a blâmé le ministre et le gouvernement pour son retard à agir, rappelant qu'il ne reste que cinq semaines avant la date fatidique du premier juillet.

La députée a aussi rappelé qu'un plan semblable mis en place l'an dernier s'était révélé inapproprié, de l'aveu même du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), un groupe populaire qui aide les locataires.

« La crise qui nous attend est déjà là puisqu'il y a 470 familles sans logis depuis mars dernier. Cette crise atteint des proportions inégales en 25 ans », a dit M^{me} Houda-Pepin.

Le Québec est l'endroit au Canada où on retrouve la plus grande proportion de locataires, soit 43,6 %. En fait, presque un Québécois sur deux est locataire.

Les locataires sont aussi plus pauvres. Leur revenu annuel moyen est de 21 189 \$, contre 47 900 \$ pour les propriétaires.

Des jeunes libéraux veulent limiter le nombre de mandats d'un premier ministre

MATHIEU BOIVIN
Presse Canadienne

QUÉBEC — Les jeunes libéraux de l'Estrie voudraient qu'un futur gouvernement libéral limite à deux le nombre de mandats que pourrait remplir un premier ministre québécois, tandis que ceux de Lanaudière voudraient que l'obtention d'un diplôme d'études secondaires devienne obligatoire au Québec.

Les délégués de ces deux instances régionales soumettront ces propositions à leur collègues de la Commission-jeunesse du PLQ, en fin de semaine, dans le cadre d'une assemblée des conseillers-jeunes à Chertsey, dans Lanaudière.

La proposition de la Commission politique des jeunes de l'Estrie voudrait qu'un premier ministre occupe un maximum de

deux mandats, d'une durée de cinq ans chacun, peut-on lire dans les documents de la Commission-jeunesse.

Selon Cédrick Beauregard, président de l'instance estrienne, cette proposition vise à « limiter une personne et non un parti. Un parti pourrait être au pouvoir aussi longtemps que la population le réélit, mais un chef de parti qui fait des promesses pour se faire élire aurait dix ans, une fois devenu premier ministre, pour les réaliser. »

Quant à la proposition des jeunes de Lanaudière de rendre obligatoire l'obtention d'un diplôme secondaire, elle se veut avant tout une réponse au taux de décrochage scolaire très élevé au Québec.

Elle impliquerait une modification de l'article de la loi sur l'instruction publique, qui permet à un élève du secondaire de quitter l'école de son propre gré à compter de l'âge de 16 ans.

Merci

**aux 500 000 clients
qui nous font confiance
depuis 22 ans**

En 22 ans, nous avons grandi parce que de plus en plus de gens nous ont fait confiance. Bravo à nos franchisés propriétaires qui n'ont pas peur de s'impliquer et de vérifier, par échantillonnage, le taux de satisfaction de leurs clients. Un taux sans doute très élevé, car **94% de notre clientèle** revient année après année et notre plus grande source de nouvelle clientèle est le bouche à oreille ! Bravo à nos techniciens dont la compétence est soutenue par un solide programme de formation continue. Grâce à notre service en ligne de mise à jour régulière des manuels d'atelier pour chaque marque de véhicules, nos techniciens sont en mesure de donner un service hors pair. En 22 ans, nous avons travaillé fort pour mériter la confiance d'une importante clientèle de particuliers et corporative de la grande région métropolitaine et nous en sommes fiers.

**Alex Pneu Mécanique,
une question de confiance.**



3055005A

5500 Papineau, Montréal
6000 Sherbrooke Est, Montréal
1068 boul. des Laurentides, Pont-Viau (Laval)
355 boul. Curé Labelle Ste-Rose (Laval)
4973 boul. des Sources, Pierrefonds
1295 Saint-Jean Baptiste, Pointe-Aux-Trembles

merci

Les rabais coulent à flots!

400 \$ DE RABAIS SUR TOUS LES SPAS !



Série 300
à partir de **59 \$**
par mois

Série 500
à partir de **64 \$**
par mois

Équipé, livré, jupe et couvert compris.

Série 700
à partir de **72 \$** par mois

Exclusif! ROOTS
Série 720RI deluxe.
113 \$ par mois



JUSQU'À 50 %
DE RABAIS
SUR TOUS LES MEUBLES DE JARDIN !

200 \$ DE RABAIS SUR TOUTES
LES PISCINES HORS TERRE



**Piscine en acier
et résine !**

Alpha 100 18 pi
26 \$ par mois

Tout équipée et installée !

-50%



489,99 \$

1000 \$ DE RABAIS SUR TOUTES
LES PISCINES CREUSÉES



Tréviflex I
14 pi x 26 pi
à partir de **113 \$** par mois

Tréviflex II
14 pi x 26 pi
à partir de **119 \$** par mois

Équipée et installée.
Trottoir inclus.

-10%



899,99 \$ Toit en sus

-50%



937,99 \$

Plusieurs autres modèles en magasin.

DES PRODUITS **Très Très** EFFICACES !



Thermopompe
à partir de **1399 \$**



Pompe pour piscine hors terre
à partir de **239,99 \$**
Pompe pour piscine creusée
à partir de **299,99 \$**
Filtreur pour piscine hors terre
à partir de **199 \$**
Filtreur pour piscine creusée
à partir de **269 \$**



Aspirateur pour piscine hors terre
à partir de **189 \$**
Aspirateur pour piscine creusée
à partir de **399 \$**



Thermopropane
à partir de **849 \$**



Trévi Anti-Cerne 4 L **7,99 \$**
Trévi Super Clair 1 L **13,99 \$**
Trévi O parfaite **19,99 \$**
Trousse d'ouverture écologique !



TréviClor 15 kg **45 \$**
TréviTab 12 kg **49 \$**
TréviMagik 7 kg **41,99 \$**
Trévichoc 2 kg **11,99 \$**

Trévi
LE FABRICANT-INSTALLATEUR
PISCINES • SPAS • MEUBLES

FABREVILLE
515, boul. Curé-Labelle
(450) 622-9801

BOUCHERVILLE
1235, rue Ampère
(450) 449-2411

BLAINVILLE
11, boul. de la Seigneurie Ouest
(450) 435-6550

CHÂTEAUGUAY
115, boul. Saint-Jean-Baptiste
(450) 698-2210

POINTE-AUX-TREMBLES
11800, rue Sherbrooke Est
(514) 640-4500

JOLIETTE
303, boul. Antonio-Barrette
(450) 759-8110

TROIS-RIVIÈRES
2405, rue Bellefeuille
(819) 371-3939

VANIER
909, boul. Pierre-Bertrand Sud
(418) 687-1988

LÉVIS
50, route Président-Kennedy
(418) 838-3173

AYLMER
202, rue Eardley
(819) 682-9797

NEPEAN (Ontario)
10, Camelot Drive
(613) 727-0111

Photos à titre indicatif seulement. Les rabais applicables sont inclus dans les prix et les mensualités. Quantités limitées. L'offre peut prendre fin en tout temps. Mensualités calculées pour des périodes de 84 à 180 mois, au taux en vigueur le 1er mai 2002 et variant de 7,75 % à 9,25 %. Tous les détails en magasin.

Touristes sous surveillance aux États-Unis



MARTIN VALLIÈRES

LA PRESSE À WASHINGTON

CE WEEK-END prolongé du *Memorial Day* aux États-Unis marque le début de la saison de la bougeotte

estivale pour les Américains

Il fallait être patient aux aéroports et sur les principales routes des régions de villégiature hier soir. Et il faudra l'être encore lundi en après-midi et en soirée, pour le retour à la maison.

D'un point de vue québécois, c'est comme si le long week-end du 24 juin survenait un mois plus tôt, et avec l'année scolaire pas tout à fait terminée.

Mais pour les Américains, cette version 2002 du week-end du *Memorial Day* est un peu particulière, dans le contexte de l'après-11 septembre.

Ils sont nombreux à constater pour la première fois les mesures de sécurité renforcées qui sont en place désormais dans les sites touristiques et les lieux d'événements publics, partout au pays mais en particulier dans la capitale.

Le centre de Washington ne laisse plus cette impression d'être en état de siège qui prédominait durant les premières semaines qui ont suivi les attentats. Néanmoins, il y a encore ces avertissements de « menace accrue d'attentats terroristes », comme ceux lancés ces derniers jours par des ministres de l'administration Bush qui ont des responsabilités policières ou militaires.

Les visiteurs qui reviennent dans la capitale fédérale pour la première fois depuis l'été dernier ou plus longtemps encore constatent qu'il faut désormais attendre en file à l'entrée des musées pour faire examiner ses bagages à main, et passer parfois dans un détecteur de métal.

Même les grands événements en plein air, comme le concert symphonique du *Memorial Day* devant le Capitole, sont entourés d'un vaste périmètre de sécurité pouvant accueillir des milliers de spectateurs. Pour y accéder, il faut montrer une carte d'identité et ouvrir tout bagage à main.

En outre, inutile de faire la file devant la Maison-Blanche pour participer à un tour guidé, naguère l'une des attractions touristiques les plus populaires à Washington.

Il n'y a d'ailleurs plus de visites publiques régulières de la résidence présidentielle. Elles sont désormais réservées aux groupes organisés et dûment autorisés à l'avance par le Service secret, le corps de police et d'enquête assurant la protection du président et des dignitaires.

Ailleurs aux États-Unis, de nombreux Américains « découvrent » ce week-end la sécurité renforcée mise en place dans de nombreux lieux touristiques.

À certains endroits d'une importance particulière, comme l'énorme barrage hydroélectrique Hoover au Nevada, on fait même état de mesures qui se comparent à celles en vigueur lors de la Seconde Guerre mondiale.

Sur la côte Ouest, à San Francisco, les visiteurs sur le fameux Golden Gate Bridge doivent s'attendre à tout moment à montrer une pièce d'identité avec photo et à ouvrir leurs bagages à main à l'un des nombreux patrouilleurs, et cela 24 heures sur 24.

En Floride, les stationnements publics à proximité du centre spatial Kennedy sont fermés. Et dans le parc national côtier de Cap Canaveral, tous les véhicules sont fouillés aux barrières d'accès.

À New York, la statue de la Liberté et son musée sont encore fermés au public. À Philadelphie, deux autres grands symboles américains, *Independence Hall* et la *Liberty Bell* sont interdits aux visites individuelles. Il faut prendre un ticket et se joindre à un groupe à une heure donnée.

Dans un tel contexte, les Américains abordent-ils leur saison estivale de voyages dans l'inquiétude et l'impatience ?

Pas vraiment, constate-t-on en observant les comportements ou les bribes de conversation dans les lieux touristiques à Washington. Une attitude d'acceptation passive prévaut en général, quitte à planifier les déplacements en conséquence.

La patience face aux inconvénients occasionnels semble même faire partie de l'élan de patriotisme des Américains.

À ce propos, des sondages d'opinion publique publiés ces derniers jours dans de grands médias ont confirmé le sentiment encore largement favorable des Américains à propos de la campagne de « guerre au terrorisme » menée par leur gouvernement et leur président.

Néanmoins, les projets des Américains pour cette première saison estivale depuis les attentats s'annoncent moins ambitieux que les années précédentes, selon le plus récent sondage des intentions de voyages de l'Association américaine des automobilistes (AAA).

Les transporteurs aériens en particulier feront face à un nombre de passagers en baisse de 5 à 7 % par rapport à l'été dernier. Cette baisse s'annonce plus prononcée pour les vols vers l'étranger, selon l'AAA, en raison surtout des préoccupations accrues des Américains envers leur sécurité personnelle hors des États-Unis.

En contrepartie, les voyages en automobile et en véhicule récréatif s'annoncent plus nombreux que jamais auparavant, mais à des distances un peu réduites.

L'Université de Montréal dans votre région.

Informez-vous sur les cours offerts dans ces programmes.

VILLE DE LAVAL

- Action communautaire ■ Anglais ■ Criminologie
- Didactique de l'enseignement au primaire, 2^e cycle
- Didactique du français au secondaire, 2^e cycle ■ Droit
- Espagnol élémentaire ■ Études catéchétiques ■ Études individualisées
- Gestion appliquée à la police et à la sécurité
- Gestion des services de santé ■ Intervention auprès des jeunes
- Intervention dans les groupes et les organisations
- Intervention de crise ■ Intervention en déficience intellectuelle
- Petite enfance et famille ■ Pharmacie, 2^e cycle ■ Rédaction
- Relations industrielles ■ Relations publiques ■ Santé communautaire
- Santé et sécurité du travail ■ Santé mentale
- Sciences de la communication
- Sciences infirmières – Intégration et perspectives
- Sciences infirmières – Milieu clinique ■ Sciences infirmières (Urgence)
- Théologie pratique ■ Toxicomanies ■ Violence, victimes et société

LONGUEUIL

- Anglais ■ Bureautique ■ Communication appliquée ■ Criminologie
- Didactique de l'enseignement au primaire, 2^e cycle ■ Droit
- Espagnol élémentaire ■ Études individualisées
- Formation en multimédia ■ Formation en programmation
- Gestion appliquée à la police et à la sécurité
- Gestion des services de santé ■ Informatique appliquée
- Initiation à la programmation / niveau débutant
- Initiation au multimédia / niveau débutant
- Intervention auprès des jeunes
- Intervention dans les groupes et les organisations
- Intervention en déficience intellectuelle ■ Maintien à domicile
- Petite enfance et famille ■ Pharmacie, 2^e cycle ■ Publicité ■ Rédaction
- Relations industrielles ■ Relations publiques ■ Santé communautaire
- Santé et sécurité du travail ■ Santé mentale
- Sciences infirmières – Milieu clinique ■ Théologie pratique
- Violence, victimes et société

ESTRIE

- Petite enfance et famille

MONTRÉAL

- Maintien à domicile ■ Santé et sécurité du travail

QUÉBEC

- Criminologie ■ Gestion des services de santé
- Pharmacie, 2^e cycle ■ Santé et sécurité du travail

Université  de Montréal

RENCONTRES D'INFORMATION

Lundi 27 mai à 19 h
Campus LONGUEUIL
Complexe Saint-Charles
1111, rue Saint-Charles Ouest
Tour Ouest, 6^e étage, salle 604
450 651 ■ 4777

Mercredi 29 mai à 19 h
Campus VILLE DE LAVAL
Complexe Daniel-Johnson
2572, boul. Daniel-Johnson
2^e étage
450 686 ■ 4777

Automne 2002

Renseignements

514 343 ■ 6090

1 800 363 ■ 8876

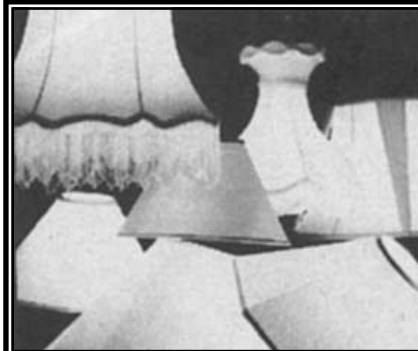
www.campusregionaux.umontreal.ca

PLUS PRÈS DE VOUS

Du lundi
au vendredi
dans

La Presse

MONTREAL
PLUS



OBLIGATOIRE D'APPORTER VOTRE LAMPE

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO : 509-12-263494-027
NACERA OULD KADA, domiciliée et résident au 6300, rue
Lachenaie, Saint-Leonard, district de Montréal, province de
Québec, H1S 1P3; Demanderesse
-c- BACHIR KHERBOUCHE, n'ayant ni domicile ni résidence
connus au Québec; Défendeur
ASSIGNATION
ORDRE EST DONNÉ À : BACHIR KHERBOUCHE
(Adresse inconnue)
de comparaître au greffe de : MONTRÉAL, sis au 1^{er} est, rue
Notre-Dame, salle 1100, dans les trente (30) jours suivant la date
de publication dans le journal LA PRESSE.
Une copie de : la DÉCLARATION EN DIVORCE a été remise au
greffe à l'attention de : BACHIR KHERBOUCHE.
Montréal, ce 22 mai 2002
MICHEL PELLERIN
GREFFIER DE LA COUR SUPÉRIEURE 3055492

15 % de rabais
SUR LE PRIX D'ACHAT DE VOS ABAT-JOUR
AVEC CETTE ANNONCE

ABAT-JOUR ILLIMITÉS

LE PLUS GRAND CHOIX
D'ABAT-JOUR AU CANADA
4875, rue Jean-Talon O., Mtl
(près Décarie) Tél. : (514) 344-8555
Cette offre est valide du 25 mai au 29 juin 2002

Les affaires marchent.

En plein contrôle
avec un forfait d'affaires
complet et avantageux

100 \$
par mois

- > 1 000 minutes en semaine
- > Seulement 10¢ la minute supplémentaire
- > Soirs et week-ends illimités
- > Messagerie vocale Performance® avec Réponse éclair®
- > Afficheur

Et toujours :

- > 10¢ la minute : tarif interurbain au Canada et vers les États-Unis.
- > 20¢ US la minute à partir des États-Unis, pour les appels aux États-Unis et vers le Canada.
- > Appel en attente, Renvoi d'appels, Service conférence

Aucun contrat à signer

Pour commander ou pour obtenir plus d'information, communiquez avec le Service Fido Affaires au **1 866 282-FIDO (3436)** ou arrêtez-vous dans un magasin Fido ou chez un détaillant participant.



fidoaffaires.ca

Un témoin décrit l'agent Stante comme très «agressif»

CHRISTIANE DESJARDINS

PAUL ALEXANDROV, qui a assisté à l'arrestation de Jean-Pierre Lizotte au Shed Café la nuit du 5 septembre, a affirmé hier que l'agent Giovanni Stante avait le visage crispé par l'agressivité lors de son intervention, et qu'il a donné une demi-douzaine de gros coups de poing à Lizotte, alors que ce dernier était maîtrisé par le portier de l'établissement.

« Il se recule et donne un coup de poing de toutes ses forces. Il donnait les coups avec force et élan, il y a eu plusieurs coups consécutifs et rapides, et je pense qu'il lui en a donné un autre quand le gars (Lizotte) était par terre, a dit M. Alexandrov, hier, alors qu'il témoignait au procès de l'agent Stante. Ce dernier est accusé de l'homicide involontaire de Lizotte, un sans-abri de 45 ans resté paralysé après son arrestation, et mort d'une pneumonie 41 jours plus tard.

La nuit de l'incident, M. Alexandrov, 37 ans, employé du ministère du Revenu du Québec, était attablé à la terrasse du Shed Café avec sa femme, Alyne Russo, et un couple d'amis médecins. Il a raconté que Lizotte importunait les gens à la terrasse et que le portier (Steve Deschâtelets) est intervenu pour l'expulser. Comme celui-ci refusait, Deschâtelets l'a poussé. Lizotte s'est éloigné un peu, mais est resté à glander autour de la terrasse. C'est à ce moment que deux policiers sont arrivés et ont tenté de le convaincre de les suivre, mais le sans-abri ne voulait pas et s'esquiva.

Selon M. Alexandrov, à un certain moment, Stante est reparti vers le véhicule de police, et le portier du Shed Café a poussé Lizotte vers la rue. Puis, Stante est revenu, ganté.

« Le policier avait l'air énervé, il avait l'air de vouloir déclencher la bagarre. Il avait le visage crispé, l'air hagard », a raconté Alexandrov. Selon lui, les incidents se



L'agent Giovanni Stante (à droite) en compagnie de son avocat.

sont déroulés très rapidement, mais il a tout vu. Le portier du Shed Café est arrivé derrière Lizotte et lui a fait une prise de lutte (*full Nelson*) pour l'immobiliser. Dès lors, Stante se serait mis à frapper Lizotte à coups répétés.

M. Alexandrov dit que l'incident a semé la révolte parmi les nombreuses personnes présentes, d'autant plus que Lizotte était frêle et réagissait peu. « Un frêle qui se fait frapper avec force attire la révolte. Les gens criaient, hurlaient. Des gens se sont exclamés : vous allez le tuer, assez, c'est trop. Moi, je ne crois pas avoir parlé, j'étais plutôt bouche bée. » Selon lui, Lizotte saignait et était inconscient.

D'après le témoin, l'autre policier (Sylvain Fouquet), qui se trouvait un peu en retrait, semblait dépassé par l'événement. « Il ne savait pas comment réagir, il était dépassé par ce qui se passait. À un moment donné, il a dit au portier (qui maintenait toujours Lizotte) : O.K., c'est assez. On contrôle la situation. » Par la suite, les deux policiers ont menotté Lizotte les mains derrière le dos, et l'ont amené comme « une poche de patate », l'un lui tenant les pieds et l'autre les bras, et l'auraient jeté brusquement à l'arrière de leur véhicule.

La révolte allait en s'amplifiant,

selon M. Alexandrov, mais Stante disait aux gens qui lui passaient des commentaires de se « mêler de leurs affaires ». L'un des amis médecins de M. Alexandrov a offert son aide pour examiner Lizotte, mais les policiers ne lui ont pas répondu, et sont partis précipitamment.

La version de M. Alexandrov ressemble beaucoup à celle que sa femme a déjà donnée devant le tribunal, il y a quelques jours. Mais il y a des différences marquées avec les versions des autres témoins du Shed Café entendus jusqu'ici. Le procès se poursuit lundi, et il est probable que l'avocat de la défense, Michael Stober, se livrera à un contre-interrogatoire extrêmement pointu de Paul Alexandrov.



Viens t'amuser avec Oli en haut de la Tour de Montréal.



Cours intensif d'anglais

ÉTÉ 2002

Cet été, pensez à votre avenir en apprenant une langue seconde indispensable, l'anglais. C'est la meilleure façon de vous préparer à des études dans une université de langue anglaise. Nos cours s'adressent également aux professionnels et aux gens d'affaires qui souhaitent acquérir des compétences avancées dans cette langue.

5 semaines :	du 17 juin au 19 juillet	950 \$
	du 22 juillet au 23 août	950 \$
10 semaines :	du 17 juin au 23 août	1 900 \$
Dépôt sur frais de scolarité (non remboursable)		300 \$

Inscription en personne, règlement des frais et test de classement avant le 31 mai, du lundi au vendredi de 9 h à 16 h 30. Test de classement obligatoire.

EPT 1 Préparation aux tests de compétence linguistique (questions à choix multiples) (*TOEFL*)

8 semaines :	le lundi et le mercredi	15 h 30 - 18 h
	du 26 juin au 21 août	250 \$

EPT 2 Préparation aux tests de compétence linguistique (composition) (*CELT, TOEFL*)

8 semaines :	le mardi et le jeudi	15 h 30 - 18 h
	du 25 juin au 15 août	235 \$

Frais d'inscription (non remboursables) 15 \$

Inscription du lundi au vendredi de 9 h à 16 h 30.

Places limitées.

Règlement par chèque visé ou mandat à l'ordre de l'Université Concordia ou par Visa, MasterCard ou carte de débit. Espèces et chèques personnels non acceptés.

Renseignements :

1600, rue Ste-Catherine Ouest, bureau 117
Montréal (Québec) H3H 2S7
Métro Guy-Concordia (sortie Guy)
Téléphone : (514) 848-3600
Télécopieur : (514) 848-2806
Site Web : www.concordia.ca/conted
Courriel : celi@alcor.concordia.ca



Centre de l'éducation permanente

On vous prépare pour le monde
www.concordia.ca

Bovet
POUR HOMMES DE TOUTES TAILLES

Complets^{*}
pour
hommes

299⁹⁹
Rég. 450\$ à 550\$

RABAIS DE
33% À 45%

*Quelques styles à 329,99\$

Styles discontinués
de nos collections régulières.

*Pas toutes les tailles disponibles dans tous les modèles.

dans tous nos magasins

- MONTRÉAL: 4475, boul. Métropolitain Est - Galeries d'Anjou
- CENTRE-VILLE: Complexe Desjardins • OUEST: Centre Rockland - Fairview Pointe-Claire
- RIVE-SUD: Promenades St-Bruno - Place Portobello, Brossard • LAVAL: Carrefour Laval
- RIVE-NORD: Place Rosemère • REPENTIGNY: Galeries Rive-Nord • JOLIETTE: Galeries Joliette
- QUÉBEC: Place Sainte-Foy - Galeries de la Capitale

DUO Desjardins

Épargne rachetable

Épargne à terme
Gestion active

CAPITAL GARANTI ET ARGENT REMIS

Le DUO Desjardins: profitez d'un placement qui vous offre un capital garanti et un accès à des liquidités quand vous voulez.

Un placement sûr et performant. **Offre d'une durée limitée.** www.desjardins.com 1 800 CAISSES



Desjardins

Conjuguer avoirs et êtres

Elargir l'accès à l'école anglaise serait dangereux, selon Diane Lemieux

LIA LÉVESQUE
Presse Canadienne

LA PROPOSITION du Parti libéral du Québec d'élargir l'accès à l'école anglaise aux non anglophones est irresponsable et dangereuse, estime la ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane Lemieux.

« Honnêtement, je crois que c'est une proposition extrêmement dangereuse et, d'ailleurs, pas claire. Dangereuse dans le sens que, si on veut que le Québec demeure un coin d'Amérique où la langue française prend toute son importance, c'est exactement le geste qu'il ne faut pas poser », a commenté la ministre, hier, lorsqu'interrogée après avoir annoncé un investissement dans le milieu culturel, à Montréal.

Le président du PLQ, Marc-André Blanchard, a présenté jeudi une proposition d'élargissement de l'école anglaise privée et subventionnée aux non anglophones, au niveau secondaire, dans le cadre des commentaires de son parti sur le projet de loi 104 modifiant la Charte de la langue française.

La ministre Lemieux s'est insurgée contre cette idée du PLQ.

« Nous avons fait le choix, il y a 25 ans, de faire en sorte que la grande majorité des enfants puisse étudier dans le réseau français », a rappelé la ministre, soulignant qu'avant la loi 101, environ 80 % des allophones étudiaient dans le réseau scolaire anglophone au Québec, alors que c'est pratiquement l'inverse, maintenant.

« Là, le Parti libéral voudrait détricoter ces efforts-là, alors qu'on sait que ça a été majeur, en termes de positionnement du français au Québec. »

La ministre ne comprend pas la proposition du PLQ, alors qu'une certaine paix existe maintenant dans le secteur linguistique au Québec. « Nous sommes 2 % en Amérique. Si on veut que, dans 25 ans, cette langue-là vive encore en Amérique, c'est le genre de geste qu'il ne faut certainement pas poser. Elle a concédé qu'à titre individuel, il est toujours souhaitable d'apprendre deux langues, si possible trois. « Mais collectivement, il faut garder ce message fort que le Québec est un territoire francophone. »



Photo MICHEL GRAVEL, La Presse

Bernard Landry était entouré hier des quatre candidats péquistes aux élections complémentaires du 17 juin prochain : David Levine, Michel Bellehumeur, Manon Sauvé et Stéphan Tremblay.

Landry : des recrues de qualité « attirées par un bilan de gouvernance exceptionnel »

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

LE PREMIER ministre Bernard Landry soutient que les quatre candidats du Parti québécois aux élections complémentaires sont de grande qualité et que les électeurs vont s'en rendre compte au fur et à mesure que la campagne électorale va se dérouler.

« Pourquoi est-ce qu'un parti comme le nôtre peut attirer dans ces circonstances des hommes et des femmes de cette qualité ? Il y a plusieurs raisons, dont un bilan de gouvernance exceptionnel dans tous les grands aspects. L'économie du Québec n'a jamais autant performé. Le taux de création d'emplois a été de 100 000 en quatre mois. Vous savez qu'un premier ministre du Québec s'est déjà vanté d'avoir créé 100 000 emplois, mais en 12 mois », a déclaré le chef du PQ.

Bernard Landry était de passage hier midi à Laval avec les quatre candidats du PQ aux élections complémentaires du 17 juin : David Levine dans Berthier, Michel Bellehumeur dans Joliette, Stéphan Tremblay dans Lac Saint-Jean, et Manon Sauvé dans Vimont. À l'exception de Mme Sauvé, ils ont une expérience de la politique active : M. Levine est ministre, tandis que les deux autres étaient députés du Bloc québécois à Ottawa.

« Leur compétence et la qualité de leur engagement dans des domaines aussi primordiaux que la santé, le développement régional, la famille et la jeunesse apporteront un nouveau souffle à notre députation », a dit le premier ministre.

Parlant de la performance de son gouvernement, M. Landry a mentionné qu'il n'y avait jamais eu autant d'équité entre hommes et femmes au Québec, tant sur l'aspect

saire que celui des conditions de travail.

« Il y a lieu d'être fier de ce qui s'est passé depuis un certain nombre d'années dans notre vie économique, sociale et culturelle, a-t-il dit. Et nous présentons à l'électorat des idées claires sur ces sujets. »

Il a pourfendu le Parti libéral qui « n'a plus aucune vision défendable de l'avenir du Québec » et l'Action démocratique dont « il est clair maintenant qu'elle est un parti fédéraliste. Nous avons eu une petite illusion dans la campagne dans Saguenay où le candidat a dit qu'il était souverainiste, mais qui a changé d'idée entre Baie-Comeau et Québec. »

Pour le chef du PQ, David Levine est l'un des meilleurs experts en santé de tout le continent, et déjà, son action depuis son arrivée au gouvernement se fait sentir favorablement, principalement dans

le dossier des infirmières et de l'action régionale.

Quant à Michel Bellehumeur, il a rappelé qu'il s'était illustré à Ottawa sur la question de la délinquance des jeunes : « Il a très bien compris que le projet du gouvernement central était rétrograde. »

De Stéphan Tremblay, il a dit : « Il s'est lui illustré dans un domaine différent des deux autres, mais vital, c'est-à-dire sur l'attitude que les progressistes du monde doivent avoir quant à la globalisation et la mondialisation des marchés, ce qui préoccupe beaucoup la jeunesse. »

Enfin le chef du PQ a souligné que Manon Sauvé était elle aussi dans « un autre univers plus pointu. Elle est une femme de ces fameux carrefours jeunesse-emploi que nous avons mis sur pied et qui ont joué grand dans la création des 100 000 emplois. »

À PARTIR DE SEULEMENT

2,9%*

jusqu'à 24 mois

Tous les moyens sont bons pour réserver sa Jetta

Modèle de base
Quatre coussins gonflables
Banquette arrière rabattable et divisée 60/40
Roues en acier de 15 pouces
Freins ABS
Système audio stéréo à huit haut-parleurs
Système d'alarme antivol et antidémarrage



vw.com

Êtes-vous fait pour Volkswagen?

50 ANS
VOLKSWAGEN
CANADA

305612

*Taux non applicable à la Jetta TDI. Taux de financement à l'achat de 2,9 % offert pour un terme jusqu'à 24 mois. Autres taux de financement offerts : 3,9 % pour un terme jusqu'à 36 mois, et 4,9 % pour un terme jusqu'à 60 mois. Sujet à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance. Roues en alliage illustrées offertes en option. Offre valable pour un temps limité chez les concessionnaires Volkswagen du Québec seulement. Et comme la Jetta est si précieuse, nous avons même buriné 25 de ses composantes.

JEU PATHOLOGIQUE

Un nouveau programme d'aide mettra les employeurs à contribution

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, Roger Bertrand, a lancé hier la stratégie du gouvernement en matière de lutte contre le jeu pathologique pour la prochaine année qui fait appel aux employeurs.

Le ministère a puisé dans les 17 millions annoncés lors du dernier budget pour financer des projets de traitement des joueurs compulsifs et pour poursuivre une campagne de publicité dans les bars et à la radio. Il

s'agit de la deuxième année de ce programme.

Cette somme servira également à subventionner des projets de recherche et à développer des outils d'intervention pour les travailleurs des bars, des employeurs et des proches des joueurs pathologiques. Ces études permettront, entre autres, de déterminer s'il existe un lien entre l'offre de jeux de hasard et le nombre de joueurs pathologiques.

Une trousse comprenant une cassette vidéo sera aussi distribuée à 2000 entreprises pour informer les employeurs du phénomène du jeu pathologique qui touche 2,1 % de la population. La campagne de prévention ne vise pas nécessairement à baisser ce taux, mais

plutôt à informer les employeurs et la population.

Selon le concepteur de la cassette, le Dr Gilles Pineault, les cadres ou les services de santé des entreprises peuvent intervenir auprès des joueurs pathologiques. Selon le ministère, 3750 personnes ont obtenu des traitements au Québec pour des problèmes liés au jeu l'année dernière.

Par ailleurs, le ministre Bertrand a refusé de lier le problème de jeu compulsif à la présence de casinos et d'appareils de loteries vidéo gérés par Loto-Québec.

« La prévalence du jeu pathologique est de 2 % au Québec et elle se compare à la plupart des sociétés organisées. Je ne peux que conclure que ce phénomène existe avec ou

sans l'exploitation par l'État de ces jeux », dit-il.

Selon Claude Bilodeau, fondateur d'une maison d'aide aux joueurs compulsifs à Sainte-Marie-de-Beauce, les profits de Loto-Québec contredisent le ministre. En 2000-2001, les appareils de loterie vidéo ont permis d'engranger des profits d'un milliard de dollars comparativement à 243 millions en 1996-1997.

En plus de ce qu'il a annoncé, M. Bilodeau soutient que le gouvernement devrait diffuser des publicités-chocs comme pour l'alcool au volant pour véritablement décourager la population. « On n'informe pas assez la population des dangers du jeu et de la rapidité à laquelle on peut perdre de l'argent », dit-il.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Bourse Fernand-Seguin

Sylvain Bascaron a reçu hier la bourse Fernand-Seguin 2002 entouré de la ministre de la Culture et des Communications, Diane Lemieux (à gauche), de la présidente de l'Association des communicateurs scientifiques du Québec, Caroline Julien, et du rédacteur en chef de l'émission *Découverte* de Radio-Canada, Pierre Sormany (à droite). Âgé de 24 ans, l'étudiant au baccalauréat en communication à l'UQAM a reçu ce prix pour un article sur la maladie de Creutzfeldt-Jakob, la variante humaine de la vache folle. Il recevra une bourse de 12 000\$ assortie d'un stage de six mois en journalisme scientifique à Radio-Canada et dans d'autres médias, dont *La Presse*.

Un employé de la STM atteint de la maladie du légionnaire

Rien ne permet de croire que le métro est en cause

PAS DE PANIQUE. Il est fort peu probable, selon la Santé publique, que le métro soit à l'origine de la maladie du légionnaire qu'a contractée une employée de la STM. Plus encore, la maladie ne se transmet pas entre les humains, pas plus que par des objets (comme de l'argent ou des tickets de métro).

La maladie du légionnaire se développe habituellement après contact avec des gouttes d'eau chaude. Les chauffe-eau mal réglés,

les spas et les fontaines publiques, par temps chaud, peuvent provoquer la maladie.

Comme le cas est tout à fait isolé et que rien ne permet de croire que le métro soit en cause, la Santé publique n'y enquêtera même pas.

La personne atteinte est aux soins intensifs de la Cité de la Santé, à Laval, et son cas ne nécessite aucune quarantaine.

SUJETS RECHERCHÉS POUR ÉTUDE SUR LA DÉPRESSION

Les psychiatres du Centre de recherche de l'Hôpital Douglas mènent une étude sur un nouveau médicament expérimental pour le traitement de la dépression. La durée de l'étude est d'environ une année. Elle inclut des évaluations physiques et psychiatriques, des tests de sang et d'urine, des électrocardiogrammes et des questionnaires à remplir. Toutes les informations seront gardées confidentielles. Pour participer, vous devez avoir 18 ans ou plus, être dans un bon état de santé générale et ne pas avoir d'antécédents de toxicomanie ou d'alcoolisme. Si vous êtes une femme en âge de concevoir, vous ne devez pas être enceinte ou vouloir devenir enceinte pendant la période de l'étude.

Si vous pensez souffrir de dépression, prenez une minute pour répondre aux questions suivantes :

- Vous sentez-vous déprimé(e), triste ou faible?
- Avez-vous des problèmes à dormir?
- Vous sentez-vous fatigué(e), sans énergie et ralenti(e)?
- Avez-vous remarqué un changement dans votre appétit ou dans votre poids?
- Avez-vous perdu de l'intérêt ou du plaisir pour toutes ou la plupart des activités quotidiennes?
- Avez-vous le sentiment d'être sans valeur, sans espoir ou coupable?
- Vous sentez-vous agité(e) ou tendu(e)?
- Avez-vous de la difficulté à prendre des décisions?
- Avez-vous des problèmes à vous concentrer?
- Avez-vous des pensées de mort ou de suicide?

Si vous avez répondu "oui" au moins à 5 de ces questions et si vous avez eu le moral bas durant les deux dernières semaines, vous pourriez souffrir de dépression.

Si vous voulez participer à ce projet de recherche, veuillez **APPELER** Monica Bicu, coordonnatrice de recherche au **(514) 761-6131, poste 4406** entre 9 h et 17 h, du lundi au vendredi.

DOUGLAS HOSPITAL
RESEARCH CENTRE





CENTRE DE RECHERCHE
DE L'HÔPITAL DOUGLAS

6875, boul. LaSalle, Verdun QC Canada H4H 1R3

LES PETITES ANNONCES

987 - VENDU

FILL236

Ca Presse

LIQUIDATION DE CUIR

Ce samedi et dimanche seulement



BONUS CHAISE ET OTTOMAN Seulement 99\$*

CUIR HAUT DE GAMME

Ne payez absolument rien !* Même pas les taxes ! Pendant 1 an ! PLUS

JUSQU'À 40% DE RABAIS

LIQUIDATION

UNITÉ DE DIVERTISSEMENT

CERISIER - CHÊNE - ACAJOU - ÉRABLE - PIN - NOYER - MERISIER



MEUBLES DE QUALITÉ SEULEMENT

Plus TÉLÉ COULEUR 19 po, Seulement 99\$**

Ce samedi et dimanche seulement

3 magasins pour mieux vous servir

15757, boul. Gouin Ouest Pierrefonds (entre St-Jean et St-Charles) (514) 620-1890	6025, rue Jean-Talon Est Saint-Léonard (entre Lacordaire et Langellier) (514) 259-1890	501, rue Hartwood Dorion (Autoroute 20 Ouest, dir. Dorion) (450) 455-9299
---	--	---

* Sujet à approbation du crédit. Ne peut être combiné avec aucune autre offre.
** Avec tout achat d'un unité de divertissement 3 pièces. Ne peut être combiné avec aucune autre offre. Illustration à titre indicatif seulement.

Heures d'ouverture :

Lundi, mardi, mercredi : 10 h à 18 h

Jeudi et vendredi : 10 h à 21 h

Samedi et dimanche : 10 h à 17 h

STATIONNEMENT GRATUIT

DUO Desjardins

Épargne rachetable

Épargne à terme
Gestion active

NOUS PAYONS LES INTÉRÊTS

Et quels intérêts ! Taux garanti quinze mois sur la portion Épargne rachetable. Rendement basé sur la performance des marchés sur la portion Épargne à terme Gestion active. **Offre d'une durée limitée.** www.desjardins.com 1 800 CAISSES



Desjardins

Conjuguer avoirs et êtres

La Presse
25 mai 2002

Page A16 manquante

Une « loi 101 » pour le mont Royal?

MARIE-CLAUDE GIRARD

Estimant que la Loi sur les biens culturels est dépassée, le directeur de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal, Gérard Beaudet, recommande la création d'une loi propre au mont Royal.

Une loi qui, à la façon de la loi 101 pour la langue française, affirmerait une volonté nationale et collective de protéger le patrimoine du mont Royal, explique-t-il.

Cette loi préciserait le territoire à protéger ainsi que les objectifs, mécanismes et mesures de protection et de mise en valeur. Tous ceux qui interviennent sur le mont Royal — ville, gouvernement, institutions — devraient s'y référer. Une telle formule pourrait même s'appliquer à tous les « grands paysa-

ges du Québec », tous les grands espaces emblématiques, de manière à remplacer les « arrondissements historiques », a suggéré hier M. Beaudet à la Commission des biens culturels.

La Commission concluait ses audiences publiques sur l'avenir du mont Royal. Elle doit remettre son rapport à la ministre de la Culture à la fin juin.

Comme sa collègue Marie-Odile Trépanier, qui proposait plus tôt cette semaine l'adoption d'une loi-cadre, M. Beaudet estime que la Loi sur les biens culturels ne suffit pas pour protéger le mont Royal. À son avis, le Québec erre en continuant à vouloir protéger les lieux historiques selon une approche « beaux-arts » héritée du XIX^e siècle. L'auteur du *Pays réel sacrifié* croit qu'à défaut d'une nouvelle loi, il faudrait modifier la définition d'arrondissement historique pour qu'elle s'applique à la réalité du mont Royal

et permette de planifier sa conservation de manière concertée et continue.

La montagne est bien plus « qu'une concentration de monuments ou un site historique, dit-il. Les lieux urbains ne sont pas des mégamonuments », dit-il. La définition d'arrondissement naturel ne serait pas plus appropriée puisque la montagne tire aussi son importance de ce que les Montréalais en ont fait.

Les grandes institutions ont longtemps protégé la montagne. Elles peuvent de moins en moins le faire, souligne M. Beaudet. « C'est suffisamment important pour qu'on soit extrêmement craintifs de *négociations de placards* », souligne-t-il, en faisant référence aux multiples ententes que ces institutions ont conclu avec la Ville.

Cimetière Notre-Dame-des-Neiges

L'une d'entre elles, la Fabrique de la pa-

roisse Notre-Dame, propriétaire de la basilique Notre-Dame et du cimetière Notre-Dame-des-Neiges, a défendu hier son projet de construction de mausolées dénoncé par certains participants aux audiences publiques.

Si les cimetières historiques ne peuvent offrir sur leurs terrains les « modes de sépultures réclamés par l'évolution des pratiques funéraires », il est certain qu'ils seront progressivement désaffectés, voire abandonnés, ont soutenu les représentants de la Fabrique. « Au bout de quelques décennies, les cimetières désaffectés deviennent des champs lapidaires désertés, mal ou pas du tout entretenus, et dont les monuments sont de plus en plus délabrés », lit-on dans le mémoire de l'institution.

Comme d'autres participants, la Fabrique s'est prononcée en faveur d'un statut « d'arrondissement historique et naturel » du mont Royal dont la gestion serait dévolue à Ville de Montréal.

La Société de promotion des aéroports de Montréal disparaît

Elle sera remplacée par le Comité consultatif communautaire

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

SOUVENT CRITIQUÉE par les maires de la grande région de Montréal, la Société de promotion des aéroports de Montréal (SOPRAM) disparaît pour faire place au Comité consultatif communautaire, mis sur pied par le conseil d'administration d'Aéroports de Montréal (ADM).

Dans son dernier rapport annuel, ADM indiquait que le nouveau comité aura mission d'aider le conseil d'administration en lui donnant des avis sur tout sujet important porté à son attention.

Pour le maire de Blainville, Pierre Gingras, la SOPRAM, aussi une création d'ADM, et le nouveau comité c'est du pareil au même. « ADM nous consultait lorsque ça faisait l'affaire de ses administrateurs. Nous n'avions qu'un pouvoir de recommandation. Des décisions importantes ont été prises sans qu'ADM nous consulte alors qu'on aurait dû le faire », a indiqué M. Gingras qui a déjà été administrateur de la SOPRAM. Il maintient également qu'ADM a très mal agi en demandant à ce que tous les vols nolisés s'effectuent à partir de l'aéroport de Dorval.

Les fonctions du Comité seront très limitées, car dans la définition de son mandat par ADM il est écrit : « Il a comme mandat de soumettre au conseil d'administration, lorsque ce dernier l'en requiert, des observations pertinentes à l'égard de projets ou de décisions proposés par le conseil d'administration. »

Ce comité sera composé de 20 personnes provenant de divers organismes privés ou du monde municipal oeuvrant sur le grand territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). La porte-parole du maire Gilles Vaillancourt a indiqué, hier, que Laval ne fera pas partie du comité.

SOPRAM fera parvenir à l'inspecteur général des institutions financières de la province de Québec un avis demandant la permission d'obtenir sa dissolution.



Photo ARMAND TROTTIER, La Presse ©

Il y a foule au Rendez-vous horticole

Dès l'ouverture des portes, hier matin, il y avait foule au Rendez-vous horticole du Jardin botanique. Déjà à 10 h, plusieurs amateurs attendaient en ligne pour régler leurs achats de plantes de collection offertes par les serres du Jardin et les terrains de stationnement affichaient complet, situation qui a soulevé le mécontentement de plusieurs visiteurs. Comme ce fut le cas par le passé, les participants ont apprécié les nombreuses plantes inusitées, les démonstrations et les conseils offerts par plus d'une centaine d'exposants. L'atmosphère agréable des lieux contribue beaucoup au succès de l'événement auquel participaient hier France Durocher, de Montréal, sa petite dernière, Fanny, 6 mois, son frère Colin, 5 ans, et sa soeur Noémie, 3 ans. Le Rendez-vous horticole se poursuit aujourd'hui et dimanche.

La police d'Ottawa craint des attentats contre des synagogues

Presse Canadienne

OTTAWA — Dans un message sans précédent envoyé à la communauté juive d'Ottawa, la police a fait savoir qu'elle disposait de renseignements indiquant qu'un attentat pourrait se produire dans une synagogue au cours du mois de juin.

« La Section des crimes haineux et la GRC ont mené des enquêtes poussées qui n'ont pas permis de confirmer ou d'infirmier l'information. Cependant, la menace est suffisamment grave pour que le Service de police d'Ottawa (SPO) décide de diffuser cet avis », est-il précisé. Le sergent d'état-major, Léo Janveau, a confirmé que la source à l'origine de ces renseignements était crédible. Il n'a pas voulu indiquer si la menace, connue depuis la mi-avril, impliquerait des groupes pro-palestiniens ou d'extrême droite.

« Nous prenons cela très au sérieux », a déclaré Mitchell Bellman, directeur général du Conseil communautaire juif d'Ottawa. Il ajoute que malgré les événements qui ont secoué le Moyen-Orient au cours des 20 derniers mois, c'est la première fois que la police transmet un tel avertissement à la communauté. Pour celle-ci, rien n'a changé depuis vendredi, a-t-il ajouté. « Nous avons un mini-festival du printemps ce dimanche, il se déroulera. C'est la meilleure réaction pour notre communauté. »

Ils seront bien sûr plus vigilants. Une demi-douzaine d'agents assureront un lien avec la communauté juive. Si l'avis sur la sécurité diffusé hier mentionne des mosquées vandalisées et des synagogues ciblées à Saskatoon, Toronto et Québec, des représentants des deux communautés soutiennent qu'à Ottawa les relations sont cordiales entre elles.

Polytechnique reprend son souffle

FRANÇOIS BERGER

LES EFFORTS concertés des gouvernements et de l'entreprise privée, depuis quatre ans, ont donné un second souffle à l'École polytechnique de Montréal, qui s'est résolument relancée dans la « course mondiale » à l'innovation issue de la recherche et du développement industriel, a constaté hier Augustin Brais, directeur du Bureau de la recherche et du Centre de développement technologique de cette institution affiliée à l'Université de Montréal.

La désuétude de certains équipements de Polytechnique (ses premières installations datent des années 1950 et ses plus récentes du milieu des années 1980) est désormais chose du passé grâce à de nouveaux investissements de quelque 100 millions de dollars en équipement scientifique, a dit M. Brais, qui participait à la première Journée de la recherche organisée par l'école de génie pour marquer l'avancement de la recherche scientifique.

Déjà, une somme de 17 millions a été investie pour doubler la superficie du laboratoire sur les structures et un nouveau pavillon est en construction sur l'emplacement de Polytechnique.

Les nouveaux investissements, financés à 40 % par Québec, à 40 % également par Ottawa et à 20 % par le secteur privé, doivent s'étaler jusqu'en 2004.

Selon M. Brais, une preuve que Polytechnique a repris son souffle est le fait qu'elle soit parvenue récemment à « rapatrier » deux scientifiques québécois de haut calibre qui avaient auparavant choisi de poursuivre leur carrière aux États-Unis, l'un au vénére Massachusetts Institute of Technology (MIT) et l'autre à l'Illinois Institute of Technology. Grâce aux initiatives de chaires de recherche, les salaires offerts à ces chercheurs ont pu être améliorés ; de plus, ils bénéficient de laboratoires tout neufs, a souligné M. Brais. Polytechnique est également sur le point d'embaucher un scientifique européen.

L'institution logée sur le flanc ouest du mont Royal se veut d'autre part à l'avant-garde dans certains domaines. C'est ainsi qu'elle va acquérir l'an prochain un microscope électronique, au coût de 1,5 million de dollars, qui sera le plus puissant de sa catégorie au pays et qui servira autant aux chercheurs de l'Université McGill qu'à ceux de l'Université de Montréal. Ce microscope dit « en transmission » se sert d'un faisceau d'électrons permettant de pénétrer la matière jusqu'au niveau atomique, donnant une description extrêmement détaillée des structures.

« Nous sommes dans la course mondiale de la recherche-développement, pour un certain temps », a précisé M. Brais en se félicitant de la prise de conscience des gouvernements, depuis la fin des années 1990, de la valeur de la recherche-développement. Cet éveil doit aussi se traduire, selon lui, par une plus grande communication et une plus forte collaboration entre les professeurs-chercheurs, leurs étudiants et les entreprises.

La « nouvelle donne » mondiale, où dominent les questions liées à l'environnement et au développement durable, passe par la « valorisation » commerciale des résultats de recherche sous forme de partenariats avec le secteur privé, dit-il. Cela affecte en même temps toute la question de la propriété intellectuelle...

Polytechnique s'est associée, au début de l'année, avec l'Université de Montréal, l'École des hautes études commerciales et les hôpitaux universitaires, dans la mise sur pied de la société Univalor, chargée de lancer des entreprises mettant en pratique les résultats des recherches. Un prédécesseur, Polyvalor, fondé en 1997, a permis la formation de 13 nouvelles entreprises ayant créé 225 emplois de haut niveau dans la région de Montréal.

Quelque 5000 étudiants, dont 800 aux cycles supérieurs, fréquentent Polytechnique où oeuvrent 220 professeurs et 110 chercheurs. Le « petit MIT » québécois a obtenu des subventions et des contrats de recherche en sciences appliquées totalisant près de 30 millions, l'an dernier.

DUO Desjardins

Épargne rachetable

Épargne à terme
Gestion active

GRANDE VENTE DE LIQUIDITÉS

Accédez à des liquidités en tout temps pour réaliser vos projets avec la portion Épargne rachetable du DUO Desjardins.
Offre d'une durée limitée. www.desjardins.com 1 800 CAISSES

Desjardins

Conjuguer avoirs et êtres

En pleine crise avec l'Inde, le Pakistan s'apprête à tester ses missiles

d'après AFP

ISLAMABAD — Au plus fort de la crise qui l'oppose à l'Inde à propos du Cachemire, le Pakistan a décidé hier de montrer sa force en annonçant des essais de missiles imminents, une initiative aussitôt qualifiée de « singeries » par New Delhi. Ces essais doivent démarrer aujourd'hui et durer jusqu'à mardi prochain.

L'Inde a confirmé avoir été informée du projet d'essais de missiles de courte et moyenne portée, mais l'a qualifié de « routine », assurant qu'il n'était pas lié à l'actuelle tension.

New Delhi « n'est pas particulièrement impressionné par ces singeries, clairement destinées à l'opinion intérieure pakistanaise », a affirmé le ministre indien des Affaires étrangères.

Selon l'expert pakistanais en défense Ikram Sehgal, le Pakistan entend de cette manière « montrer à l'Inde qu'il a un programme de missiles très actif, et aussi faire passer le message que le Pakistan n'est pas démuné d'armes offensives ».

Remonter le moral du pays

« Le calendrier de ces essais a clairement pour but de remonter le moral d'un pays qui est menacé par son voisin », a déclaré Sehgal, journaliste de la revue *Defence Magazine*.

Islamabad a annoncé hier avoir informé, « comme le veut l'usage », « un certain nombre de pays », dont l'Inde, les États-Unis et l'Iran, de son intention de tester des missiles dans les jours à venir.

Ces essais « n'ont rien à voir avec la situation actuelle », a assuré un porte-parole gouvernemental,

expliquant que le Pakistan « n'avait pas procédé à des tests (récemment), tandis que l'Inde l'a fait ». « Ces essais devaient être menés depuis longtemps car le Pakistan n'a pas procédé à de tels tests pendant les 15 dernier mois, tandis que les Indiens en ont effectué en décembre et janvier », a souligné Sehgal.

Pour cet expert, « le fait de procéder à des essais de missiles ne signifie pas procéder à des essais nucléaires, mais transmet un message extrêmement fort que vous avez les moyens de produire des armes nucléaires ».

L'Inde et le Pakistan, les deux puissances nucléaires d'Asie du sud, sont engagés dans une nouvelle escalade militaire depuis la semaine dernière autour de l'épineuse question du Cachemire, ré-

gion du contrefort himalayen peuplée en majorité de musulmans, qu'ils se disputent depuis 1947.

Ce regain de tension, entre les deux pays qui ont depuis le mois de décembre 2001 environ un million de soldats massés le long de leur frontière commune, a été provoqué par une attaque meurtrière à Jammu, au Cachemire indien, dont New Delhi a rendu responsables des militants pakistanais.

Le commissaire européen Chris Patten, en visite à New Delhi, a ajouté sa voix à celle du secrétaire d'État américain, Colin Powell, pour demander hier au Pakistan et à l'Inde de tout faire pour éviter la guerre.

Powell a qualifié la crise actuelle de « très dangereuse ». « J'espère que les deux côtés réalisent qu'ils sont à un point très critique. Et nous allons les faire reculer », a

ajouté le chef de la diplomatie américaine.

Il a précisé qu'il s'était entretenu hier avec le président pakistanais, Pervez Musharraf, avant une conversation prévue avec son homologue indien, Jaswant Singh.

Signe d'un possible répit, le premier ministre de l'Inde, Atal Behari Vajpayee, a quitté New Delhi hier pour aller se reposer quelques jours dans la station de Manali dans le nord de l'Inde. « Il ne partirait pas en vacances si l'Inde s'apprêtait à déclarer la guerre », a estimé le commentateur politique indien Mahesh Rangarajan.

New Delhi semble privilégier une approche mêlant pressions diplomatiques et militaires. Hier, la presse indienne mettait plutôt l'accent sur « l'espace diplomatique » encore disponible avant qu'un conflit n'éclate.

EXPRESS INTERNATIONAL

ONU Tokyo en vigueur

DES REPRÉSENTANTS de l'Allemagne, l'Irlande, l'Espagne, la Suède et de l'Union européenne iront aux Nations unies à New York le 31 mai prochain pour ratifier le protocole de Kyoto sur le réchauffement climatique, permettant son entrée en vigueur 90 jours plus tard, a fait savoir hier un porte-parole de l'ONU. D'autres pays européens pourraient se joindre à la cérémonie de ratifications, selon des bonnes sources à l'ONU. Le protocole, ratifié par 54 pays, entrera en vigueur trois mois après sa ratification par 55 pays représentant au moins 55 % des émissions de CO₂ en 1990. — d'après AFP

AUSTRALIE L'ONU enquête

UNE ÉQUIPE d'inspecteurs des Nations unies est arrivée hier en Australie en vue d'enquêter sur les centres de « rétention » pour demandeurs d'asile au moment où Canberra propose aux clandestins afghans 1100 \$ US chacun pour rentrer dans leur pays. Après avoir reçu en début d'année une pétition signée par 600 détenus du centre de Woomera, en Australie méridionale, le haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Mary Robinson, avait obtenu le feu vert du gouvernement australien pour y envoyer un émissaire. Woomera est depuis plusieurs mois le théâtre d'émeutes, d'incendies, d'automutilations des détenus qui protestent contre leurs conditions de vie ou contre le refus de l'Australie de leur accorder un statut de réfugié. — d'après AFP

TUNISIE Président à vie

Quelque 3,6 millions de Tunisiens sont invités dimanche aux urnes pour se prononcer par référendum sur la réforme de leur constitution, qualifiée de « bond qualitatif » dans la vie politique par le président Zine el Abidine Ben Ali. L'actuelle Loi suprême limite à trois le nombre de mandats présidentiels consécutifs. Le nouveau texte prévoit le renouvellement, sans limite, des candidatures à la magistrature suprême et repousse l'âge limite de 70 à 75 ans. Réélu en 1999 avec plus de 99 % des suffrages, Ben Ali, 65 ans, voit ainsi s'ouvrir la possibilité de briguer encore deux autres mandats. — d'après AP

SOUDAN Bombardement

Dix-huit personnes ont été tuées et 85 grièvement blessées à la suite d'un raid effectué par un avion militaire du gouvernement soudanais contre un village du sud du Soudan, selon l'Armée de libération des peuples du Soudan (SPLA). D'après le groupe de rebelles sudistes, un avion de type Antonov a largué mercredi 16 bombes au-dessus du village de Rier, situé dans le comté de Mankien, dans la région du Haut-Nil occidental. Plusieurs organisations non gouvernementales ont annoncé jeudi qu'une partie de leur personnel avait dû évacuer cette région à cause des bombardements sporadiques. Le sud du Soudan, à majorité animiste et chrétienne, est ravagé par une guerre civile lancée il y a 18 ans par la SPLA contre les gouvernements arabo-musulmans successifs du Nord. — d'après AFP

Deux tiers des Israéliens satisfaits d'Ariel Sharon

d'après AP et AFP

JÉRUSALEM — Malgré la recrudescence des attentats en Israël, Ariel Sharon continue de jouir d'une forte popularité : 64 % des Israéliens sont satisfaits de l'action du premier ministre, selon un sondage publié hier dans le quotidien *Maariv*.

Seulement 28 % des 594 personnes interrogées par l'institut Market Watch se déclarent mécontentes. Le sondage a été réalisé après l'attentat suicide perpétré le 7 mai dans un faubourg de Tel-Aviv, dans lequel 15 Israéliens ont trouvé la mort.

En matière de politique sociale et économique, toutefois, 59 % des sondés se disent mécontents de l'action du premier ministre, qui enregistre toutefois une amélioration puisqu'ils étaient 79 % la semaine précédente.

Cette semaine, le Parlement a adopté en première lecture un plan d'austérité d'urgence. Si une majorité des Israéliens sont opposés à ce plan, Sharon gagne néanmoins des points grâce à ce vote avant lequel il avait limogé quatre ministres du parti ultra-orthodoxe Shass (17 députés), après le rejet initial de la



Ariel Sharon

mesure par ce parti religieux : 62 % des Israéliens sont favorables à l'éviction du Shass du gouvernement.

Près des deux tiers des Israéliens (64 %) sont opposés à des élections anticipées, tandis que 28 % sont pour. Les législatives doivent normalement avoir lieu en octobre 2003.

Par ailleurs, le pourcentage d'Israéliens soutenant la création d'un État palestinien (48 %) a baissé de 6 points par rapport au précédent sondage du mois d'avril. En revanche, le pourcentage de ceux qui sont opposés à cet État est resté stable (40 %).

Arafat a moins la cote

La cote du président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a sérieusement baissé, mais il reste de loin la personnalité la plus populaire. Selon un sondage réalisé par le Centre palestinien d'enquêtes et de recherches politiques, Arafat jouit actuellement de la sympathie de 35 % des habitants des territoires palestiniens, contre 46 % en juillet 2000.

Selon les analystes, l'opinion est mécontente de la manière dont Arafat a négocié la fin des sièges de la basilique de la Nativité à Bethléem et de son quartier général à Ramallah, lors de l'opération israélienne « Rempart ».

Depuis l'élection triomphale d'Arafat en 1996 avec plus de 85 % des voix, l'image de marque de l'Autorité palestinienne est en chute libre, une écrasante majorité

de Palestiniens (83 %) pensant qu'elle est corrompue.

« Les Palestiniens ont vu que « le roi est nu », que leurs dirigeants n'ont pas su gérer la situation et que les services de sécurité se sont effondrés », estime l'analyste palestinien Khalil Chikaki.

Sous la pression internationale, l'Autorité palestinienne a musclé son discours contre les kamikazes, allant jusqu'à qualifier leurs opérations de « terroristes », mais ne semble pas en mesure de maîtriser sa base.

Incursion en Cisjordanie

Sur le terrain, six Palestiniens et trois soldats israéliens ont été blessés hier lors d'une incursion israélienne dans la zone autonome de Tulkarem, en Cisjordanie, après qu'un nouvel attentat suicide eut été évité de justesse, avant l'aube, grâce à un vigile de la discothèque « Studio 49 » à Tel-Aviv.

Voyant une voiture suspecte se diriger vers l'entrée de l'établissement, il a crié aux passants de se plaquer au sol et a ouvert le feu. Selon la police, le conducteur palestinien a alors déclenché la charge qui se trouvait dans son véhicule, qui a explosé, le tuant sur le coup et blessant légèrement cinq passants israéliens.

Les Brigades des martyrs d'al-Aqsa ont revendiqué l'attaque, affirmant qu'il s'agissait de représailles pour l'assassinat, mercredi, de trois de ses membres par l'armée à Naplouse.



Photo AFP

Israël a lancé hier une incursion dans la zone autonome de Tulkarem en Cisjordanie, quelques heures après qu'une tentative d'attentat suicide contre une discothèque de Tel-Aviv a été avortée de justesse. Les troupes israéliennes ont visé deux usines et un entrepôt de bois.

SPECIAL PRINTEMPS

Liposuccion
300\$
de rabais

Épilation au laser
• À partir de **39\$/session**
• Aucuns frais d'ouverture de dossier
• Consultation gratuite

Les cliniques
Dr Robert Prescott
et associés
Omnipraticiens

Montréal: 1832, Sherbrooke O.
Tél.: (514) 935-6616
1 800 935-6616

Joliette: 445, Saint-Viateur
Tél.: (450) 759-4222

Cliniques affiliées:
Groupe médical Biotronics

Montréal: 13000, Sherbrooke E.
305 Tél.: (514) **642-7373**

Laval: 1536, Curé-Labelle
102 Tél.: (450) **687-0349**

Offres en vigueur jusqu'au 30 juin 2002

Mij's
Solde
Printemps Été

De **20% à 70%**
de rabais
jusqu'au 15 juin 2002

Tout doit déquerpier!
Une excellente raison... nous rénovons!

Sur jupes, blouses, costumes, chandails, pantalons, vestons, imperméables, robes de soirée sélectionnées, chaussures, sacs à main et ceintures
Tailles 6 à 20 ans

645, boul. Samson Ouest, Sainte-Dorothée, Laval
Tél. : (450) 689-1516

cyberpresse.ca / chroniqueurs

cyberpresse.ca

HMR Hôpital Maisonneuve-Rosemont
Centre affilié à l'Université de Montréal

Département de chirurgie
Service de chirurgie dentaire

Le docteur **Philippe Bertrand**
Dentiste généraliste
Fellow du International Congress of Oral Implantologists

Offre une gamme complète de services et traitements en

IMPLANTOLOGIE DENTAIRE

Pour plus d'information ou pour prendre un rendez-vous, veuillez contacter le

(514) 253-3233 ou le
(514) 252-3400 poste 2471

Accord sur fond de désaccord

L'Iran demeure un dossier litigieux entre la Russie et les États-Unis

Agence France-Presse

MOSCOU — Vladimir Poutine et George W. Bush ont signé hier à Moscou un accord de désarmement qui réduira leurs arsenaux des deux tiers à l'horizon 2012, affirmant ouvrir une « nouvelle ère » dans leurs relations, mais les deux présidents n'ont pu que constater leur désaccord sur l'Iran.

« Ce traité liquide l'héritage de la guerre froide et de l'hostilité nucléaire entre nos pays », a souligné George Bush alors que Vladimir Poutine qualifiait l'accord de « pas en avant » pour assurer la sécurité internationale, même s'il permet le stockage des ogives désactivées auquel les Russes étaient opposés au départ.

Signé par les deux présidents, cet accord ramènera les arsenaux nucléaires de chaque pays dans une fourchette comprise entre 1700 et 2200 ogives, contre 6000 actuellement.

« Je suis convaincu que cela crée des conditions pour une coopération (...) que nous n'avons jamais eue auparavant entre nos deux pays », a commenté M. Bush.

« Aujourd'hui, nous sommes parvenus à un partenariat d'une qualité absolument nouvelle », a déclaré pour sa part Vladimir Poutine.

Ce traité de trois pages, qui s'écarte résolument des volumineux accords de désarmement antérieurs, a été accompagné de plusieurs autres déclarations conjointes dont l'une sur un « nouveau partenariat stratégique ».

Celle-ci esquisse un début de coopération bilatérale en matière de défense antimissile, un dossier sur lequel Moscou continue à manifester des préoccupations sur les intentions américaines.

Les autres documents signés évoquent le développement des relations économiques, le nouveau dialogue sur l'énergie, la coopération antiterroriste, les relations et les échanges entre les ressortissants des deux pays, et la situation au Proche-Orient.

Au cours d'une conférence de presse commune, les deux présidents se sont félicités des progrès apportés par le traité à la paix mondiale.

Mais ils ont aussi montré les li-



Photo AFP

Le président Bush aimerait bien voir son homologue russe, Vladimir Poutine, mettre un terme à la collaboration nucléaire de Moscou avec le régime iranien, qui risque selon lui d'accroître la prolifération d'armes de destruction massive.

mites de la nouvelle alliance américano-russe en affichant des positions très tranchées sur l'Iran et les risques de prolifération nucléaire que fait courir la coopération engagée dans ce domaine par la Russie avec Téhéran.

M. Bush s'en est déclaré « inquiet », affirmant que des armes nucléaires aux mains des mollahs iraniens « risquaient d'être dangereuses pour nous mais aussi pour la Russie ». Il a affirmé avoir reçu des « assurances » de M. Poutine à ce sujet.

Mais le président de la Russie a balayé les objections américaines en affirmant que la coopération russe dans le domaine du nucléaire civil « ne sapait pas le processus de non prolifération » et qu'elle avait un « caractère purement économique ».

« Les programmes de (mise au point) de missiles en Iran et dans d'autres pays se fondent sur les technologies de firmes occidentales », a-t-il relevé.

Un haut responsable américain a laissé entendre un peu plus tard que les propos de Poutine répondaient à des considérations politiques intérieures et que le président de la Russie s'était en privé montré beaucoup plus « compréhensif » devant les objections américaines.

MM. Poutine et Bush se sont

aussi expliqués sur les problèmes en suspens. Le président des États-Unis s'est déclaré favorable à la levée d'une loi américaine remontant à l'époque de la guerre froide, l'amendement Jackson-Vanik qui entrave le commerce bilatéral.

Il a également renouvelé son soutien à la candidature de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il a aussi confirmé à M. Poutine que Washington se prononcerait d'ici le 14 juin sur l'octroi à la Russie du statut d'économie de marché, qui permettrait d'accélérer ses échanges commerciaux vers les États-Unis.

M. Bush a par contre évité de parler des sujets qui fâchent comme la Tchétchénie, en public devant M. Poutine, gardant ses remarques pour une rencontre avec des représentants de la « société civile ».

Il a affirmé que les opérations alliées en Afghanistan constituaient une leçon pour la Tchétchénie en montrant qu'il était possible « de combattre la terreur, tout en respectant les droits de l'homme ».

Les deux présidents se sont livrés dans l'après-midi à un bain de foule devant la cathédrale Saint-Basile avant un nouveau tête à tête et un dîner décontracté dans la datcha présidentielle russe, située à une vingtaine de kilomètres au nord ouest de Moscou.

Le FBI va enquêter sur ses propres défaillances

Agence France-Presse

WASHINGTON — Le FBI, sur la sellette après des révélations sur ses défaillances avant le 11 septembre, a ouvert une enquête interne sur certains de ses responsables soupçonnés d'avoir entravé l'enquête sur Zacarias Moussaoui, un Français soupçonné d'être le vingt-tième pirate de l'air.

Cette nouvelle affaire vient s'ajouter à la controverse créée par une note de service rédigée en juillet 2001 par un agent d'une antenne du FBI à Phoenix qui établissait déjà un lien entre des élèves-pilotes et un groupe islamiste.

La polémique cette fois a été déclenchée par une lettre d'une douzaine de pages rédigée par Colleen Rowley, responsable du FBI à Minneapolis, où Moussaoui avait été arrêté le 16 août.

Selon la presse américaine, ce texte, adressé mercredi au directeur du FBI Robert Mueller et à plusieurs membres du Congrès, est accablant pour la police fédérale. M. Mueller, ainsi que le chef de la CIA George Tenet, doivent être entendus au Congrès durant la dernière semaine de juin.

La lettre n'est « pas seulement grave pour son contenu relatif à Moussaoui, mais aussi parce qu'elle aborde le thème de la culture qui prévaut au sein de nos agences du renseignement », a dé-

claré hier le sénateur démocrate Bob Graham, qui dirige la commission sénatoriale du renseignement. Il a cependant estimé qu'il était « prématuré » de conclure à une obstruction de l'enquête par des responsables du FBI.

Le document contraste pourtant singulièrement avec les propos des dirigeants du FBI selon lesquels la police fédérale n'avait rien à se reprocher durant la période précédant le 11 septembre, notamment au sujet de l'enquête autour des activités de Moussaoui.

La lettre évoque des preuves réunies dans l'affaire Moussaoui qui, combinées avec une mise en garde en date du 10 juillet évoquant l'éventualité que des terroristes présumés puissent suivre des stages de pilotage en Arizona, auraient dû éveiller de forts soupçons dans les quartiers généraux du FBI.

Mais le FBI à Washington n'aurait pas réagi, refusant même d'accorder au FBI à Minneapolis la possibilité de fouiller l'ordinateur de Moussaoui.

A la suite de la lettre, et dans un souci apparent de calmer la polémique, M. Mueller a demandé jeudi soir l'ouverture d'une enquête interne. Sans commenter le contenu de la lettre, il s'est déclaré « convaincu qu'une nouvelle approche est requise » au sein du FBI.

Hécatombe à la frontière mexicano-américaine

Agence France-Presse

OAXACA (Mexique) — Plus de 2000 Mexicains sont morts ces quatre dernières années en voulant franchir clandestinement la frontière avec les États-Unis, a dénoncé hier le président du Comité de la frontière nord, Jorge Santibanez.

Le Mexique et les États-Unis sont séparés par une frontière de 3200 km, théâtre chaque année de plus d'un million de traversées illégales en des points de plus en plus dangereux depuis le renforcement des contrôles en 2001.

Cette frontière « est plus dangereuse » que celle séparant Israël et la Palestine où il y a la guerre « et, même ainsi, seulement 1400 décès », a estimé M. Santibanez lors d'un Forum sur les migrations.

Selon lui, ces « morts ne sont pas accidentelles » comme veulent le faire croire les États-Unis, « mais dérivées d'une politique qui oblige les Mexicains à traverser par le désert et à se soumettre à des bandes de passeurs ».

M. Santibanez a appelé le gouvernement à concrétiser au plus tard l'an prochain avec Washington un accord migratoire permettant d'octroyer la résidence légale aux États-Unis à 3,5 millions de Mexicains.

Le gouvernement mexicain a pour sa part annoncé mercredi dernier l'installation à la frontière de dix phares de 30 m de haut et d'une portée de 10 km afin d'éviter que les clandestins s'égarent dans le désert.

À PARTIR DE SEULEMENT

2,9%

jusqu'à 24 mois

Tous les moyens sont bons pour réserver sa Jetta

Modèle de base

Quatre coussins gonflables

Banquette arrière rabattable et divisée 60/40

Roues en acier de 15 pouces

Freins ABS

Système audio stéréo à huit haut-parleurs

Système d'alarme antivol et antidémarrage



vw.com

Êtes-vous fait pour Volkswagen?



50 ANS
VOLKSWAGEN
C A N A D A

*Taux non applicable à la Jetta TDI. Taux de financement à l'achat de 2,9 % offert pour un terme jusqu'à 24 mois. Autres taux de financement offerts : 3,9 % pour un terme jusqu'à 36 mois, et 4,9 % pour un terme jusqu'à 60 mois. Sujet à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance. Roues en alliage illustrées offertes en option. Offre valable pour un temps limité chez les concessionnaires Volkswagen du Québec seulement. Et comme la Jetta est si précieuse, nous avons même buriné 25 de ses composantes.

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

La Mariomanie



Il y a deux mois, l'Action démocratique du Québec était un parti marginal. C'était « le parti du p'tit Mario ». Sympathique... et inoffensif.

Le sondage SOM que nous publions ce matin montre que l'ADQ est aujourd'hui le parti préféré des Québécois qui révèlent leur intention de vote. Elle recueille l'appui de 36 % des répondants, contre 29 % pour le Parti libéral et 23 % pour le Parti québécois. En deux mois, ce parti vieux d'à peine huit ans a donc rejoint, sinon supplanté les deux mastodontes qui dominent la vie politique québécoise depuis 30 ans.

Que s'est-il passé ? Les « vieux partis » s'empresseront de mettre en cause la méthodologie de l'enquête, comme ils l'ont fait il y a deux semaines lorsque le précédent SOM révélait une montée fulgurante de l'ADQ. On dira, par exemple, que dans sa question sur les intentions de vote, SOM mentionne le nom des chefs des différents partis. Cela aurait tendance à favoriser l'ADQ. On pourrait discuter longuement de l'à-propos de ce choix méthodologique. Il reste que, jusqu'à ces deux dernières enquêtes, les sondages SOM plaçaient l'ADQ loin derrière, avec exactement la même question.

Au delà des querelles méthodologiques, une chose est indéniable, dans les sondages comme sur le terrain : il se passe quelque chose !

Cette subite « Mariomanie » s'explique surtout, selon nous, par le ras-le-bol généralisé de la population à l'égard de la classe politique. Les électeurs en ont assez du gouvernement du Parti québécois,

mais ne font pas du tout confiance aux libéraux de Jean Charest. Les scandales qui n'ont cessé de faire la une depuis l'hiver, petits et gros, réels et potentiels, ont fini de miner la crédibilité des deux grands partis. Or, voici « le p'tit Mario », tout propre de n'avoir jamais été au pouvoir... Il a beau être politicien jusqu'au bout des ongles, sa jeunesse et son style lui donnent une image d'« outsider ». Autre facteur : jusqu'ici, la plupart des Québécois répugnaient à gaspiller leur vote en appuyant un candidat de l'ADQ. La victoire surprise d'un adéquate dans Saguenay a changé tout cela. Un vote pour l'ADQ n'apparaît plus comme un vote perdu. Au contraire, voter ADQ semble être le moyen idéal de donner un formidable coup de poing sur la table politique.

Les données de SOM placent les partis politiques et les électeurs devant de lourdes responsabilités. D'abord, l'ADQ. Mario Dumont doit comprendre que cette vague est trop soudaine pour ne pas être extrêmement fragile, et en partie artificielle. Il lui revient de démontrer qu'il peut être autre chose que le fils que chaque maman voudrait avoir. Il doit se monter une équipe crédible, préciser son programme, et le défendre avec conviction et cohérence.

Le PQ et le PLQ doivent pour leur part se livrer chacun à un sérieux examen de conscience. Au lieu de s'en prendre aux messagers, ils feraient mieux de se demander pourquoi les électeurs sont furieux à ce point. Ils pourraient commencer par se regarder agir à l'Assemblée nationale.

Enfin, ayant cogné sur la table dans les sondages et lors les élections complémentaires, les électeurs devront se mettre à réfléchir. Leur colère ne doit pas les empêcher d'être aussi exigeants à l'égard de l'ADQ que des autres partis lorsqu'il s'agira de choisir un gouvernement. Car, à l'heure qu'il est, une chose est absolument sûre : ni Mario Dumont ni son parti ne sont prêts à gouverner le Québec.

La poudrière nucléaire



Le Cachemire. Depuis des années, le monde est assis sur cette bombe à retardement. Un beau jour, si rien n'est fait, elle lui explosera en plein visage.

En 1947, le Cachemire a été divisé entre l'Inde et le Pakistan. Depuis, les deux pays se disputent autour de ce territoire de 12 millions d'habitants niché au creux de l'Himalaya. Au cours des derniers jours, le ton a dangereusement monté et les risques de dérapage n'ont jamais été aussi importants.

L'escalade actuelle a débuté en décembre lorsqu'un commando, probablement téléguidé par le Pakistan, a attaqué le parlement indien à New-Delhi, tuant 14 personnes. L'Inde, en état de choc, a massé des troupes à la frontière du Cachemire. Le Pakistan a fait la même chose. Résultat : depuis janvier, un million de soldats se regardent en chiens de faïence.

Le 12 janvier, lors d'une rencontre à Katmandou, le président du Pakistan, Pervez Musharraf, a calmé le jeu et tendu la main au premier ministre indien, Atal Bihari Vajpayee, en lui promettant de mettre au pas les terroristes islamistes pakistanais responsables des attentats. Quelques jours plus tard, il jetait en prison 1500 personnes. La tension a baissé d'un cran et le monde a repris son souffle mais sans se faire d'illusions.

Le 14 mai, un commando terroriste a attaqué un autobus et une caserne, tuant 35 personnes. L'Inde a immédiatement accusé le Pakistan. Mardi, l'assassinat d'un militant indépendantiste cachemiri a

jeté de l'huile sur le feu. Mercredi, le premier ministre indien a adopté un ton belliqueux, déclarant que « l'heure d'un combat décisif a sonné ». Impassible, Musharraf a répondu que son pays était prêt si l'Inde attaquait.

L'Inde et le Pakistan ont connu trois guerres mais aujourd'hui, la donne a changé car les deux pays possèdent l'arme nucléaire. Autrefois, le monde pouvait fermer les yeux sur ce conflit régional. Plus maintenant. Comme le précisait le *Daily Telegraph*, de Londres, n'importe quel « avion de combat ne met que 15 minutes pour aller d'Islamabad, la capitale du Pakistan, à New Delhi ».

Selon le ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, Jack Straw, la tension entre l'Inde et le Pakistan est potentiellement plus dangereuse et plus grave que le conflit au Proche-Orient.

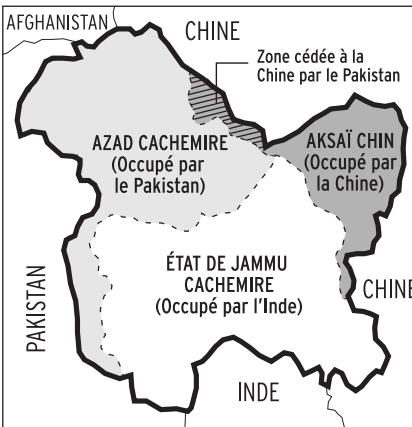
Musharraf et Vajpayee sont-ils sérieux dans leur menace de guerre ou bluffent-ils pour forcer le jeu ?

Les positions semblent irréconciliables. Pour l'Inde, l'occupation du Cachemire par le Pakistan est illégale. Pour le Pakistan, le Cachemire devrait être sous son contrôle car la majorité de sa population est musulmane. Le Pakistan est non seulement musulman à plus de 95 %, mais c'est aussi une république islamiste profondément religieuse. Coïncés au milieu, 12 millions de Cachemiris rêvent de plus en plus à l'indépendance.

Pour compliquer un peu plus le portrait, la crise du Cachemire se déroule dans une région extrêmement sensible, à un jet de pierre de l'Afghanistan. Washington, qui entretient des liens étroits avec l'Inde, a désespérément besoin du Pakistan pour poursuivre sa lutte contre les talibans et les terroristes d'Al-Qaeda.

Mais l'Inde aussi veut combattre les terroristes. Musharraf a fait arrêter 1500 militants mais il les a relâchés un mois plus tard. Sa lutte contre le terrorisme n'est que de la poudre aux yeux, croit le premier ministre indien, et Washington ferme complaisamment les yeux.

Que faire ? L'ONU a déjà adopté une résolution prévoyant un référendum sur l'autodétermination du Cachemire. Mais c'est une opération risquée qui devra se dérouler sous haute surveillance car ni l'Inde et ni le Pakistan ne veulent lâcher prise. Si le Cachemire revendique son indépendance, il devra se battre contre les deux frères ennemis. Le monde n'a pas fini de retenir son souffle.



serge.chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Trop naïf ?

Monsieur Pratte,

JE LISAIS votre dernier éditorial (« Les amis du régime », 24 mai) concernant le réseau de copinage existant au sein des différents gouvernements. Même si je suis d'accord avec ce que vous dites, mon impression est qu'une vague de grande naïveté semble être à l'origine de votre hypothèse.

Il est vrai que tout est dans le comportement ou l'attitude. Cependant, il est plus que certain que tant qu'il y aura de l'homme, il y aura de « l'homme ». La noblesse dans la vocation d'un élu est aujourd'hui une valeur proportionnellement absente par rapport à la cupidité et l'envie d'un individu face à un tiroir-caisse tout grand ouvert. Les doigts viennent inévitablement à lui crochir tant cette envie de se servir lui monte à la tête...

Je suis persuadé qu'au delà de l'application de règles rigoureuses concernant les actes de copinage, de favoritisme ou de patronage qui doivent être déterminées officiellement et réprimandées automatiquement, le reste ne tient qu'à des vœux pieux et sans conséquence.

Dans la réalité, monsieur Pratte, sans vous faire la morale, entre le copinage, le favoritisme, le patronage et la fraude, il y a une très faible marge quand des millions sont en jeu.

JACQUES DES ORMEAUX

Quel opportunisme !

NOUS AVONS appris dans *La Presse* du 24 mai que l'ancien député bloquiste Michel Bellehumeur était passé à un cheveu de porter les couleurs de l'ADQ pour la partielle de Berthier. Étrangement, ceci s'est

passé juste quelques heures avant le dévoilement de sa candidature avec le PQ dans la circonscription de Joliette. Étrangement aussi, la seule raison qui l'a empêché de faire le saut, c'était des raisons financières. Il craignait de se retrouver au chômage en cas de défaite comme candidat adéquate dans Berthier.

Si ce qui est rapporté s'avère, je me demande si cette personne n'a pas honte de son comportement. Je me demande, également, si cette personne sait au moins ce que signifie « représenter des citoyens » et ce que signifient les mots dignité, honnêteté et conscience. Personnellement, si j'étais citoyen de Joliette, non seulement je ne voterais pas pour vous, M. Bellehumeur, mais je mettrais du *liquid paper* sur votre joli nom parce que vous m'avez rendu vraiment de mauvaise humeur.

HOCINE SERDOUK
Montréal

Laissez-nous vivre !

CHACUN SAIT sait que le nombre de logements disponibles à Montréal est extrêmement restreint. On parle d'une crise lors de la prochaine saison de déménagements. Par ailleurs, le nombre de terrains (non contaminés) disponibles pour la construction résidentielle sur l'île de Montréal est très restreint, ce qui rend leurs coûts hors de portée de la grande majorité des consommateurs. Récemment, un groupe s'opposait à la construction de condos au-dessus de leur stationnement bien aimé. Un peu avant, c'était au tour des habitants des résidences olympiques de s'opposer à l'érection de condos qui auraient déparé leur paysage. Il semble que la conclusion est faite : il n'y a plus beaucoup de place !

Pendant ce temps, il est hors de question de transformer la rue Notre-Dame en autoroute puisque cela favoriserait l'étalement urbain. Finalement, la cerise sur la coupe glacée : la commission Nicolet suggère de ne pas construire de nouveau pont vers la Rive-Sud, mais plutôt d'ajouter le péage sur les liens existants.

Est-ce qu'il y a moyen de nous laisser vivre un peu ?

FRANÇOIS SAWYER
Saint-Hubert

Le casque ou le vélo

JUSQU'OU la responsabilité sociale doit-elle s'exercer envers les maladroits et les écervelés qui se baladent en vélo ? Leur imposer le port du casque, c'est l'imposer à tout cycliste. Monsieur le ministre Ménard hésiterait à le faire. En effet, il y a des cyclistes, dont je suis, qui ne tolèrent pas le casque remiserait leur vélo. Quant à l'idée de Monsieur le ministre d'une affiche publicitaire montrant un Einstein la tête casquée, je ne suis pas certain de l'à-propos. Le savant homme aurait-il senti le besoin de protéger son génial ciboulot au prix d'imposer au monde entier les contraintes qu'il se serait imposées ?

FRANÇOIS DESLONGCHAMPS
Montréal

cyberpresse.ca D'autres lettres dans notre forum interactif : www.cyberpresse.ca/lettres

Vous voulez nous écrire ?
forum@lapresse.ca

Quels intérêts la SAQ défend-elle ?

ENCORE CE printemps, la Société des alcools du Québec (SAQ) a vendu des grands crus italiens (Sassicaia, Tignanello et Solaia) à des prix faisant en sorte que les quantités demandées dépassent largement les quantités offertes. Les prix exigés étaient tellement éloignés des prix d'équilibre du marché que les bouteilles se sont écoulées dès les premières heures suivant leur mise en vente et ce, malgré l'application de quotas maximum par client. Certains de ceux qui ont été assez rapides pour mettre la main sur quelques-unes de ces bouteilles ont alors revendu ou revendront ces bouteilles en réalisant des profits appréciables. Et il semblerait que le crime organisé est présent dans ce marché secondaire.

En tant qu'actionnaire de la SAQ, je me sens floué par cette situation. Il me semble que les dirigeants de la SAQ n'agissent pas dans mon intérêt ni dans celui de la grande majorité des Québécois en fixant les prix de ces vins à des niveaux relativement trop bas. J'ai beau essayer de comprendre une telle politique de prix, je n'y arrive pas. Les grands crus italiens seraient-ils des biens dont on doit permettre l'accessibilité à ceux qui ne seraient pas assez riches pour s'en procurer aux prix d'équilibre du marché ? N'y a-t-il pas des causes sociales plus importantes vers lesquelles nous pourrions réorienter les sommes dont nous nous privons en laissant la SAQ vendre les grands crus à des prix plus bas que ceux de leurs prix d'équilibre du marché ?

PIERRE GUÉRIN



La SAQ a mis en vente de grands crus italiens bien en dessous du prix « d'équilibre », nous dit l'auteur de ce texte.

Forum

Le petit Éric se trompe

Pour qu'un enfant aime lire, il faut aussi qu'on lui vende l'idée de lire, qu'on anime les livres, qu'on fasse vivre la lecture



DOMINIQUE DEMERS
Mme Demers est écrivain. Elle a écrit ce texte à titre de chroniqueur invité à La Presse.

À TOUS LES ans, c'est pareil. Quelques semaines avant la fin des classes, un peu d'argent tombe du ciel pour l'achat de livres. Des fonds de tiroirs à dépenser « vite vite » parce que « sinon on les perd ». De septembre à mai, les profs, au primaire surtout, ont pour consigne de se débrouiller avec une poignée de livres entassés dans un local à moitié vide faussement appelé bibliothèque et puis soudain il pleut quelques dollars... trop tard.

Le groupe de Monique en quatrième année aurait fait des miracles, en janvier, avec 200 \$ de livres alors que toute la classe travaillait à un projet sur la conquête de l'espace et les sixièmes auraient fait des merveilles, en mars, avec 300 \$ d'ouvrages documentaires pour planifier leur village écologique. Et c'est sans compter Éric, Alberto et Stéphanie qui terminent leur année scolaire plus que jamais affirmés dans leur identité de non lecteur.

Un as du Nintendo

Éric, c'est un as du Nintendo. Il connaît tous les codes secrets et autres entourloupettes pour franchir les différents mondes. C'est lui qui dépanne les copains quand toutes les portes de toutes les cavernes sont fermées. Éric aurait pu trouver un roman à son goût c'est-à-dire à la mesure de ses habiletés de lecture et en accord avec ses curiosités, ses préoccupations et ses fantasmes. Mais ça ne s'est pas produit. Les jours de visite obligatoire à la bibliothèque de son école primaire de quartier, il a essayé, en toute bonne foi, de trouver un livre « pas trop pire » pour en faire un résumé. Trois fois de suite, il est tombé sur des livres moches pigés au hasard sur les rayons dégarnis.

Alors Éric a décidé, en appliquant cette fabuleuse logique des enfants, que la lecture, c'est peut-être pour Anne-Sophie, la *nerd* assise au premier rang, et pour Johanne, la prof-pas-si-pire qui essaie de les convaincre que lire fait voyager. Lui-même, Éric Goyette, sait qu'il peut parcourir des tas d'univers avec son Playstation. Il sait aussi que l'Internet haute vitesse c'est drôlement chouette, le Nintendo encore cool, la télé pas si mal et les films d'horreur au cinéma Guzzo assez rigolos. Cette année, Éric a aussi compris que les livres, ce n'est pas pour lui.

Éric Goyette se trompe. Et nos ministres de l'Éducation et de la Culture aussi. Éric se trompe parce que la lecture, c'est comme l'amour. Quand Éric m'a avoué qu'il n'aimait pas lire, je lui ai répondu que je ne le croyais pas. Qu'il se trompait, c'est sûr. Quand t'as pas de blonde, Éric, est-ce que ça veut dire que t'es pas aimable ou que tu ne peux pas aimer ? Non, hein ? Ça veut juste dire que t'as pas encore trouvé la fille qui te vires à l'envers. Ben c'est pareil avec les livres. Tout le monde peut aimer lire mais pas les mêmes livres. Comme tout le monde peut tomber en amour mais pas avec la même personne.

Les deux ministres se trompent parce qu'ils n'ont pas compris la réalité d'Éric, d'Alberto et de Stéphanie. Ils n'ont pas compris que pour aimer lire, il faut des livres. Des bons livres. Pas des vieux trucs annonçant qu'un homme vient de marcher sur la lune. Et des livres pour tous les goûts. Un échantillonnage assez riche, fort et diversifié pour que tout le monde y trouve son compte. Même Éric, Alberto et Stéphanie.

Vendre l'idée de lire

Les deux ministres n'ont pas compris que pour qu'un enfant aime lire, il faut aussi qu'on lui vende l'idée de lire, qu'on anime les livres, qu'on fasse vivre la lecture. Qu'on s'occupe vraiment de la promotion du livre et de la lecture. Pas juste avec des salons, des galas, des documents et des prix. Qu'on fasse la promotion du livre et de la lecture concrètement, efficacement, au



« Pourquoi parler de politique du livre au Québec quand, dans la presque totalité des écoles primaires, les bibliothèques sont de vieux navires sans capitaine ? »
— Dominique Demers

niveau des enfants. Qu'on les rejoigne pour vrai, directement, dans leur salle de classe, à la maison, à la bibliothèque.

Mac Donald dépense des millions en publicité pour faire la promotion d'un hamburger plein de gras et de sucre et donc éminemment délicieux pour un enfant et on s'imagine que les mêmes enfants vont spontanément tomber en amour avec la lecture simplement parce qu'on le souhaite. Les deux ministres devraient faire un test. Se mettre dans la peau d'un enfant. De six, huit ou dix ans. Prendre un livre, n'importe lequel. Le tenir debout sur une tablette ou une table, n'importe quoi. Contempler l'épîne, ce bout de carton de quelques centimètres, seule petite part du mystère du livre auquel on a immédiatement accès dans une bibliothèque et sur lequel on peut lire le titre, le nom de l'auteur et celui de l'éditeur. Passionnant ? Séduisant ? Fascinant ? Non ! Quand on a huit ans et juste l'épîne à se mettre sous la dent, il faut être tombé dans le monde du livre à la naissance pour se définir lecteur.

À l'heure actuelle, avec les politiques actuelles, tous les mois de mai c'est pareil. Quand tombe la petite manne, quand il faut dépenser vite vite de l'argent pour des livres, un prof bénévole ou un parent bénévole se rend à la librairie un samedi après-midi et dépense l'argent du mieux qu'il peut. Après, les nouveaux livres sont alignés sur un rayon, l'épîne bien en vue. Ils risquent de ne même pas être découverts par les enfants parce que le parent bénévole

ou le prof bénévole qui l'a choisi a un milliard d'autres tâches importantes à abattre après.

Pourquoi parler de politique du livre au Québec quand, dans la presque totalité des écoles primaires, les bibliothèques sont de vieux navires sans capitaine ? Tout le travail d'un bibliothécaire ou d'un technicien (entre autres la sélection, l'achat, le traitement, le prêt, la réparation et même l'animation) repose sur la disponibilité et le bon vouloir de parents bénévoles. Pas de parents disponibles ? Ça arrive parfois lorsque les deux parents travaillent... Pas de sélection, pas d'achat, pas de traitement, pas de prêt, pas de réparation, pas d'animation...

C'est tellement tellement clair, tellement tellement simple que je me demande pourquoi on continue de pondre des documents. La réalité est la même depuis des décennies. Avant d'oser parler de politique de la lecture, il faudrait régler ce petit détail : des livres et des entremetteurs. De bons livres pour tous les goûts et du personnel compétent, outillé, formé, disponible ayant pour mission de provoquer des coups de coeur et des coups de foudre, de faire découvrir aux enfants non lecteurs les bons livres disponibles. Si on ne le fait pas, l'année prochaine ce sera pareil. Seuls les noms vont changer. Au lieu d'Éric, Alberto et Stéphanie, ce sera Louis-Philippe, Aman et Marie-Pier qui quitteront l'école en croyant, dur comme fer, que la lecture, ce n'est pas pour eux.

LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



Oui, vraiment, le pouvoir corrompt...

Mauvais printemps pour le Québec, pris en souricière entre deux gouvernements à qui de trop longues années de pouvoir ont fait perdre les réflexes moraux élémentaires.

Les dernières tribulations du gouvernement Landry sont loin d'avoir l'ampleur et la gravité de la pluie de scandales qui accable le gouvernement Chrétien, mais les écarts du PQ n'en sont pas moins dévastateurs, venant d'un parti qui s'est toujours présenté comme le champion de la moralité politique.

■ ■ ■

Heureusement, il y a des aspects divertissants, ainsi cette histoire rocambolesque de chèque avec lequel le fils du ministre Boudria aurait payé la location de la maison du patron du Groupe Everest. Où l'on voit un malheureux curé d'abord refuser de répondre en alléguant « le secret de la confession » (!) puis s'embourber dans un étrange récit d'où il ressort que le chèque, d'abord oublié dans une poche, n'aurait pu être encaissé parce que deux endossements étaient requis (pourquoi deux ?).

Autre histoire qui ne manque pas de piquant, on apprenait cette semaine que l'ancien ministre péquiste Yves Duhaime commande des honoraires de 3000 \$ par jour pour agir comme démarcheur auprès du gouvernement Landry... ce qui, à supposer qu'il travaille pendant huit heures d'affilée sur le même dossier, sans prendre le temps d'avaler une bouchée ou de téléphoner à la maison, le place dans une catégorie supérieure à celle des avocats-vedettes des plus gros bureaux de Montréal, qui se contentent de facturer de 250 \$ à 350 \$ de l'heure. Pour deux mois de travail, M. Duhaime aurait empoché 187 500 \$. On ne s'était jamais douté que M. Duhaime avait une telle envergure.

Mais la question, c'est de savoir pourquoi des gens seraient assez fous pour payer si cher les services d'un homme dont ils n'ont pas besoin. Les marchands qui voulaient faire pression sur Bernard Landry (alors aux Finances) avaient déjà un avocat chez Heenan Blaikie et ils avaient déjà pu rencontrer M. Landry à plusieurs reprises. Alors quel besoin avaient-ils d'un avocat-lobbyiste ?

À moins que ces marchands aient complètement perdu la tête (or, les épiciers ont en général les pieds sur terre et l'oeil sur la caisse), il fallait que quelqu'un les y pousse en leur faisant croire qu'avec M. Duhaime comme intermédiaire, leur dossier avancerait plus vite. Et il fallait, comme l'a révélé mon confrère Denis Lessard, que ce quelqu'un ait un poste stratégique : qu'il soit, disons, directeur de cabinet du ministre.

Le scandale, ici, n'est pas que M. Duhaime monnaie ses contacts politiques. C'est que des porte-parole du gouvernement réfèrent des clients à des lobbyistes alors que l'accès aux élus devrait être direct.

C'est exactement le même problème que dans l'affaire d'Oxygène 9. Le gouvernement avait mis en place un système qui faisait transiter les subventions gouvernementales par un réseau d'amis politiques grassement rémunérés, alors que les programmes gouvernementaux devraient être accessibles à tous.

Ces paliers intermédiaires inutiles qui ne servent qu'à enrichir les amis du régime ne sont que la version moderne et sophistiquée du bon vieux patronage d'antan.

■ ■ ■

Plus traditionnel, plus cru et plus vulgaire est le patronage pratiqué par le gouvernement Chrétien — et ce pourrait être encore pire que du simple patronage (la GRC fait enquête sur des allégations de fraude concernant Groupaction).

Deux firmes amies des libéraux ont donc reçu des dizaines et des dizaines de millions pour des opérations hyper-banales visant à augmenter la « visibilité » du fédéral au Québec. Les sommes en jeu sont astronomiques, et un scandale n'attend pas l'autre.

Même Don Boudria, l'homme à qui M. Chrétien avait confié le mandat de nettoyer les écuries de l'ancien ministère d'Alfonso Gagliano, s'est placé dans un conflit d'intérêts stupide en acceptant la somptueuse maison offerte par le patron d'une compagnie que son propre ministère a comblé de contrats discrétionnaires.

Même John Manley, l'homme de confiance du premier ministre, celui qui devait redonner une image de rigueur à ce gouvernement usé et cynique, se retrouve dans une histoire nauséabonde. On apprenait hier que l'un des organisateurs de sa future campagne au leadership sollicite des contributions de 25 000 \$ de certains chefs d'entreprises... en leur suggérant d'inscrire cette contribution dans leur déclaration de revenus comme « dépense d'affaires » ! C'est avouer sans équivoque que ces généreux donateurs recevront de juteux contrats d'un gouvernement Manley.

Même Paul Martin a été éclaboussé, sa campagne au leadership ayant reçu un don du même ordre de la part d'un avocat fiscaliste qui a déjà obtenu des contrats du ministère des Finances !

■ ■ ■

Tant à Ottawa qu'à Québec, on a concocté en catastrophe des projets de loi sur l'éthique pour étouffer les rumeurs de scandales, mais dans les deux cas, c'est trop peu, et surtout, trop tard.

Tout cela va affecter les élections partielles prévues pour le 17 juin, et il est presque écrit dans le ciel que c'est l'ADQ qui en profitera. Car même si les libéraux de Jean Charest n'ont rien à voir dans ces scandales, leurs cousins d'Ottawa ont les deux pieds dedans, et les adéquistes miseront sur le dégoût croissant des électeurs pour les « vieux partis ».

Beau message de la vie, non ?



JEAN-MARIE LAPOINTE
L'auteur est animateur et comédien.

LE DIMANCHE 19 mai dernier, au Centre Bell (anciennement Molson), se tenait un rave appelé Swirl. Beaucoup de beau monde, jeune et moins jeune, dansant et fêtant au rythme d'une musique endiablée et énergisante. Bref, un très beau party. Sauf que... Sauf que, lorsque l'on prend des petites « vitamines » qui nous mettent du turbo dans les jambes ou nous stimulent les neurones, ça peut donner un cocktail explosif et dangereux. C'est ce qui est arrivé à quelqu'un de notre groupe.

Laissez-moi vous dire qu'un party prend fin drôlement vite lorsque la personne à vos côtés perd conscience et que ses signes vitaux sont au plus faibles. Mais grâce à l'intervention rapide des participants à la fête qui vous aident à vous frayer un chemin, des gens de la sécurité, des infirmiers

et des ambulanciers, notre amie s'en est tirée sans séquelles majeures mais avec une maudite belle leçon de vie.

Merci à vous tous du Centre Bell. Merci aux ambulanciers d'Urgences-Santé. Merci également au Dr. Lévesque et son équipe de l'hôpital Royal Victoria. On peut tous *tripper* au naturel ou avec des drogues dans ce genre de fête sans problème, sans se faire juger. C'est la beauté des raves.

Mais quand on *trippe* trop, y'a un problème. Non pas de société, mais personnel. De grâce, si vous allez à un rave, sachez ce que vous consommez ! Soyez conscients des effets secondaires et des risques reliés à un type de drogue ou « vitamine ».

À l'hôpital Victoria, dans la même chambre que partageait notre amie, reposait une jeune femme de 32 ans souffrant de problèmes graves de santé. Ses reins étant atteints, elle était sous traitements de dialyse avec de fréquentes complications majeures. Ses reins l'avaient empoisonnés, bien malgré elle... Elle n'avait pas eu un choix à faire. Notre amie, oui.

Beau message de la vie, non ?



Dons

Commandites

Ristournes

Coopération

VOLER DANS LES RISTOURNES

Les caisses et les membres du Saguenay et du Lac-Saint-Jean ont contribué pour 45 000 \$ de ristournes afin de venir en aide à Airmédic.

300 millions de dollars versés en ristournes cette année...

Une somme record. 300 millions qui retournent entre les mains des membres Desjardins pour qu'ils puissent décider de l'impact qu'ils veulent avoir dans leur communauté. Comme les gens du Saguenay et du Lac-Saint-Jean qui n'ont pas hésité une seconde à se lancer dans ce projet d'ambulance aérienne.



Conjuguer avoirs et êtres

www.desjardins.com



Jennifer Aniston

ACTUEL

La fleur, le pot et la citation païenne de la semaine

Page A24



Mannequin chez les tailles fortes

VISITE LIBRE: MANON MORIN

L'entrevue de Nathalie Petrowski

Page A26



Obésité

PHILADELPHIE: LA VILLE QUI VEUT MAIGRIR

Le nombre d'obèses ne cesse d'augmenter sur la planète. Pas une semaine ne passe sans qu'une étude ne vienne nous rappeler à quel point la situation est inquiétante. L'Organisation mondiale de la santé n'hésite pas à qualifier le problème de véritable épidémie. Au rang des accusés: un mode de vie sédentaire et une mauvaise alimentation. Pour le premier volet d'une série de trois reportages sur la lutte contre l'obésité en Amérique du Nord, *La Presse* s'est rendue à Philadelphie. En 1999, cette ville a été élue «la plus grosse» aux États-Unis, un titre peu enviable décerné par le magazine *Men's Fitness*. Depuis ce jour, Gwen Foster, bonne amie du maire devenue tsarine de la mise en forme de Philly, essaie de convaincre ses concitoyens de bouger plus et manger mieux. Cette femme va-t-elle réussir à convertir la capitale du «cheese steak sandwich» à la gymnastique et au tofu?

Palmarès des villes les plus grosses aux États-Unis pour l'année 2002 selon le magazine *Men's Fitness*.

1> Houston	6> Columbus
2> Chicago	7> San Antonio
3> Detroit	8> Forth Worth
4> Philadelphie	9> St. Louis
5> Dallas	10> Indianapolis




OBÉSITÉ: LA RIPOSTE

SAM	1> Philadelphie veut maigrir
DIM	2> Les solutions de Boston
LUN	3> Le modèle québécois

PHILADELPHIE — Par un mardi soir pluvieux, une cinquantaine de personnes sont réunies dans la salle paroissiale de l'église Ebenezer SDA, dans le quartier à majorité noire de South Philadelphia. Le thème de la rencontre: «See what you can be» (voyez ce que vous pouvez être), une des nombreuses initiatives de la Ville pour convaincre ses habitants d'adopter un mode de vie plus sain. Ce programme d'une durée de 14 semaines, initiative du maire John F. Street baptisée *Fun, Fit and Free*, vise surtout à promouvoir l'activité physique ainsi qu'une saine alimentation. Les «di-

plômés» qui ont réussi le programme deviennent les «coachs» de la session suivante.

«Bonsoir, mon nom est Yvonne McCoy et il n'y a pas si longtemps, je pesais plus de 400 livres. Ce soir, je suis ici pour VOUS aider», lance une femme bien en chair vêtue d'un immense t-shirt rouge. «J'ai perdu une centaine de livres par moi-même avant d'adopter le programme *Fun, Fit and Free*, poursuit Yvonne devant un auditoire attentif. J'ai deux petits-enfants et je n'étais pas capable de jouer avec eux, j'étais trop grosse. Je voulais devenir une grand-mère plus active. Je voulais porter des talons hauts, être plus sexy. J'ai perdu 85 livres de plus. Vous, que voulez-vous devenir?»

Les témoignages ne tardent pas à fuser: «Je veux être plus active, explique Bertha Lassiter, une réceptionniste qui souffre de diabète et qui souhaiterait perdre «entre 10 et 15 livres» «Je veux maigrir, je suis mal dans ma peau», m'explique George Wallace, un employé de la Ville qui a répondu à un petit carton promotionnel glissé dans son enveloppe de paie. «Je fais de l'hypertension et je suis prédisposé à faire du diabète, poursuit l'homme dans la cinquantaine.

C'est difficile car à Philadelphie, nous aimons nos *hoagies* (sandwichs très gras) mais je veux vraiment changer mes habitudes.»

Assise dans un coin, une jeune femme détonne parmi les gens obèses qui forment la majorité de l'assistance. «Moi, je suis là par prévention», affirme Annette Morris, 33 ans. «Je mange très mal et je suis essoufflée quand je monte six marches, m'explique-t-elle par la suite. La famille de mon père a tendance à être obèse. Je ne veux pas courir de risque, je veux tout de suite apprendre à gérer mon stress et à me débarrasser des fringales du milieu de l'après-midi.»

Pas étonnant que Philadelphie se soit retrouvée en tête du palmarès de *Men's Fitness*. Avec plus de 500 pizzerias pour 1,5 million d'habitants, la ville des Phillies est reconnue pour son *junk-food* et ses portions gigantesques.

En 2001, à l'initiative de Pat Tiger, président-fondateur des 76^{ers}, l'équipe de basketball locale, le maire a donné le coup d'envoi à la campagne «Perdons 76 livres en 76 jours», une sorte de régime collectif proposé à l'ensemble de la population de Philadelphie. Pendant plus de deux mois, des polices du poids équipées

d'un pèse-personne ont quadrillé les rues de la ville, n'hésitant pas à entrer dans les commerces pour peser les gens à l'improviste et leur administrer un petit sermon sur l'importance de bien manger et bouger davantage.

«Le programme a marché, les gens ont perdu en moyenne 5,3 livres», affirme Gwen Foster, 58 ans, amie d'enfance du maire et formatrice de profession qui a hérité du drôle de titre de «tsarine de la santé et de la condition physique» pour la ville de Philadelphie.

«Mais nous avons changé notre approche, poursuit cette grande femme qui, contrairement à ce que l'on aurait pu croire, n'est pas vêtue d'un ensemble de jogging, bien qu'elle assure avoir toujours une paire de chaussures de sport à la portée de la main. «Aujourd'hui, notre but est d'éduquer les gens, de leur faire comprendre qu'ils doivent adopter de meilleures habitudes de vie. S'ils mangent mieux et bougent davantage, ils vont naturellement perdre du poids.»

Voir **OBÉSITÉ** en A24
Autres textes en A25 / Une série à suivre demain dans le cahier Santé

À LIRE

Ne manquer pas aujourd'hui le cahier spécial

Les services de garde au Québec





SITE WEB DE LA SEMAINE

TAPIS DE SOURIS

> Aimer les tapis de souris au point de les scanner et d'en mettre près de 800 sur un site Internet, c'est ce qu'a réalisé un internaute français, Francis Duret. Le collectionneur a classé ses tapis par catégories : rectangulaires, ronds ou encore aux formes indescriptibles... L'ambition de l'auteur est d'être inscrit dans le *Livre Guinness des records*. Pour ce faire, le passionné fait appel à la générosité des internautes, mais propose également d'échanger les «œuvres» qu'il possède en double afin d'agrandir sa collection. Chaque tapis de souris est unique. La matière est parfois différente, les logos et les publicités varient de l'un à l'autre. Certains, au graphisme recherché, sont de véritables œuvres d'art. Derrière un site relativement basique se cachent en effet des créations dignes d'un musée. «On m'annonce même un tapis de souris en marbre...» déclare le carpe tophile. L'histoire du site est toute simple. «Vous arrivez chez votre médecin de famille au moment où il allait jeter à la poubelle une vingtaine de tapis de souris que lui offrent les laboratoires pharmaceutiques... Vous récupérez ces tapis. Vous vous prenez au jeu. Vous cherchez d'autres tapis au bureau, chez des amis et ça y est... Votre collection a démarré ! » explique Francis Duret. Bien évidemment, il est possible de détailler à loisir chaque œuvre, de l'agrandir sur son écran. Enfin, vous pouvez répondre à l'appel du vénérateur de tapis : «Fouillez vos tiroirs, fauchez celui de votre collègue de bureau et dépêchez-vous de m'en envoyer ! »

> Tapis de souris
http://tapisdesouris.free.fr

Ludovic Hirtzmann
collaboration spéciale



LES FLEURS ET LE POT

LA FLEUR

> Au chancelier allemand Gerhard Schröder, pour son courage. Celui a en effet décidé de ne pas baisser l'échine et de mener jusqu'au bout sa lutte contre les médias qui insinuent qu'il se teint les cheveux. Oui, M. Schröder est allé en cour pour demander aux tribunaux d'interdire aux journalistes de laisser entendre une telle chose. Et félicitations aussi au *New York Times*, qui a parlé au coiffeur du numéro un allemand et qui peut ainsi confirmer que la couleur du leader fédéral est bel et bien naturelle. Ah ! Que de travail bien fait.

LE POT

> À Véronique Cloutier, qui nous garde dans le noir sur sa vie privée. On a appris cette semaine qu'elle était enceinte et elle ne nous avait même pas dit qu'elle «essayait» ! Au moins Céline, elle, nous avait expliqué ses intentions et surtout ses problèmes de cycles menstruels (merci Julie Snyder). Enfin, Véronique a du temps pour se rattraper.



CITATION PAÏENNE
DE LA SEMAINE

«Le pape est en train de redéfinir ce que ça veut dire d'être complètement déconnecté du monde.»

Tim Blanks, animateur de l'émission *Fashion Files*, au sujet de la sortie du Vatican contre les actrices Jennifer Aniston et Catherine Zeta Jones, notamment, qui portent des croix comme bijoux.



QUESTION-RÉPONSE

Vous avez une question à poser à nos journalistes ?
Écrivez à actuel@lapresse.ca

Q PHILIPPE ALLARD, MONTRÉAL – Pourquoi les cartes géographiques sont-elles toujours présentées avec le nord en haut ? Pourquoi, par exemple, les pôles ne sont pas présentés dans l'axe est-ouest ?

R Les Australiens, qui ont la tête en bas depuis des temps immémoriaux, se posent sans doute la même question que vous... La réponse est simple : c'est par pure convention que le nord est situé au sommet des cartes. Les Européens, qui ont déterminé la convention, se sont commodément placé la tête en haut. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. Au Moyen Âge, les cartographes plaçaient l'est en haut des cartes, car on croyait à l'époque que le paradis était situé du côté où se lève le soleil. Puis, au 17^e siècle, le nord était souvent représenté en bas des cartes d'Europe. Les toutes premières cartes de la Nouvelle-France sont d'ailleurs bâties de cette façon. C'est avec l'apparition de l'imprimerie, qui permet une vaste diffusion des cartes géographiques, que le nord trouve finalement sa place en haut. On croit que les boussoles, qui, comme chacun sait, pointent toujours vers le nord, y seraient peut-être pour quelque chose. De nos jours, beaucoup de cartes spécialisées utilisées par les géographes, ne placent pas nécessairement le nord en haut. Et certaines cartes qui représentent des villes, comme Montréal par exemple, sont orientées en fonction des grands axes routiers plutôt que selon les repères cardinaux. L'objectif principal est de permettre une lecture facile des données. Tout cela nous amène à une autre grande question existentielle : quel est le seul endroit au monde où tous les vents viennent du nord ? Hé ! oui, le pôle Sud...



OBÉSITÉ

Suite de la page A23

Assise à son bureau, au 11^e étage d'un édifice municipal qui fait face au majestueux hôtel de ville de Philadelphie, sur le boulevard John F. Kennedy, Gwen Foster ajoute : « Le maire et moi sommes tous deux membres de l'Église adventiste du 7^e jour, une Église qui fait la promotion de la santé et du bien-être. Quand il m'a proposé le poste, je n'ai pas hésité une seconde. J'ai la ferme intention de faire de Philadelphie la ville la plus en forme aux États-Unis. »

Le défi est gigantesque. Il y a trois ans, le tiers de la population de cette ville de la côte est des États-Unis était obèse. Et rien n'indique que les choses aient beaucoup changé. Il suffit de déambuler dans les rues de la ville pour le constater. À l'heure du midi, au centre-ville, les files s'allongent devant les petites roulottes métalliques où l'on prépare des « cheese steak sandwiches », des sandwiches monstrueux contenant un amas de boeuf, d'oignons et de poivrons noyés sous une masse de fromage fondu, le tout dans un pain croustillant appelé *hoagie* — de quoi rassasier une famille complète. Inutile de dire que les habitants de Philadelphie en raffolent.

« Pardon monsieur, êtes-vous au courant du programme de promotion physique de la Ville de Philadelphie ? »

— Euh... non pas vraiment.
— Pardon madame, est-ce que vous êtes au courant que la Ville donne des cours de cuisine afin que les gens de Philadelphie s'alimentent mieux, mangent plus de légumes et de fruits ?

— Quoi ? (Regard méchant)

Visiblement, le programme n'est pas encore connu de tous.

Même les roulottes où l'on vend des contenants de fruits (beaucoup moins nombreuses que celles des sandwiches steak-fromage, faut-il le préciser) préchent la démesure. Pour 2 \$ US, votre petit contenant plastifié déborde d'énormes morceaux de melon, de fraises, d'ana-

nas, de cantaloup. Et comme si ce n'était pas assez nourrissant, cette méga-salade de fruits est accompagnée d'une banane entière. Un vrai repas, quoi !

Au Washington Square, parc situé à quelques pas du quartier historique de Philadelphie, une petite famille (papa, maman et un bambin de deux ans) mangent à même des contenants en carton-mousse des sous-marins et des frites grasses. Le petit sirote une boisson gazeuse. « Avez-vous déjà entendu parler du programme *Fun, Fit and Free* ? » demande la journaliste de *La Presse*.

« Non, et ce n'est pas à la Ville de nous dire comment manger », répond l'homme après qu'on lui eut expliqué les grandes lignes de la campagne. Fin de la conversation.

Malbouffe à perte de vue

« L'alimentation est un problème majeur chez nous », affirme Joanatha Frazer, spécialiste en nutrition qui enseigne, à titre de bénévole, tous les cours de cuisine dans le cadre du programme *Fun, Fit and Free*. Il est 7h30 le matin et nous allons au pas de course dans les rues de Philadelphie. Frazer a garé sa voiture à plusieurs kilomètres de son bureau, question de marcher un peu. « Suivez-moi, dit-elle en m'entraînant dans les couloirs sombres de Penn Station, l'équivalent de la station de métro Berri-UQAM, à Montréal. Devant nous, des couloirs à perte de vue où défilent les Dunkin' Donuts, Burger King, Wendy's, Subway et autres comptoirs de restauration rapide. C'est l'heure du petit-déjeuner et on ne compte plus les employés de bureau pressés qui font la file pour se procurer leur méga-tasse de café et leurs grosses brochés sucrées.

« Voilà comment les gens se nourrissent le matin, remarque Frazer, indignée. Dans les cours de cuisine, nous essayons de leur faire découvrir de nouveaux aliments. Nous cuisinons des plats à base de

tofu sans leur dire de quoi il s'agit. En général, ils sont agréablement surpris et il arrive même que des gens me rappellent une fois le cours terminé pour que je leur donne d'autres recettes. »

Il n'y a rien de bien sorcier dans les 10 principes sur lesquels s'appuie le programme *Fun, Fit and Free* : boire plus d'eau, se trouver un compagnon pour faire de l'exercice, manger davantage de fruits et de légumes, d'avant le temps de respirer profondément... « Ce sont des trucs simples, nous ne voulons pas décourager les gens », souligne Gwen Foster.

Ainsi, on a choisi le 15 mai comme étant la journée nationale de la bonne forme physique des employés de Philadelphie. Jusqu'en octobre, tous les midis, des instructeurs de danse aérobique animent des classes en plein air au son d'une musique entraînante, question d'attirer et surtout d'enrôler les passants. Philadelphie a également instauré un programme de fidélisation qui s'inspire de ceux des compagnies aériennes : les participants, équipés d'un podomètre, notent le nombre de pas parcourus dans une journée. Objectif : 10 000 pas par jour.

La Ville a également adopté une série de mesures, modestes mais efficaces selon Gwen Foster, pour encourager les citoyens de Philadelphie à bouger davantage : augmentation des sentiers piétons et des sentiers cyclables, ajout de supports à vélo sur les autobus, et fermeture de deux artères routières, l'East et la West River Drive, durant toute la belle saison, soit d'avril à octobre. « Notre budget est pratiquement inexistant, explique Foster. La Ville paie mon salaire, mais j'ai dû me démerder pour me payer une assistante. Nous faisons beaucoup appel aux partenaires du secteur privé. »

La Ville a également instauré *Dining on Healthy Street*, un événement mensuel au cours duquel les restos de Philadelphie servent des repas

faibles en gras et en apport calorique : Gwen Foster est une végétarienne convaincue et a même poussé l'audace jusqu'à proposer une version « *veggie* » du traditionnel cheese steak.

« Les gens n'ont pas culture culinaire, ils ne savent pas préparer les repas, explique Joanatha Frazer. Entrez dans n'importe quelle épicerie, vous trouverez les produits en solde à l'entrée du commerce : boissons gazeuses, croustilles et biscuits. Dans les quartiers défavorisés, il n'y a pas si longtemps, on ne trouvait pas de légumes et de fruits frais. Aujourd'hui, il est possible d'acheter un panier de pommes pour un dollar. Il reste à convaincre les gens de le faire. »

Ce défi, la tsarine du bien-être et de la santé compte bien le relever. Pour Gwen Foster, l'alimentation est la clé de voûte d'une bonne santé. Le matin de notre rencontre, la dame s'est levée à 4h30 pour préparer son petit-déjeuner : une lasagne à base de fèves noires, de farine de bulgur, de fromage, et de poivrons.

Devant l'étonnement de la journaliste, Gwen Foster explique : « J'étais dans l'avion l'autre jour et je me disais, on ne fait pas le plein de carburant à l'arrivée, on le fait avant le départ. C'est la même chose pour nous. Pourquoi manger le plus gros repas de la journée avant d'aller se coucher ? Je mange ainsi depuis 25 ans. Je ne veux pas transformer tout le monde en végétariens, mais je souhaite réduire leurs papilles gustatives. »

Le programme de Philadelphie donne-t-il des résultats ? Les gens sont-ils plus en forme depuis que Gwen Foster veille sur leur santé ? Au début et à la fin de chaque nouvelle session, les bénévoles du programme *Fun, Fit and Free* ouvrent un dossier pour chaque citoyen dans lequel sont consignées quelques données de base comme le poids, le taux de gras, la pression et l'indice de masse corporelle. Les mêmes mesures sont prises au

terme des 14 semaines.

« Nous préparons la publication d'un livre avant et après », explique le docteur Melicia Witt, qui participe également à un projet national de recherche sur la santé des femmes noires. Avec une équipe de biostatisticiens de l'hôpital de Pennsylvannie, cette spécialiste cumule les données recueillies, évalue les programmes proposés dans le cadre de *Fun, Fit and Free* et, de façon générale, conseille Gwen Foster qui est devenue une référence en la matière aux États-Unis. Au cours des deux dernières années, elle a parcouru le pays afin d'exposer la vision de la santé de Philadelphie et elle vient tout juste de s'envoler pour l'Allemagne où elle est allée présenter la campagne *Fun, Fit and Free* à des représentants du monde municipal allemand.

« Je n'ai pas encore de chiffres à l'appui mais je peux vous dire une chose, lance Gwen Foster avec fierté. Philadelphie occupe aujourd'hui le quatrième rang du fameux palmarès de *Men's Fitness*. C'est un début. L'objectif serait de ne plus y figurer du tout. »

Des villes pesantes

PALMARÈS des villes les plus grosses aux États-Unis pour l'année 2002 selon le magazine *Men's Fitness*.

1. Houston
2. Chicago
3. Détroit
4. Philadelphie
5. Dallas
6. Columbus
7. San Antonio
8. Forth Worth
9. St. Louis
10. Indianapolis



Une valeur sûre d'une remarquable performance.



A6 2.7T

CARACTÉRISTIQUES

Moteur biturbo de 2,7 L et 250 ch
issu de la course

Traction intégrale quattro^{MD}
qui colle à la route

Boîte manuelle à 6 vitesses, ou
boîte automatique à 5 vitesses
avec Tiptronic^{MD} disponible

Ensemble de luxe de choix avec
toit ouvrant et cuir, offert à
un prix spécial

2002 A6 2.7 T
Taux de financement à
l'achat ou Taux de
location-bail de
3,9%

Location-bail**
ou Financement*
3,9%

Lâcher, jamais.
Être prévisible, jamais.
Dormir sur nos lauriers, jamais.
Se contenter d'être bon, jamais.
SUIVRE, JAMAIS^{MC}

Aucun dépôt de garantie sur tous les nouveaux modèles A6 2002

AUTOMOBILES E. LAUZON
1384, boulevard Labelle
Blainville (QC)
(450) 430-1460

AUTO STRASSE INC.
5905, autoroute Transcanadienne
Saint-Laurent (QC)
(514) 748-6961

LES AUTOMOBILES POPULAR
5441, rue Saint-Hubert
Montréal (QC)
(514) 274-5471

LES AUTOMOBILES NIQUET
1905, boulevard Sir Wilfrid Laurier
Saint-Bruno (QC)
(450) 653-1553

PARK AVENUE AUDI
8805, boulevard Taschereau
Brossard (QC)
(450) 656-4811

304825A

304825B

AVANTAGE AUDI
SERVICES D'ENTRETIEN
PÉRIODIQUE SANS FRAIS
PENDANT
4 ANS
OU 80 000 km

*Taux de financement de 3,9 % offert aux acheteurs admissibles jusqu'à concurrence de 48 mois à l'achat des modèles A6 2.7 T jusqu'au 4 juin 2002. **Location-bail de 699 \$ par mois pendant 48 mois; taxes, immatriculation et inspection de prélivraison en sus. Acompte ou échange équivalent de 9,788,21 \$, dépôt de garantie remboursable de 0 \$ et première mensualité de 699 \$ requis. Montant dû au début du bail : 10,487,21 \$. Bail fermé de 48 mois offert aux clients admissibles par Audi Finance chez les concessionnaires participants. Livraison avant le 4 juin 2002. Taux calculé en fonction du PDSF de la Audi A6 2.7 T 2002 de 65 750 \$, incluant Boîte automatique à 5 vitesses avec Tiptronic, chaîne audio Bose de première qualité, Ensemble de commodités, Ensemble supérieur et Ensemble de luxe de choix. Total des mensualités : 33,552 \$. Contribution du concessionnaire requise, pouvant modifier la transaction finale négociée. Assurances et certaines responsabilités financières éventuelles en fin de bail assumées par le locataire. Frais de 0,20 \$/km pour le kilométrage supérieur à 20 000 km par an assumés par le locataire. Taux de location calculé en fonction d'un taux d'intérêt annuel de 3,9 % pendant 48 mois. Prix réels fixés par le concessionnaire. Demandez les détails au concessionnaire. « Audi », « quattro », « A6 » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. « Suivre, jamais. » est une marque de commerce de Audi of America, Inc. « Advantage Audi » est une marque de service de Audi of America, Inc. « Tiptronic » est une marque déposée de Dr. Ing. h. c. F. Porsche AG. ©Audi Canada 2002. Pour en savoir plus sur Audi, composez le 1 800 367-AUDI ou visitez notre site Internet, à l'adresse audi.canada.com

OBÉSITÉ: LA RIPOSTE

Un problème de société

NATHALIE COLLARD

DANS UNE société supposément obsédée par la minceur, les gens n'ont jamais été aussi gros. Les chiffres sont alarmants. Au Canada, le nombre d'obèses a augmenté de 15 % entre 1995 et 2001. Chez les enfants, les chiffres font carrément frémir les spécialistes, qui redoutent l'émergence d'une génération aux prises avec de graves problèmes de santé causés par l'embonpoint et l'obésité.

Sur la planète, l'obésité est désormais un problème plus grave que la malnutrition et ne se limite plus aux pays industrialisés. Selon un rapport de l'Obesity Task Force présenté à Genève la semaine dernière dans le cadre de la réunion annuelle de l'Organisation mondiale de la santé, la planète compterait environ 22 millions d'enfants de moins de cinq ans obèses ou souffrant d'embonpoint.

Parmi les indicateurs qui inquiè-

tent les spécialistes de la santé, l'augmentation anormalement élevée de cas de diabète 2, qui fait des ravages chez les adultes et qui s'observe aujourd'hui chez les enfants.

On diagnostique l'obésité à partir de l'« indice de masse corporelle », cette mesure adoptée à l'échelle internationale qui évalue le poids santé d'un individu.

Au palmarès des pays comptant le plus grand nombre d'obèses, les États-Unis arrivent bons premiers. Entre 40 et 60 % de la population américaine serait obèse. À l'heure actuelle, plusieurs initiatives sont mises de l'avant, parmi lesquelles une exemption d'impôt pour ceux qui auront suivi un traitement pour l'obésité, et une taxe sur la *junk food*.

Ces mesures, bien que favorablement accueillies, sont loin d'être suffisantes aux yeux du lobby qui milite en faveur d'une plus grande aide financière pour la lutte contre l'obésité.

« Il faut aller plus loin et reconnaître que l'obésité est davantage qu'un problème esthétique ; c'est un problème de santé », affirme Barbara Corkey, vice-présidente de l'Association pour la recherche sur l'obésité.

Toutes les études le démontrent : l'obésité est intimement liée au contexte socio-économique des individus. Les gens des milieux défavorisés s'alimentent moins bien et font moins d'exercice que les gens issus des classes moyennes ou aisées. Alors que, il y a 100 ans, les gens riches et prospères affichaient un ventre rond et des formes généreuses, aujourd'hui, l'élite est mince et musclée, car elle a le temps de s'entraîner et de surveiller son alimentation.

Il y a toutefois une bonne nouvelle : tous les spécialistes, tant en Europe qu'en Amérique, à Harvard comme à l'Université Laval, s'entendent lorsque vient le temps de proposer des solutions : l'activité

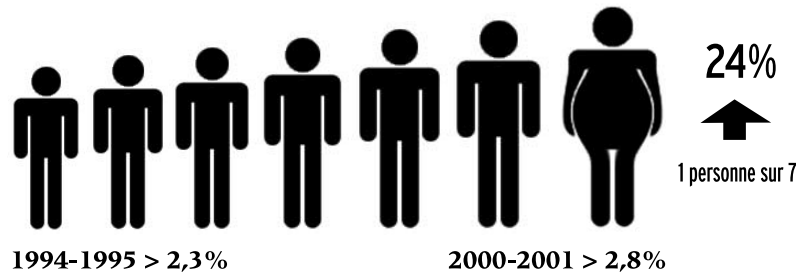
physique et une meilleure alimentation.

À l'exception d'un faible pourcentage de gens obèses pour qui la chirurgie représente la seule et unique solution, la plupart des individus pourraient améliorer leur sort en bougeant plus et en mangeant mieux. « C'est notre mode de vie complet qui est à revoir », lance le

Dr Jean-Pierre Després, de la chaire d'études sur l'obésité de l'Université Laval. Il faut ralentir le rythme et retrouver le temps de pratiquer des sports en famille et de préparer des repas équilibrés. »

Selon le Dr Després, « le problème de l'obésité est davantage qu'un problème de santé : c'est un problème de société ».

Évaluation du nombre de canadiens obèses (en milliards)



Source: Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes

Louise Samson, la bonne fée des obèses

NATHALIE COLLARD

LOUISE SAMSON revient de loin. En l'espace de trois ans, cette résidente de Québec a perdu plus de 200 livres. « J'ai déjà pesé 391 livres, dit-elle. Je me déplaçais en chaise roulante, j'avais de la difficulté à respirer, à dormir. »

Un jour, un médecin lui propose la seule solution qui s'offre aux personnes souffrant d'obésité morbide : la chirurgie. Après une longue réflexion, l'ex-directrice artisti-

que du Festival de Lanaudière accepte enfin. Aujourd'hui, après avoir subi une déviation biliopan-créatique (une opération qui consiste à réduire le volume de l'estomac et à « brancher » le tube digestif au petit bout de l'intestin), elle remercie le ciel. « Ma vie a complètement changé, lance-t-elle avec enthousiasme. Je marche de quatre à cinq kilomètres par jour et je m'entraîne dans un gym trois fois par semaine. Je peux entrer dans une boutique, essayer un veston et... il tombe bien. »

« L'autre jour, dans un magasin, j'ai vu une belle fille qui devait peser entre 350 et 400 livres, poursuit Louise Samson. Elle marchait avec une canne, elle était essoufflée. Je l'ai accostée et, au risque de la fâcher, je lui ai laissé mon numéro de téléphone. Je sais exactement ce qu'elle vit et je peux l'aider. »

Depuis son opération, Louise Samson est devenue une sorte de mère Teresa auprès des gens souffrant d'obésité morbide. Elle a mis sur pied des groupes de soutien

car, dit-elle, l'échange entre personnes vivant la même chose est primordial. « Avant de subir l'opération, j'ai voulu rencontrer des gens qui étaient passés par là, raconte-t-elle. Ils m'ont tous dit avoir vécu une renaissance. Même ceux qui avaient failli mourir disaient qu'ils le referaient sans hésiter. Ces rencontres ont été le moment le plus important de toute ma vie. »

L'opération, qui dure entre deux et trois heures et qui nécessite seulement quelques jours d'hospitalisation, a des conséquences physiques importantes. « Je ne peux pas boire et manger en même temps, explique Louise Samson. Je dois ressentir la soif avant de boire quelque chose. Il y a toute une rééducation alimentaire à faire. Il faut apprendre à vivre avec un nouveau corps. »

Outre les inconvénients physiques, il y a l'impact psychologique. Maigrir de 200 livres en l'espace d'un an, c'est un choc. Or, le suivi postopératoire est nettement insuffisant, selon Louise Samson. « Tout ne rentre pas dans l'ordre après l'opération, dit-elle. On est souvent anxieux, désemparé. On a le goût d'en parler à quelqu'un. »

Cette dynamo, qui est également directrice artistique du Club musical de Québec, a donc décidé de prendre les choses en main. Elle organise des rencontres dans les locaux de l'hôpital Laval, à Québec, qui attirent environ 150 personnes chaque fois. « Cent cinquante obèses, précise Louise Samson en souriant. Il faut être préparé à les recevoir. On vient tout juste d'obtenir une subvention pour acheter des chaises. »

En peu de temps, Louise Samson est devenue une référence dans toute la province. « À un point tel que la Régie de la santé m'a déjà appelée au travail pour me confier des cas », raconte-t-elle en riant.

Une situation inacceptable, que



Photo CP

Depuis son opération, M^{me} Samson marche de quatre à cinq kilomètres par jour.

Louise Samson souhaiterait améliorer. Pour ce faire, elle a mis sur pied une fondation et organise des activités de financement, comme un concert bénéfice qui aura lieu le 12 novembre prochain à Québec et qui mettra en vedette le violoniste de renommée internationale Maxim Vengerov.

En attendant que le gouvernement fasse sa part lui aussi...



Louise Samson en 1998, en compagnie de son mari (à droite) et d'un ami de la famille. C'était avant l'opération chirurgicale qui lui a permis de perdre 200 livres en deux ans.

Découverte d'une hormone régulatrice de poids

LINDA JOHNSON
Associated Press

TRENTON, New Jersey — Les abonnés aux régimes amaigrissants ont de nouvelles données pour mieux comprendre pourquoi ils ont de la difficulté à ne pas reprendre le poids perdu.

La ghréline, une hormone nouvellement découverte qui stimule l'appétit, augmente dans le sang après un régime. Ce phénomène pourrait expliquer pourquoi ceux qui font des régimes sévères pour perdre du poids finissent souvent par reprendre les kilos perdus, avance une nouvelle étude américaine publiée jeudi dans le *New England Journal of Medicine*.

Cette étude toutefois restreinte, menée uniquement sur de grands obèses, souligne la présence en grande quantité de cette hormone, fabriquée par les cellules de l'estomac, après la perte de 80 à 100 kilos. En revanche, cette même hormone n'a été retrouvée qu'en très petite quantité dans le sang de personnes ayant beaucoup maigri (certaines jusqu'à 160 kilos) à la suite d'une dérivation gastrique, une intervention chirurgicale pratiquée chez les personnes très obèses qui consiste à dériver le trajet de la nourriture.

Grande Vente Bonjour Soleil !

PISCINE HORS-TERRE CARIBBEAN ÉQUIPÉE

À partir de
1499\$
Installation incluseLA PLUS GRANDE SÉLECTION DE
MEUBLES DE JARDIN AU QUÉBEC !ACHETEZ
MAINTENANT
ET PAYEZ
EN 2003*MEILLEUR
BAS PRIX
GARANTISPA
VESUVIUS
DE INFINITI**À PARTIR DE
6195\$

**FABRIQUÉ PAR MAAX

* Certaines conditions s'appliquent.
Voir détails en magasins.
Photos à titre d'illustration seulement.ACHETEZ
MAINTENANT
ET PAYEZ
EN 2003*SPA ATLANTIS
DE INFINITI**

À PARTIR DE

5895\$

**FABRIQUÉ PAR MAAX

CLUB
PISCINE

Alma (418) 480-2550 1390, avenue Du Pont Sud	Chicoutimi (418) 545-2550 1657, boul. St-Paul	Joliette (450) 755-2582 341, boul. Antonio-Barrette	Longueuil (450) 463-3112 620, place Trans-Canada	Lévis/Québec (418) 833-0165 5220, boul. Rive-Sud	Sherbrooke (819) 822-2582 4796, boul. Bourque (Rock Forest)	St-Jérôme (450) 436-9814 2391, boul. Labelle (Lafontaine)	T-Rivières (819) 375-7771 5825, boul. Royal	Victoriaville (819) 357-9231 54, rue Girouard
Blainville (450) 433-7886 1150, boul. Caré-Labelle	Drummond (819) 477-7684 3725, rue Georges-Couture	Auteuil/Laval (450) 628-3372 4925, boul. des Laurentides	Mont-Tremblant (819) 425-2711 1525, Route 117 (St-Jovite)	Vanier/Québec (418) 687-4270 687, boul. Pierre-Bertrand Sud	St-Eustache (450) 473-0211 232, rue Dubois	St-Luc (450) 348-4316 172, rue Moreau	Val D'Or (819) 825-8537 1387, 6e Rue	
Brossard (450) 678-5333 6655, boul. Taschereau	Gatineau (819) 568-1491 550, boul. La Gappe	Chom./Laval (450) 973-7733 3615, Autoroute Laval Ouest	Pierrefonds (514) 696-2582 14920, boul. Pierrefonds	Repentigny (450) 585-0100 545, rue Notre-Dame	St-Georges (418) 228-3904 18655, boul. Lacroix	Sorel (450) 561-1033 206, rue du Collège	Valleyfield (450) 371-6169 885, boul. Langlois	
Châteauguay (450) 698-2582 279, boul. D'Anjou	Granby (450) 777-6611 960, rue Principale	S-Y-P/Laval (450) 661-5533 4583, boul. Lévesque Est	P-A-T (514) 640-0100 11750, rue Sherbrooke Est	Rimouski (418) 723-1692 905, rue Lausanne	St-Hyacinthe (450) 774-2901 5400, boul. Laurier	Terrebonne (450) 471-9903 1715, chemin Gascon	Vaudreuil (450) 455-5267 910, boul. Harwood	De plus, visitez-nous au www.clubpiscine.ca

VISITE LIBRE

MANON MORIN

Bien dans sa peau

Manon Morin a rêvé d'être joueuse de hockey, championne de patinage artistique, prof d'aérobic et skieuse professionnelle. En lieu et place, elle est devenue mannequin chez les tailles fortes... Depuis trois ans, elle figure parmi les noms les plus en demande à Montréal, à Toronto et à New York où elle a fait les couvertures du magazine *Mode* et participe à d'innombrables défilés pour Macy's, Bloomingdale's et I.N.C. Portrait d'une fille forte et fière de l'être.



NATHALIE PETROWSKI
npetrows@lapresse.ca

LA PREMIÈRE CHOSE qui frappe en rencontrant Manon Morin, ce n'est pas son corps qui habille 16 ans, son poids (200 livres) ni ses 5 pieds 11 pouces. C'est son visage dont l'ovale parfait et doux, auréolé de longs cheveux blonds, lui donne l'air d'un ange.

La deuxième chose qui étonne, c'est son allure presque juvénile. Dans les magazines où elle pose en tailleur, en tunique ou en jupe longue amincissante, Manon Morin fait 35, 37 ans, ascendant secrétaire de direction ou directrice d'école. En personne, on lui donnerait à peine 20 ans et un bac en écologie.

Une chose demeure la même en photos comme dans la vie: Manon Morin est une très jolie fille. Une fille qui, du temps où elle était serveuse au Sherlock's rue Sainte-Catherine, faisait tourner les têtes des clients qui, au moindre claquement de doigts, n'auraient pas hésité à se précipiter à ses genoux.

Il y a cinq ans, Manon n'avait pourtant pas une taille de guêpe ni le poids plume d'une top-modèle. Elle était déjà bien enveloppée et tout en rondeurs. Sa taille forte ne correspondait pas aux canons de minceur, voire de maigreur en vogue dans tous les magazines féminins. Malgré cela, elle *pognait* plus que la moyenne des filles. Sa beauté n'y était pas étrangère, mais il y avait plus que cela. Contrairement à la plupart des femmes qui sont toujours à cinq kilos de leur bonheur, Manon se foutait éperdument de son poids. Pour elle, ce n'était ni une obsession, ni un complexe, ni même une préoccupation.

Comme les autres

Ce ne fut pas toujours le cas. À l'adolescence, alors qu'elle grandissait à Rouyn-Noranda, Manon se sentait différente de ses amies et n'aimait pas nécessairement la sensation.

«Quand t'as 14, 15 ans, tu veux être comme les autres. Tu veux t'habiller comme les autres, tu veux tout faire comme les autres. Le plus dur pour moi a été de ne pas pouvoir échanger des vêtements avec mes amies qui étaient toutes plus petites que moi. Quand t'es ado, échanger du linge avec ta meilleure amie, ça fait partie d'un rituel. Moi, je n'ai pas connu ça. Je me suis rattrapée en devenant mannequin. Le jour où j'ai découvert que je pouvais échanger du linge avec les autres filles, ça a été une révélation, un *thrill* extraordinaire.»

Adolescente, Manon a suivi des régimes qui ne donnaient jamais rien. Pour compenser, elle s'est mise au sport. D'abord au patinage artistique, puis à l'aérobic et au ski qui est encore sa grande passion. Au plus fort de sa compulsion sportive, elle s'entraînait entre 15 et 20 heures par semaine. Elle était plus musclée, mais pas plus mince.

Elle avoue maintenant que le sport était un exutoire, une façon de contrôler et de dompter son corps. C'est bien fini.

Aujourd'hui, elle continue de s'entraîner une heure par jour, mais sans arrière-pensée ni désir absolu de maigrir. Le voudrait-elle qu'elle n'en aurait pas le droit. Un contrat avec la chaîne Addition-Elle l'oblige à maintenir son poids actuel.

«Un jour, j'ai compris que mon corps voulait être à un certain poids et que peu importe ce que je faisais, cela ne changeait rien, je revenais toujours à mon point de départ parce que la nature m'avait faite ainsi», raconte-t-elle.

Une révolution

Ce jour-là, Manon a cessé de se battre contre son corps. Du revers de la main, elle a chassé les complexes et fait taire les voix mesquines qui lui chuchotaient qu'elle était trop grosse. Ce jour-là Manon a décidé de s'accepter telle qu'elle était. C'était à prendre ou à laisser.

Ce revirement ne pouvait pas mieux tomber. Il y a cinq ans, les femmes rondes étaient en effet à l'aube d'une révolution. Plusieurs d'entre elles, excédées de ne

pas se reconnaître dans l'armée d'anorexiques qui peuplaient les magazines, commençaient à ruer dans les brancards, à faire valoir que la moyenne des femmes nord-américaines portaient du 12 ans et que ce décalage trompeur entre la réalité et les images glacées avait assez duré.

Leur discours revendicateur fit son chemin dans la société et entraîna l'industrie du vêtement vers un marché inexploré: le marché des tailles fortes. C'est à cette époque d'ailleurs que la chaîne Addition-Elle, créée en 1979 à Montréal par Max et Shirley Konigsberg, ouvrit une division sport, puis une autre vouée aux sous-vêtements et à la lingerie séduisante. Aujourd'hui, les nombreuses divisions d'Addition-Elle sont réunies sous le chapeau de Mode Shirmax qui vient d'être racheté par la chaîne Reitmans. La petite entreprise vaut maintenant 140 millions, emploie 2000 personnes et a ouvert des dizaines de boutiques dans toutes les grandes villes canadiennes. À chaque changement de saison, on peut voir leurs encarts publicitaires dans tous les grands journaux. Manon Morin y occupe toujours une place de choix en tenue sport, en tenue de ville ou en déshabillé sexy.

L'idée d'une cliente

L'idée de devenir mannequin n'est pas d'elle mais d'une cliente du Sherlock's. Un jour, la dame lui a signalé un article sur l'Agence Viva de Montréal qui se spécialisait dans le mannequin taille forte.

Intriguée, mais convaincue qu'on l'enverrait promener, Manon Morin prit néanmoins rendez-vous. Peu de temps après, elle obtenait son premier contrat.

Pendant deux ans, Manon fut mannequin à temps partiel pour Addition-Elle et pour les grands magasins tout en continuant à servir au Sherlock's, à donner des cours d'aérobic et à étudier en éducation physique à l'UQAM.

«C'est sans doute le moment de ma vie où j'ai été le plus mince, confie-t-elle. Je faisais tellement de choses à la fois pour gagner ma vie que je n'avais plus le temps de manger, de dormir ni de rien.»

Au bout de la troisième année, sa carrière de mannequin décolle en grand. Après Montréal, le marché s'ouvre pour elle à Toronto puis à New York. Tant et si bien qu'en 1998, elle décide de fermer boutique à Montréal et de s'installer dans la Grosse Pomme. L'aventure new-yorkaise a duré trois ans. En janvier dernier, Manon a décidé d'y mettre fin et de revenir vivre à Montréal pour une question d'ambiance et de qualité de vie. Elle continue d'avoir des contrats à New York et affirme qu'il lui suffit de travailler une fois par mois pour maintenir un train de vie confortable.

Moins compétitives

La table de son condo dans le Vieux-Montréal croule sous les numéros du magazine américain *Mode* (rebaptisé *Grace*) où elle a longtemps travaillé et travaille encore.

«À New York, les mannequins taille forte forment une sorte de clan, raconte-t-elle. Nous sommes environ une quarantaine de filles, donc beaucoup moins nombreuses que les tailles régulières, et nous avons un fun noir

à travailler ensemble.

«Règle générale, poursuit-elle, les tailles fortes sont des filles beaucoup moins compétitives que les tailles régulières. La rivalité entre les tailles fortes est pratiquement inexistante, sans doute parce que les filles sont plus âgées, plus *matures*, moins *pognées* et surtout, mieux dans leur peau. Dans le fond, être mannequin taille forte, c'est plus facile. Contrairement aux tailles régulières, on ne s'empêche jamais de manger, de boire, de vivre, d'avoir du fun et de se sentir belles.»

Le monde de la taille forte n'est pas parfait pour autant. À ce chapitre, Manon y changerait bien deux ou trois choses. Elle aimerait entre autres pouvoir entrer dans n'importe quelle boutique et y trouver des vêtements à sa taille. Ce n'est pas encore le cas. Loin s'en faut.

«À part pour des chaînes comme Gap ou Old Navy, je suis condamnée à m'habiller dans des chaînes spécialisées. Je n'ai rien contre les vêtements d'Addition-Elle, surtout qu'ils font de gros efforts depuis quelque temps pour produire des vêtements plus jeunes et sexy. Ce n'est pas à eux que j'en veux. C'est aux autres qui nous excluent et qui nous confinent à une mentalité de ghetto.»



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse©

Manon a une théorie sur l'absence des Calvin Klein, Gucci ou Chanel chez les tailles fortes. «La raison est simple. C'est beaucoup plus difficile de travailler une taille forte. Faut couper, faut suivre les courbes alors qu'avec une planche, tu peux couper les yeux fermés.»

Au ghetto des boutiques s'ajoutent les préjugés des éditeurs de magazines féminins. Manon rêve du jour où des revues comme *Elle*, *Vogue* ou *Marie-Claire* incluront les tailles fortes parmi les mannequins réguliers. Comme si de rien n'était.

«Sans l'annoncer au crayon gras et au néon, précise-t-elle. Pour que l'oeil des gens s'habitue à voir toutes sortes de femmes, dans toutes les tailles.»

Même si elle se sent bien dans sa peau, Manon aimerait que la perception soit partagée.

«L'autre jour, une de mes copines est allée à un *casting*, raconte-t-elle. Elle avait la bonne couleur de cheveux, la bonne attitude, la bonne taille. Il y avait un seul problème: le photographe la trouvait trop jolie. Sous-entendu, une taille forte n'a pas le droit d'être séduisante. Elle peut être fine, drôle, de bonne humeur. Sexy? N'y pensez pas.»

Malgré les préjugés inévitables, Manon trouve que les choses changent. Lentement mais inéluctablement. En guise de preuve, elle ouvre un magazine où elle apparaît en corset mauve à la *Moulin Rouge*, puis plus loin dans un pyjama en soie débou-tonné jusqu'au nombril. Les photos sont sensuelles et une tantinet provocantes. Manon s'en trouve ravie. Le fait que ses rondeurs y soient proéminentes ne la dérange pas le moins du monde.

«J'aime ces photos d'abord parce que j'aime les sous-vêtements que je porte. Je n'ai pas l'impression qu'ils ont été taillés dans les rideaux de ma tante et puis j'aime l'image que je projette: l'image sensuelle, sexy, d'une femme quoi.»

Ce regard que Manon lance sur elle-même, bien des femmes plus minces qu'elles seraient incapables de l'assumer. Elles se trouveraient toutes sans doute trop grosses, trop ci, trop ça. Mais Manon vit dans un autre monde. Un monde où les tailles fortes sont reines et où leurs rondeurs sont célébrées. Un monde qui gagne à être connu. Et regardé sans filtre amincissant ni préjugés.

SI VOUS ÉTIEZ...

> **Une ville:** Montréal, une ville confortable, sympathique. C'est chez moi.

> **Un meuble:** Un divan. C'est chaleureux et douillet comme un *chum*.

> **Un film:** *La vie est belle* de Roberto Benigni. Pour sa vérité.

> **Une actrice:** Sharon Stone. Parce qu'elle est simple et gracieuse.

> **Une drogue:** Le soleil. Surtout en hiver quand il brille sur la neige.

> **Une religion:** Le sport

> **Une chanson:** *True Colours* de Cyndi Lauper.

> **Une partie du corps:** La bouche. Parce que tout passe par la bouche: parler, manger, caresser, embrasser.

> **Un remède:** La musique. Ça me détend et me fait réfléchir.

> **Un héros de l'histoire:** Ma mère. Une femme qui a traversé beaucoup d'épreuves sans pour autant perdre son énergie et sa détermination. C'est mon idole.

> **Une maladie mortelle:** Mourir d'amour...

La princesse et le roturier

Agence France-Presse

TRONDHEIM (Norvège) — La princesse Märtha Louise de Norvège a pris pour époux l'écrivain Ari Behn hier, dans la cathédrale médiévale de Trondheim, une union qui risque de porter un nouveau coup à une monarchie norvégienne déjà affaiblie.

Vêtue d'une robe en soie beige clair qualifiée de « gothique » par ses créateurs, la fille aînée du roi Harald et de la reine Sonja est arrivée en carrosse au pied de la cathédrale de Nidaros, le sanctuaire national — qui a gardé l'ancien nom de la ville, capitale du pays avant Oslo —, lieu de sacre traditionnel des souverains norvégiens.

Malgré un ciel quelque peu menaçant, des dizaines de milliers de personnes, certaines venues spécialement d'Oslo à près de 600 km de là, s'étaient massées derrière les barrières métalliques installées le long du trajet emprunté par le cortège nuptial. Les vitrines des boutiques aux alentours étaient toutes parées de longues bannières vert et rose bonbon, les deux couleurs — très critiquées — de la noce. Pour ceux qui n'avaient pas la chance de compter parmi les 1200 privilégiés admis dans la cathédrale, des écrans géants placés dans la rue diffusaient les images de la cérémonie religieuse au cours de laquelle la princesse, grande amatrice de contes de fées, n'a pu s'empêcher de verser quelques larmes.

Écrivain dandy, roturier touche-à-tout, Ari Behn est un personnage haut en couleur, dont le passé sulfureux contraste avec la sobriété de la famille royale norvégienne. Né de parents hippies le 30 septembre 1970 et ayant passé une partie de son enfance au sein d'une commune, Ari Behn a fait ses études dans une école de pédagogie avancée avant d'obtenir un diplôme de premier cycle en histoire de la religion et un autre diplôme de deuxième cycle en histoire des idées. Son curriculum vitae signale qu'il a été tour à tour



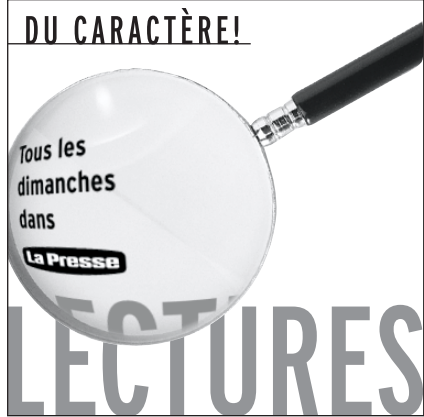
Le passé sulfureux de l'écrivain Ari Behn, qui a épousé hier la princesse Märtha Louise, contraste avec la sobriété de la famille royale norvégienne.

assistant dans un jardin d'enfants, magasinier et producteur d'émissions télévisées. C'est surtout cette dernière facette qui a marqué l'esprit des gens. Les Norvégiens ont encore en mémoire son documentaire sur Las Vegas, où on le voit dans une chambre d'hôtel avec deux prostituées consommant de la cocaïne.

Enquêtant sur ses activités nocturnes, un reporter l'a qualifié un jour de « cauchemar des videurs » dans un article qui avait suscité une telle colère chez l'intéressé que celui-ci avait défié son auteur de se battre en duel. La presse se moque aussi des prétentions intellectuelles d'Ari Behn, auteur d'un seul ouvrage de 90 pages qu'il a mis quatre ans à écrire, *Trist som faen* (« Putain de tristesse »). Le jeune

homme se qualifie volontiers d'« homme de lettres », affirmant qu'il représente avec ses amis « le nouveau vin » de la culture norvégienne, comme il l'a clamé une fois du haut d'une table dans un café. Au lendemain des attentats du 11 septembre, son séjour de deux semaines à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan — parce qu'il est « important que l'homme de lettres soit au plus près de l'action » n'avait pas manqué non plus de provoquer des rires sous cape.

« Bien sûr que c'est un personnage controversé mais il est cool. Et puis aujourd'hui, c'est jour de fête. De toute façon, on aime tous les scandales », commentent main dans la main Olav et Camilla, deux étudiants de 24 ans.



Vivez LEXUEUSEMENT

IS300

498\$ par mois*

48 mois

*Comptant 5000\$ ou échange équivalent. Modèle annoncé: bd192m-am valeur de 37,820\$. Détails et conditions sur place. Taxes en sus.

LEXUS À la conquête de la perfection.

ES300

Vimont LEXUS

255, BOUL. ST-MARTIN EST, LAVAL (ANGLE BOUL. DES LAURENTIDES)

Tél.: (450) 668-2710 SANS FRAIS: 1 800 625-3987

www.vimontflexustoyota.com

Märtha Louise, princesse sans vocation

Agence France-Presse

TRONDHEIM — Davantage portée sur l'équitation et la lecture de contes pour enfants que sur les obligations officielles, la princesse Märtha Louise de Norvège n'a, à bien des égards, de princesse que le titre.

Bien que fille aînée du roi Harald et de la reine Sonja, Märtha Louise ne devrait, en principe, jamais monter sur le trône, promis à son frère cadet Haakon.

Un amendement constitutionnel autorise certes, depuis 1990, la transmission de la couronne de Norvège à une femme mais cette règle non rétroactive ne s'applique pas à la descendance du couple royal actuel.

Cela n'a cependant rien pour déplaire à cette jeune femme de 30 ans, souriante, moderne et populaire, qui ne semble pas se préoccuper des obligations liées à son rang.

« Je ne sais toujours pas à quoi les princesses peuvent bien servir, expliquait-elle, dans une biographie parue l'an dernier. Mais je sais que je peux contribuer à définir leur rôle. »

Un rôle qui doit de toute évidence être minimaliste à ses yeux : la princesse Märtha Louise a en effet renoncé au début de l'année à son titre de « Majesté royale », ce qui la dispense d'obligations officielles tout en lui permettant d'exercer la profession de son choix.

Elle a dans ses cartons un programme de télévision où elle lira des contes pour enfants et un projet de société pour gérer ses futures occupations et interventions.

Née le 22 septembre 1971, Märtha Louise a reçu le plus clair de son éducation dans une école publique ordinaire. Son baccalauréat de langues étrangères en poche, elle s'est envolée pour l'Angleterre pour y suivre des cours de littérature anglaise à Oxford ainsi que des cours d'équitation, sa véritable passion.

De retour en Norvège, elle choisit une formation de... kinésithérapeute, un autre de ses passe-temps favoris. C'est d'ailleurs par l'intermédiaire de la physiothérapie qu'elle a rencontré son futur mari, la mère d'Ari Behn enseignant cette discipline.

La THALASSOTHÉRAPIE à PASPÉBIAC

Définitivement des vacances extraordinaires!

AUBERGE DU PARC

www.aubergeduparc.com

1 800 463-0890

Zellers

Meilleur, jour après jour

Nous avons coupé les prix des consoles PlayStation®.

PS one®

60\$ DE MOINS

Prix CISEAUX

79⁹⁶ ÉTAIT 139.97\$

PS2®

147\$ DE MOINS

Prix CISEAUX

299⁸⁶ ÉTAIT 446.88\$



Certains jeux PS one® et PS2® ont aussi été réduits. Voyez notre assortiment en magasin. Prix en vigueur à compter du samedi 25 mai 2002.

La Presse
25 mai 2002

Page A28 manquante

Frisbee extrême

SYLVIE ST-JACQUES
collaboration spéciale

VOUS ADOREZ lancer le frisbee mais seul votre chien accepte de jouer avec vous ? Bonne nouvelle ! À Montréal, les 500 membres de l'Association de *Ultimate* de Montréal (AUM) partagent votre passion pour ce fameux disque qui annonce le retour de l'été. À partir du début de juin et ce, jusqu'à la mi-septembre, une soixantaine d'équipes se rencontreront chaque semaine pour jouer au *Ultimate frisbee*, un sport original et fort sympathique.

En septembre 1999, Patricia Young du quotidien *Globe and Mail*, illustrait de façon métaphorique ce sport affectionné par les membres de la Génération X. « Si le soccer sortait dans un bar et, sous l'effet de l'alcool, passait la nuit avec un frisbee, l'*Ultimate* serait leur enfant illégitime. » Poétique, n'est-ce pas ?

Ce n'est pas une secte, ils semblent en plein contrôle de leur es-

prît, mais l'enthousiasme que les membres de l'AUM démontrent envers leur sport préféré est un tantinet fanatique. S'il faut croire Benoît Lussier, professeur au Cégep Ahuntsic qui a découvert l'*Ultimate* il y a un an, le fair-play et l'esprit amical qui entourent le jeu sont l'essence même de ce sport très populaire dans les provinces de l'Ouest. « À la fin de chaque match, l'équipe perdante doit chanter une chanson de son cru à celle qui a remporté la victoire », affirme Benoît Lussier. Renfrognés, mauvais perdants et concurrents déloyaux, s'abstenir...

L'*Ultimate* se pratique avec un disque (ne l'appellez pas frisbee) par des équipes composées de sept joueurs. Hybride du soccer, du flag football et du soccer, le but du jeu est de marquer dans des buts dans la zone de l'équipe adverse. Les matchs se disputent sur des espaces gazonnés d'une superficie équivalente à celle d'un terrain de soccer. L'AUM a élu domicile sur les terrains de l'Hôpital Douglas à Ver-

dun qui lui servira de quartier général tout l'été.

« La distance à courir est aussi grande qu'au soccer, c'est donc un sport qui tient en forme », explique Benoît Lussier. « De plus, puisqu'il n'y a pas d'arbitre et qu'un joueur qui croit avoir été victime d'une faute de la part d'un adversaire revendique lui-même l'erreur, ça rend le climat amical. »

L'AUM compte des joueurs de tous les calibres, des équipes entièrement féminines, masculines et mixtes. Ceux qui seraient intéressés à s'initier au *Ultimate* peuvent assister à des matchs qui ont lieu sur le site de l'Hôpital Douglas à Verdun tous les mardis et jeudis soirs de l'été, à compter de 18h30. L'AUM prévoit aussi des « ateliers » où les joueurs peuvent perfectionner leur technique de lancer. Pour s'inscrire ou obtenir de plus vastes informations quant à la formation des équipes, le programme de la saison et l'historique du *Ultimate*, consultez le site de l'AUM www.montrealultimate.ca.



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse

Claudie Turcotte, René-Martin Trudel et Michel Blanchette, trois adeptes de l'Ultimate

Petit lexique «frisbien»

LE VOCABULAIRE employé dans un match d'*Ultimate* est aussi imagiatif que celui des matchs de quidditch pratiqué par Harry Potter et ses amis. En voici un aperçu.

-Faire un « Ho » : Une plongée aérienne qui donne suite à un atterrissage horizontal au sol.

- Les « disheads » : les joueurs.

- Le « mac » : passer le disque dans les airs à une personne qui se trouve à côté de soi. Préféablement, cette personne sera dans la même équipe.

- Faire un « huck » : un lancer puissant qui fera l'envie de plusieurs quarts arrières professionnels.

- Faire un « scooby » : pas le temps pour un « huck » ? Incapable de maîtriser le « mac » ? Un « scooby » consiste tout simplement à pousser le disque en direction d'un coéquinier.

Claudia irrite ses voisins

Associated Press

LONDRES — Le mannequin allemand Claudia Schiffer a provoqué la colère des villageois hier en obtenant la fermeture d'un ancien chemin près de son manoir, où elle doit célébrer son mariage aujourd'hui avec le producteur britannique Matthew Vaughn.

Le conseil municipal de Suffolk a accepté de fermer temporairement le chemin pédestre qui longe Colldham Hall à Stanningfield, dans le Sud-Ouest de l'Angleterre, pour des raisons de sécurité. La paroisse locale a toutefois estimé que la mesure « dépassait les limites ».

Pourquoi ne pas nous laisser votre manteau?

Confiez vos précieuses fourrures à la Baie,
premier choix en soins de fourrures

- Entreposage professionnel à basse température
- Assurance mondiale
- Nettoyage et entretien dans les règles de l'art
- Réparations

Vous en avez assez de votre vieille fourrure?
Laissez-nous vous aider!

- Échanges acceptés
- Remodelages
- Rasage et teinture
- Estimation gratuite

Appelez-nous, le ramassage est gratuit (dans certaines régions)
ou apportez votre manteau à votre magasin la Baie.
Infos : (514) 289-8661



la  aie

J'aime, j'achète!





Nous avons découvert un nouvel univers de plans téléphoniques.

OBTENEZ UN RABAIS SUPPLÉMENTAIRE DE 10 % sur le service local, l'interurbain et Internet avec le BonPlan^{MC} de Sprint Canada. Passez à Sprint Canada afin d'obtenir le BonPlan sur mesure. En effet, chaque BonPlan est entièrement personnalisé. Ainsi, vous ne payez que pour ce dont vous avez besoin. Si vous vous abonnez maintenant, vous obtenez, en plus, un rabais mensuel de 10 % sur vos frais** du service local, interurbain et Internet jusqu'à la fin de l'année. Plus vite vous changez, plus vous économisez !

SERVICE LOCAL RÉSIDENTIEL

Vous obtenez une **ligne de base avec juste les fonctions dont vous avez besoin**

Ligne de base plus 1 fonction	29,95 \$
Ligne de base plus 2 fonctions	33,95 \$
Ligne de base plus 3 fonctions	35,95 \$
Ligne de base plus 4 fonctions	37,95 \$
Ligne de base plus 5 fonctions	39,95 \$

Vous profitez, en plus, d'un rabais mensuel de 10 % jusqu'en janvier 2003

Vous faites votre choix parmi nos nombreuses **fonctions** dont

- Messagerie vocale
- Appel en attente
- Renvoi automatique
- Afficheur
- Conférence à trois
- Et bien d'autres encore...

Le transfert du service ne vous coûte pas un sou. Nous prenons les dispositions auprès de votre ancienne compagnie de téléphone. Vous recevez **comme avant** :

- Numéro de téléphone
- Lignes téléphoniques
- Inscription dans l'annuaire
- Services 411 et 911
- Fonctions

INTERURBAIN

À la grandeur du Canada*
à partir de

5 ¢
la minute

vers pratiquement partout au Canada
avec PlanUn de Sprint Canada

Ou appelez-nous pour obtenir le BonPlan pour vous. Sans frais mensuels !*

Dans le reste du monde
à partir de

7 ¢
la minute

y compris le R.-U. et Hong Kong†
avec notre plan d'économie *Mondial*

INTERNET

Obtenez l'accès **illimité** à Internet

14⁹⁵ \$
par mois**

pour une durée limitée avec un
abonnement conjoint
au service local ou interurbain

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les clients du service local
de Sprint Canada peuvent
s'appeler d'un bout à l'autre
du pays

GRATIS

Appelez-nous pour de plus amples
renseignements**



Faites le 1 877 394-2442

Changez et économisez tout simplement. Simplement avec Sprint Canada.^{MC}

Nos centres d'appel sont ouverts du lundi au vendredi de 8 h à 21 h HAE et le week-end de 9 h à 18 h HAE.

Les produits et services de Sprint Canada ne sont offerts que dans les zones desservies dont vous trouverez la liste sur www.sprint.ca. Les services de voix sont assujettis aux Conditions générales de service de Sprint Canada disponibles sur le site www.sprint.ca/termes. Le service Internet est assujéti aux Conditions générales du service MAXI^{MC} de liaison Internet en direct disponibles sur le site www.sprint.ca. Les tarifs de Sprint Canada sont assujettis aux taxes et aux frais de service applicables. Appelez pour de plus amples renseignements. †† Dans certaines régions, des frais d'interurbain s'appliquent. ** Le rabais de 10 % ne s'applique pas aux frais liés à l'installation, aux réparations, au pont de conférence, à l'assistance-annuaire, aux appels acheminés par un autre fournisseur, aux services dispensés par le téléphoniste, au service saisonnier, au blocage d'appel, aux appels aux numéros 900 ou 976, aux frais d'accès réseau, au service de transmission de message et au service d'urgence 911. * Frais périodiques mensuels éliminés pour les abonnés du service local de téléphonie résidentielle de Sprint Canada. †* Offre d'une durée limitée. Appelez pour de plus amples renseignements. ♦ Les appels effectués à destination ou en provenance des régions desservies par NorthwesTel ne sont pas compris. Consultez le site www.sprint.ca pour connaître les tarifs d'interurbain de ces régions. † Vous trouverez la liste complète des pays et des tarifs sur www.sprint.ca. ^{MC}, ^{MD} : Sprint Canada, le logo Sprint Canada et MAXI sont des marques de commerce de Sprint Communications Company L.P. utilisées sous licence par Sprint Canada Inc. Toutes les autres marques de commerce citées appartiennent à leurs titulaires respectifs.

L'agriculture « dans le noir »

Aveugles de naissance, Daniel et Bernard Meunier gèrent avec succès une ferme de 115 vaches

JEAN-LUC LORRY
collaboration spéciale

DANIEL ET BERNARD Meunier sont agriculteurs et propriétaires d'une ferme laitière située à Saint-Charles-sur-Richelieu. La quarantaine bien avancée, ils gèrent, à eux deux, un troupeau de 115 vaches. Jusqu'ici, rien de particulier dans les faits. Pourtant, seule une petite caractéristique rend leur histoire plus qu'incroyable. Les deux frères sont « pratiquement » aveugles de naissance.

Bernard Meunier est aveugle depuis un accident médical, survenu à l'âge de deux mois. Daniel, son frère aîné, dispose quant à lui d'encore 30 % d'acuité visuelle.

Ils ont repris tous deux la ferme parentale, il y a plus de 10 ans. Les parents des deux frères ont toujours cru à la capacité de leurs enfants d'assurer, malgré leur handicap physique, la relève familiale. Aujourd'hui, Bernard et Daniel leur doivent beaucoup. « Quand nous étions enfants, ils ne nous ont jamais cachés aux autres. Dès que nos parents se rendaient à une place, ils nous prenaient avec eux. Pourtant, avoir deux enfants handicapés était toute une épreuve pour eux... » se souvient Daniel.

Cela ne les a pas rendus austères et monotones. Bien au contraire, les deux frères ont la réplique facile et un humour corrosif. « Pour ce qui est de la joie de vivre, la vie ne nous a pas déçus », reconnaît Daniel. « Pour moi, être aveugle, c'est normal. Ce n'est pas une affaire à laquelle je pense tous les matins. La meilleure solution est de l'accepter », commente pour sa part Bernard.

Tous les deux ont la chance d'avoir des compagnes qui les aident efficacement, que ce soit pour faire l'épicerie ou gérer l'administratif de la ferme. Ironie du destin, les deux femmes se prénomment toutes les deux Micheline.

N'ayant pas d'enfant, Daniel et Bernard seront contraints de vendre leur ferme le jour où ils souhaiteront prendre une retraite bien méritée. En effet, le mot congé est pour l'instant banni de leur vocabulaire. Ils consacrent tout leur temps à la ferme. Seul un soir par semaine est considéré comme moment de repos.

Aussi impressionnant que cela paraisse, bien qu'il soit aveugle, Bernard est le mécanicien. Il répare « dans le noir » presque toute la machinerie. « Je connais très bien le matériel, que ce soit le videur de silo ou le système de nettoyage des animaux », précise-t-il, sûr de son affaire. À ce propos, Bernard est fier de présenter son atelier où chaque outil a sa place et tout désordre, sévèrement proscrit. Eh oui ! Bernard n'a pas le choix, il doit connaître par coeur l'emplacement exact de ses outils.

Cette mémoire, qu'il se doit d'avoir infaillible, l'oblige à connaître aussi les moindres recoins de l'exploitation. « Et je ne compte pas mes pas comme on pourrait le croire », précise Bernard. Sa femme, Micheline Morissette, poursuit en riant: « Quand Bernard quitte la maison, il sait exactement où il s'en va. Il ne se dirige pas vers le garage quand il doit se rendre à l'étable. »

Bernard Meunier a mémorisé l'emplace-



Photo JEAN-LUC LORRY

Bernard Meunier, à droite, est aveugle depuis un accident médical, survenu à l'âge de deux mois. Daniel, son frère aîné, dispose encore quant à lui 30% d'acuité visuelle.

ment des nombreux tuyaux qui serpentent dans l'étable. Tel un automate programmé, il se penche mécaniquement lorsqu'un obstacle se profile à l'horizon. « Il n'y a pas une semaine où je ne me cogne pas », admet quand même Bernard. Malgré cela, il n'utilise pas « d'outils » pour s'orienter. « Si j'avais une canne, cela me prendrait une troisième main pour travailler. Même un chien serait, pour moi, plus un embarras. » La seule chose que Bernard oublie de temps en temps quand il est accompagné, c'est d'allumer les lumières. Il est vrai que Bernard aime répéter qu'il « s'éclaire par lui-même ».

Bernard Meunier connaît l'alphabet braille, cela lui permet d'utiliser une balance électronique servant pour la ration des animaux. Certaines touches de la balance sont en braille. « Le matériel de ferme n'a pas été conçu pour des aveugles. On doit s'adapter au matériel. Pour ma part, je dois encore mémoriser des touches, mais c'est comme pour vous, à force de se tromper on finit bien par l'apprendre », évoque-t-il avec le sourire.

De son côté, Daniel profite de ses 30 % de vision pour s'occuper seul de la traite des vaches et de la gestion du troupeau. « Dans l'étable, c'est notre affaire à nous. Et à cette heure, c'est toutes les tâches que l'on fait mon frère et moi », précise fièrement Daniel. Toutefois, ils doivent faire appel à de la

main-d'oeuvre extérieure pour s'occuper de leur terre de 40 hectares.

Pour ce qui de l'achat de matériel agricole ou de l'amélioration de l'infrastructure, les frères Meunier ne sont pas en manque d'anecdotes. « Nous souhaitions acheter une structure d'acier pour notre grange, le vendeur nous a expliqué en vain les caractéristiques des différents modèles. Pour nous, la seule manière de juger c'était de monter carrément dans la structure, haute de 20 pieds, pour voir comment c'était fait. »

Comme la ville de Rome, la ferme laitière des frères Meunier ne s'est pas construite en un jour. Les débuts ont été pour le moins difficiles. Quand deux agriculteurs aveugles souhaitent solliciter auprès d'une institution financière un prêt important, on imagine facilement la suite. « Quand il a fallu être propriétaire à 100 %, les institutions financières ont eu peur, se souvient Daniel, ils voulaient qu'une tierce personne se joigne à nous. Nous nous sommes retrouvés mon frère et moi face aux créanciers pour une somme de 500 000 \$. Nous pensions sortir du bureau aussi vite que nous y étions entrés. » Finalement, ils ont obtenu le précieux prêt.

Le regard des autres envers les handicapés a aussi beaucoup évolué avec les années. « Au début, le monde était sceptique. Beaucoup d'agriculteurs pensaient qu'on ne réus-

sirait jamais. Je pense que l'on n'a pas déçu, puisqu'on est encore là aujourd'hui », estime Daniel.

Chaque année, Bernard se rend à l'exposition agricole de Saint-Hyacinthe et constate que la société accepte plus facilement les personnes handicapées physiquement. « Les enfants viennent voir Bernard et lui posent des questions sur son handicap. Ils sont captivés par son métier », raconte la femme de Bernard.

Elle se souvient encore du jour où elle a présenté Bernard à son père. « Quand j'ai annoncé à mon père, lui aussi agriculteur, que je fréquentais un aveugle, il m'a dit que j'étais folle. Il m'a demandé où je pensais aller dans la vie avec un gars pareil ! » Heureusement, les barrières sont vite tombées, le jour où le père de Micheline a suivi Bernard Meunier dans l'étable. Il s'est rapidement rendu compte des qualités personnelles de l'homme. Cela fait cinq ans qu'ils sont mariés. Daniel, lui partage la vie de Micheline Pellerin depuis 15 ans.

« C'est notre vécu, nous vivons avec. Aujourd'hui, nous avons pas mal réussi notre affaire et au moins nous avons le mérite de l'avoir fait. Si notre expérience peut juste donner un espoir à quelqu'un de déprimé... » conclut fièrement et avec sagesse Daniel.

SOMMET MONDIAL DE L'ÉCOTOURISME

Peu d'action, beaucoup de bonnes intentions

ANNE PÉLOUAS
collaboration spéciale

« QU'EST-CE qu'un estuaire? », demande un jeune explorateur à un grand oiseau blanc. « C'est une zone en forme de « V », répond-il, où la rivière rejoint la mer. Et c'est un magnifique restaurant pour les oiseaux. » C'est la réponse d'un digne représentant de la nature, qui ne serait évidemment ni celle d'un pêcheur ni celle d'un propriétaire de bateau de croisières aux baleines. L'illustration, reproduite dans un dépliant du *Programme sur l'homme et la biosphère* de l'UNESCO est une belle image pour parler d'écotourisme, forme de tourisme qui serait davantage que d'autres à l'écoute de la nature, de ses besoins et de ceux qui l'habitent.

Au Sommet mondial de l'écotourisme, qui s'est terminé mercredi à Québec, les représentants des « oiseaux » ont peu parlé! Comme dans la plupart des grands-messes que sont les conférences internatio-

nales, les intervenants, venus de partout dans le monde, se succédaient de 10 minutes en 10 minutes pour présenter leurs expériences, leurs opinions, leurs politiques. On aurait dit un gigantesque *patchwork* de textes évoquant l'écotourisme au Rwanda, aux Maldives, au lac Titicaca ou dans les Himalaya. Le tableau général de la situation se perdait dans la brume de ces pompeux discours souvent délivrés par quelque haut fonctionnaire ou ministre. Du coup, on ne sentait guère de véritable dialogue ni d'avancée concrète pour faire vraiment de l'écotourisme un instrument de progrès pour la conservation de la nature et la lutte contre la pauvreté, enjeu du Sommet.

On nous promettait des débats de fond pour mieux définir le concept d'écotourisme et son contenu, tracer des lignes directrices claires, lancer des pistes concrètes pour faire des communautés locales les premiers bénéficiaires de l'écotou-

risme.

Mais la déclaration finale a davantage l'allure d'un catalogue de bonnes intentions que d'un plan d'action international. On y « invite » les gouvernements et organismes de développement à préparer des politiques nationales d'écotourisme compatibles avec les objectifs d'ensemble du développement durable, avec des mécanismes de réglementation et des systèmes de certification « volontaire ». Les professionnels du tourisme sont aussi « invités » à adopter des « éco-labels » et à organiser des activités réduisant au minimum les effets négatifs sur l'environnement. Les organisations internationales et celles d'aide au développement sont encore « invitées » à participer au processus d'élaboration des politiques, de planification et d'évaluation de l'écotourisme. La montagne aurait-elle accouché d'une souris ?

Une activité en émergence

La Déclaration de Québec demande, dans sa conclusion, au prochain Sommet de la Terre, qui aura lieu en août prochain à Johannesburg, d'« accorder une attention prioritaire au tourisme durable », en tant que secteur qui peut « contribuer à la réduction de la pauvreté et à la protection de l'environnement dans les écosystèmes gravement menacés ». Le plus important est peut-être dans cet appel à tous, lancé comme une bouteille à la mer, dans l'océan de la consommation touristique et des agressions permanentes à l'environnement... Le message est simple : il faut absolument mieux encadrer les activités touristiques, un secteur voué à grossir de façon exponentielle d'ici 20 ans, mais qui cause déjà des dommages irréversibles à certains sites naturels ou aux communautés qui y vivent.

Malgré les attentats du 11 septembre, 688 millions de voyages touristiques ont été recensés en 2001. L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) prévoit qu'en 2010, ce chiffre dépassera le milliard et plus de 1,5 milliard en 2020. Dans ce contexte, dit son se-

crétaire général, Francesco Frangialli, l'écotourisme ne doit « plus être regardé comme une mode passagère, un gadget accessoire ou une niche secondaire du marché. C'est une des voies porteuses de l'industrie du futur, au coeur de la problématique d'édification d'un tourisme équilibré, durable et responsable ».

Le président de la Commission canadienne du tourisme, Judd Buchanan, va plus loin. « C'est tout le tourisme, dit-il, qui doit devenir de l'écotourisme. » Pour l'heure, ce n'est qu'une tendance du marché ou, comme l'a dit le ministre québécois Richard Legendre, une « activité en émergence, au Québec, comme ailleurs dans le monde ». Raison de plus pour l'encadrer — avec normes et label — et la promouvoir davantage. On bloquera ainsi une autre tendance, espère M. Frangialli, celle de voir le terme d'écotourisme « galvaudé ou utilisé à mauvais escient ».

Mettre de l'ordre ne nuira pas en tout cas au renforcement d'un écotourisme imprégné des principes de développement durable et d'aide au développement local.

Pour le Québec, la marche vers la normalisation des activités écotouristiques est largement engagée. Le ministre Richard Legendre s'est aussi engagé à agrandir les aires protégées et, dans quelques jours, il devrait annoncer une nouvelle stratégie en la matière. Il y a urgence, avec un pourcentage de territoires protégés bien inférieur à la moyenne mondiale. La voie choisie

est celle des parcs, récemment rebaptisés « parcs nationaux du Québec ». Selon le ministre, la primauté de la conservation et de la protection de sites naturels y est déjà « clairement établie ». Leur réseau couvre actuellement 22 territoires, sur une superficie totale de 6400 km². Ces parcs accueillent 2,5 millions de visiteurs par année. Les prochains seront sûrement moins fréquentés ! Ce seront les futurs « parcs nordiques du Québec », cités en exemple de partenariat entre le gouvernement et les communautés locales, inuites en l'occurrence. «Vingt mille km² dans le Nord du Québec », annonçait fièrement la Société de la faune et des parcs à l'exposition « Éco-Rendez-Vous » du Sommet de Québec. Le parc de Pingualuit, autour du cratère du Nouveau-Québec, est présenté comme « l'oeil de cristal du Nunavik » et il sera le premier à voir le jour en fin d'année. D'ici cinq ans, deux autres ouvriront au Nunavik et deux projets sont encore à l'étude. Avec 20 000 km² de plus, le Québec atteindra certainement l'objectif — 8 % de territoires transformés en aires protégées — qu'il s'est fixé à un horizon de cinq ans. Mais que fera-t-on de plus pour les zones du Sud, où l'espèce humaine est nettement plus dangereuse pour la survie de notre grand oiseau blanc et de son restaurant marin ?

Quelques idées du Sommet de Québec

JANE ROBERTSON, responsable du Programme sur l'homme et la biosphère de l'UNESCO, a proposé à tous les pays de se servir du réseau mondial des Réserves de la biosphère (409 sites au total) comme « laboratoires » pour tester leurs projets d'écotourisme. Elle a aussi invité les promoteurs d'activités écotouristiques à s'inspirer de certains projets-pilotes de l'UNESCO, citant le Népal — où des randonneurs peuvent participer, après leur trekking, à des travaux dans les communautés locales — et le Sahara, où plusieurs pays coopèrent à un projet transfrontalier d'écotou-

risme. L'Algérien Hocine Labèche a proposé de créer des « observatoires des déserts » pour mieux contrôler la dégradation de ces zones menacées.

La présidente de la Fondation Cousteau, Francine Cousteau, s'est prononcée en faveur de la mise sur pied d'un véritable tribunal international de l'environnement.

Le directeur du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), Klaus Töpfer, s'est déclaré favorable à la création d'un organisme international d'accréditation d'entreprises écotouristiques.

Dans votre assiette



JUDITH LACHAPPELLE

jlachape@lapresse.ca

Prenez note que la chronique *Dans votre assiette* vous reviendra la semaine prochaine.

LE MEILLEUR DES DEUX MONDES...



SANTA FE GL 2002

À UN PRIX INTÉGRAL!

LOUEZ
à partir de
229 \$*
par mois/48 mois

ACHETEZ
et
ROULEZ
SANS
PAIEMENTS
pendant 90 jours
PDSF 21 050 \$

FINANCEMENT
À L'ACHAT
1,8%
DISPONIBLE
JUSQU'À 36 MOIS

GARANTIE 5 ANS
L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE : 5 ANS / 100 000 km
Éléments importants: ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard)
Incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

Photo à titre indicatif seulement. *Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour le Santa Fe GL 4 cylindres à traction avant 2002 à partir de 229 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 10 992 \$. Coût total de 2 995 \$, déduit de sécurité incassable, transport, préparation, taxes et immobilisation en cas. Financement au détail disponible à un taux de 1,8 % jusqu'à 96 mois. L'offre d'achat sans paiement pour 90 jours s'applique uniquement pour le financement à l'achat de véhicules 2002. Aucun frais d'achat pour les premiers 90 jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par son propriétaire. Après 90 jours, les intérêts commenceront à s'accumuler et l'acheteur doit payer mensuellement le capital et les intérêts sur une période de 36 mois. En cas de non-achèvement de 36 mois au contrat de location pour les modèles 2002, remboursement annuel de 20 000 \$, 10 \$ par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jointe à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec versement d'ici au 31 mai 2002.

LES PARTENAIRES HYUNDAI



Montréal sur la liste du *Condé Nast Traveler*

NICOLAS BÉRUBÉ

Ceux qui en doutaient encore n'ont plus de souci à se faire : la réputation internationale de Montréal comme destination de voyage de luxe est maintenant établie. À preuve : deux établissements montréalais, l'hôtel Saint-Paul et le restaurant le Cube, font partie de la « Hot List 2002 » du chic magazine anglais *Condé Nast Traveler*.

Cette fois, ce n'est pas la bonhomie du Plateau ni la vie nocturne du centre-ville qui ont séduit les journalistes, mais bien les charmes discrets du Vieux-Montréal.

Situé rue McGill, l'hôtel Saint-Paul est l'un des « 52 meilleurs

nouveaux hôtels au monde » peut-on lire dans le numéro de mai 2002 du magazine. Le restaurant de l'hôtel, le Cube, est quant à lui l'un des 50 meilleurs nouveaux restaurants de l'année selon le magazine. L'hôtel et le restaurant ont récemment subi des rénovations importantes, ce qui les rendaient admissibles dans la catégorie des nouveaux établissements.

Depuis quelques années, Montréal occupe une place de choix dans les carnets d'adresses des éditeurs de magazines internationaux : *Wallpaper**, *Ume reader*, *National Geographic Traveler*, *Bicycling* et maintenant *Condé Nast Traveler* ont tous fait l'éloge de différents aspects de la vie montréalaise.

Un pluvier doré remporte l'Eurovision des oiseaux

Associated Press

TALLINN, Estonie — Le premier concours de chants d'oiseaux à la mode Eurovision a été remporté hier par un pluvier doré d'Islande, ont annoncé les organisateurs de ce concours qui a vu des dizaines de milliers d'internautes voter pour le plus beau ramage d'Europe.

Lors d'une conférence de presse organisée au zoo de Tallinn (Estonie), situé à quelques kilomètres — à vol d'oiseau — de la salle qui accueillera samedi le 47^e Eurovision des humains, l'organisateur Robert Oetjen a précisé que ce *Pluvialis apriarca* l'avait emporté parmi les 21 candidats retenus.

Pendant un mois, il a fallu choisir le meilleur des enregistrements sur fichier MP3 de piailllements et autres sifflements. Selon le Fonds pour la Nature et la Société ornithologique de l'Estonie, pas moins

de 30 000 internautes ont participé au concours et donné une note de 1 à 5. Le pluvier doré l'a donc emporté avec une moyenne de 3,6, devançant une gorge-bleue à miroir de Belgique.

On retrouvait loin derrière un gobe-mouche à poitrine rouge de Slovénie, une fauvette à moustache de Hongrie et, bonne dernière, une fauvette aquatique de la Biélorussie. Pour être éligible, les candidats à plumes devaient être originaires d'un pays d'Europe ou y passer régulièrement lors des migrations.

Le pluvier vainqueur « n'a pas nécessairement un beau chant. C'est plus un appel flûté qu'un chant. Mais il est très intéressant et c'est pour ça que beaucoup de gens ont voté pour lui », selon M. Oetjen.

Sur le Net : www.birdeurovision.org

ÉLECTION PARTIELLE VIMONT 17 JUIN 2002

J'y vois!

Du 27 mai au 4 juin, c'est la révision des listes électorales dans Vimont

Assurez-vous d'être inscrit sur la liste électorale, c'est votre responsabilité

Vous avez reçu ou vous recevrez prochainement par la poste un avis d'inscription indiquant les noms qui figurent sur la liste électorale à votre adresse.

Si votre nom n'est pas sur la liste électorale ou s'il y a une erreur, présentez-vous à votre bureau de révision, de 11 h à 21 h, entre le 27 mai et le 4 juin 2002. L'adresse de votre bureau de révision apparaît sur la liste ci-après, sur votre avis d'inscription, de même que sur le site Web du Directeur général des élections.

Identifiez-vous



Pour toute demande d'inscription, vous devez présenter deux pièces d'identité. La première pièce doit indiquer votre **nom** et votre **date de naissance** et la seconde doit indiquer votre **nom** et votre **adresse**.

Le Manuel de l'électeur

L'avis d'inscription que vous recevrez par la poste sera accompagné du *Manuel de l'électeur*. Conservez ces documents, vous y trouverez toutes les informations dont vous aurez besoin pour exercer votre droit de vote. N'hésitez pas à vous y référer!

Adresses des bureaux de révision	Sections de vote
Cap Vie, 367, boulevard Sainte-Rose, Laval	029 à 097
Centre communautaire Renaud, 1885, avenue Dumouchel, Laval	001 à 028
Centre communautaire Vimont, 1900, rue Bédard, Laval	141 à 200
École Horizon-Jeunesse, 155, boulevard Sainte-Rose, Laval	098 à 102 – 108 à 117
Édifice Greenalko (bureau 425), 4650, boulevard des Laurentides, Laval	103 à 107 – 118 à 140

Pour de plus amples renseignements :
1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)

Site Web : www.dgeq.qc.ca
Courriel électronique : dgeq@dgeq.qc.ca

 Les personnes sourdes ou malentendantes
peuvent composer sans frais le **1 800 537-0644**.

Tous les bureaux de révision sont accessibles
aux personnes handicapées.



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte

Montagne de jade découverte au Guatemala

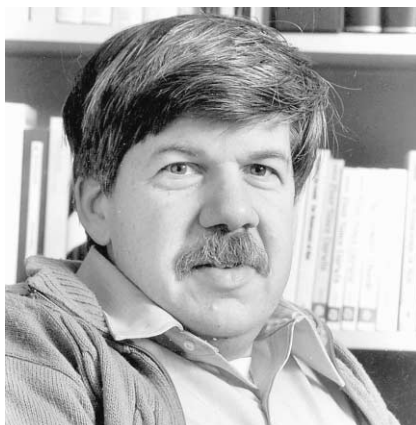
Agence France-Presse

WASHINGTON — Une région montagneuse recelant une grande quantité de jade a été identifiée au Guatemala par des scientifiques américains qui laissent entendre que les Olmecs ont pu autrefois l'exploiter, rapportait cette semaine le *New York Times*.

Cette zone, de la surface du Luxembourg, a été frappée en 1998 par l'ouragan Mitch, qui l'aurait nettoyée de sa forêt, permettant la découverte du gisement de pierres fines. Les scientifiques ont été frappés après le

passage de Mitch par une nette augmentation des ventes de jade au Guatemala. Ils ont parcouru pendant deux ans les hauts plateaux guatémaltèques avant de tomber sur une butte de la taille d'un autobus renfermant du jade bleu olmec.

Cette découverte, selon les scientifiques, laisse entendre que les Olmecs, première culture pré-colombienne, ont exercé leur influence au-delà de la partie méridionale du golfe du Mexique, et pourraient avoir commercé jusqu'au Costa Rica, où beaucoup d'objets en jade olmec ont été trouvés.



Stephen Jay Gould

PHOTO AP

Paléontologue du hasard

Agence France-Presse

WASHINGTON — Grand maître de la théorie moderne de l'évolution, le paléontologue américain Stephen Jay Gould était une figure marquante du darwinisme, dont il rejeta cependant le gradualisme pour affirmer à la place le rôle crucial du hasard dans l'émergence de l'homo sapiens.

Tour à tour biologiste, historien des sciences et critique social, ce professeur à Harvard, décédé lundi à 60 ans à New York des suites d'un cancer du cerveau, était aussi, avec son visage aux traits bourrus barré d'une épaisse moustache, l'un des scientifiques les mieux connus du grand public international.

Auteur d'une vingtaine d'ouvrages de vulgarisation scientifique et d'essais critiques sur les rapports entre science et religion, il avait été élu en 1998 président de l'Association américaine pour l'avancement de la science (AAAS), la première organisation scientifique aux États-Unis.

« C'était un merveilleux écrivain, quelqu'un doté d'une énorme envergure intellectuelle et d'une grande conscience sociale », a souligné Ellen Goldensohn, rédactrice en chef de la revue *Natural History* qui a publié pendant 25 ans ses chroniques mensuelles.

Ce passionné de baseball et d'opéra avait survécu à un cancer de l'abdomen, diagnostiqué en 1982. Il était marié et père de deux enfants.

Né le 10 septembre 1941 à New York, il se passionne pour la paléontologie dès l'âge de cinq ans après une visite au Musée d'histoire naturelle de la ville, accompagné de son père, un sténographe judiciaire épris de naturalisme. Une passion d'enfance qui ne se dément pas durant l'adolescence, si ce n'est son engouement pour les Yankees de New York.

Le jeune Gould décroche un diplôme de géologie en 1963 à l'Antioch College, puis un doctorat en paléontologie à l'Université de Columbia quatre ans plus tard, avant d'accepter une chaire en géologie et zoologie à Harvard (Massachusetts), où il enseignera durant toute sa carrière. Ses premières études empiriques, consacrées aux fossiles d'invertébrés et aux escargots qu'ils chassent dans les Bermudes, aboutissent à une remise en cause du gradualisme darwinien et de son concept d'évolution et de sélection naturelle des espèces par voie d'adaptation lente.

Dès 1972, il échafaude, avec son collègue Niles Eldredge, une critique radicale de l'adaptationnisme, en pointant les contradictions du darwinisme et les « trous » dans les lignages fossiles que des changements lents par accretion ne sauraient expliquer.

Pour Gould, l'évolution fonctionne donc différemment, par à-coups : des épisodes de crise, suivis par des spéciations rapides et parfois brutales, en réponse notamment à des changements climatiques, succèdent à des périodes relativement stables, d'où le nom d'« équilibres ponctués » qu'il donnera à sa théorie.

Ce néo-darwinisme débouche sur une autre conclusion « goul-dienne » célèbre : l'homme est le fruit du hasard.

« Les humains ne sont pas le résultat final d'un progrès évolutif prédictible mais plutôt une arrière-pensée cosmique fortuite, une minuscule petite brindille dans l'énorme buisson arborescent de la vie », écrit-il.

Et d'expliquer que si la vie sur Terre devait repartir de zéro, même un million de fois, elle ne produirait en toute probabilité aucun mammifère et encore moins une créature ressemblant à l'homo sapiens.

Il venait de faire paraître au printemps un ouvrage résumant 40 ans de travaux : *La Structure de la théorie de l'évolution*.

Améliorez vos perspectives de carrière

Le marché mondial de la traduction grandit de 25 % chaque année!

- **Certificat en traduction** (options : anglais / français)
- **Diplôme de 2^e cycle en traduction** (options : anglais / français / espagnol)

À noter...

- 1^{er} juin - Date limite pour s'inscrire à la session d'automne
- Droits d'admission : 60\$ (non-remboursables)
- 13 juin - Examen d'admission

Loi 90 : Les entreprises qui règlent les droits de scolarité de leurs employés peuvent être admissibles à une déduction fiscale. Tous les cours sont déductibles d'impôt pour les étudiants.

Renseignements : 514.398.6160



McGill

Télécopieur : 514.398.2650
Courriel : lang@conted.lan.mcgill.ca
Site web : www.mcgill.ca/ccce/translation
Adresse : 688, rue Sherbrooke Ouest bureau 1199

NETTOYAGE RÉSIDENTIEL

@ la **Baie**

NETTOYAGE DE MOQUETTES
Rabais de 25 %- 30 %
Cette semaine seulement

19\$ par pièce*
minimum de 3 pièces
Notre prix ord.: 87 \$ pour 3 pièces

Notre méthode de nettoyage en profondeur déluge la saleté, ravive les couleurs et rafraîchit les fibres.

Nettoyage de meubles
Rabais de 25 %
1 canapé et 2 fauteuils

89 \$
Nettoyage à la vapeur. Frais additionnels pour tissus spéciaux, coussins de dossier non attenants et meubles modulaires. Notre prix ord.: 119 \$.

NETTOYAGE DE CONDUITS**
Maison au complet
Comprend: nombre illimité de sorties d'air et de conduits, nettoyage gratuit des plaques d'aération

179 \$
Cette semaine seulement! **FORFAIT SPÉCIAL:** Désinfection entièrement naturelle, nettoyage de la soufflerie et des serpents.

Rabais de 50 %. Notre prix ord.: 199 \$

Notre équipement de qualité professionnelle nettoie votre système par aspiration en utilisant des filtres à très haute efficacité, qui retiennent jusqu'à 99,97 % des irritants en suspension dans l'air.

Offre valide jusqu'au 1 juin 2002.

1 800 818-7779

Pour les services de nettoyage résidentiel Hbc, faites le «1».
Service téléphonique accessible dès 8 h!

HBC SERVICES À DOMICILE
la Baie

- NETTOYAGE RÉSIDENTIEL
- SÉCURITÉ RÉSIDENTIELLE
- DÉCORATION INTÉRIEURE
- RÉNOVATION RÉSIDENTIELLE

COMPRENANT: **QUALITÉ • FIABILITÉ • COMMODITÉ**

la Baie

J'aime, j'achète !

Primes HBC

Minimum de 3 pièces. *Les pièces de plus de 200 pieds carrés comptent pour deux pièces ou plus. Prix fixé séparément pour les escaliers et les vestibules. Moquette fixe seulement. Frais additionnels pour moquette en laine. Renseignez-vous sur notre désodorisant et notre traitement de protection des fibres. **Pour système de chauffage simple et système monozone. Services résidentiels seulement. Frais additionnels pour portes d'accès. L'équipement illustré peut être différent de celui qui est utilisé.

Copyright 2002 Compagnie de la Baie d'Hudson

allez-y

Plus de 300 films par mois
(incluant SUPER ÉCRAN)

126 autres chaînes de qualité numérique

33\$
seulement /mois*

Bell ExpressVu.
Le seul ennui,
c'est le retour à la réalité.

1 87 SOUCOUPÉ
www.expressvu.com



BRAULT & MARTINEAU

FUTURESHOP



CENTRE HI-FI



Audio Vidéo Centrale



Et chez tous les autres détaillants autorisés.

- 48 \$ Forfait Ultra 7
- 15 \$ Crédit de programmation par mois pour les 5 premiers mois
- 33 \$ Prix net du forfait Ultra 7 par mois pour les 5 premiers mois

*Excluant les taxes et après le crédit de programmation de 15 \$ par mois pour les cinq premiers mois. Le crédit de programmation est applicable sur les forfaits Ultra, Ultimate et Super 7 Dragon, et s'applique après toutes les taxes. Les prix, les forfaits, la programmation et l'offre peuvent être modifiés sans préavis. Des frais s'appliquent pour les films et événements Vu! Le prix d'achat du modèle 3100 pour le consommateur est de 199,99 \$ avant taxes et ne comprend pas les frais mensuels de programmation. Désactivation moyennant certains frais et conditions. Plus de détails en magasin. Bell est une marque de commerce de Bell Canada, utilisée sous licence. ExpressVu est une marque de commerce de Bell ExpressVu, société en commandite.

9-11 : un pamphlet iconoclaste au succès inattendu

Agence France-Presse

NEW YORK — Les thèses de Noam Chomsky, star de la gauche intellectuelle américaine, sur les origines du 11 septembre sont aux antipodes de la pensée officielle. C'est sans doute pour cela que le recueil dans lequel il les expose a surpris les États-Unis en devenant un *best-seller*.

9-11, livre de poche à moins de 10 \$, a été publié dans l'urgence le 15 octobre. Il réunit, sous forme de questions-réponses, des entretiens accordés à la presse étrangère par ce fameux linguiste du MIT (Massachusetts Institute of Technology), souvent qualifié de « dissident américain numéro 1 ».

Boudée par les grands médias, qui estiment son contenu trop ex-

trémiste, cette oeuvre iconoclaste s'est déjà vendue à quelque 125 000 exemplaires, prouvant qu'elle avait trouvé une audience plus large que les milieux universitaires et les étudiants habitués aux travaux de Chomsky. Sa thèse de base : les attaques du 11 septembre sont certes « d'horribles atrocités », mais les Américains feraient bien de comprendre qu'elles ne sont qu'une réaction aux atrocités non moins horribles commises depuis des années par la politique étrangère américaine.

« Au cours des siècles, les États-Unis ont annihilé leur population indigène (des millions de personnes), conquis la moitié du Mexique, où ils sont intervenus violemment, ont conquis Hawaï et les Philippines et, en particulier au

cours des 50 dernières années, usé de la force dans à peu près toutes les parties du monde », écrit le Pr Chomsky, 73 ans. « Pour la première fois, les fusils ont été tournés dans l'autre sens. »

Au fil des pages, il rappelle les interventions des États-Unis au Timor oriental, en Amérique centrale et au Vietnam, et il souligne à quel point le soutien à Israël est mal perçu dans l'ensemble du monde musulman.

« On ne peut considérer les États-Unis comme une victime innocente qu'à condition de passer sous silence la liste de leurs actions et de celles de leurs alliés », ajoute l'un des textes.

Si, dans un premier temps, il admet avoir été surpris par ce succès, Noam Chomsky assure que « ce

n'était plus le cas quelques semaines après le 11 septembre ».

« Ce fut comme la sonnerie d'un réveil, explique-t-il. Cela a conduit beaucoup de gens à se poser des questions, à se dire : Nous devons faire davantage attention à ce que nous faisons dans le monde, nous devons nous demander pourquoi cela nous est arrivé. »

Cette introspection a été illustrée par la une de l'hebdomadaire *Newsweek*, qui, peu après les attaques, titrait : « Pourquoi nous haïssent-ils ? » À la recherche de réponses à cette question, les lecteurs américains ont été attirés par la voix discordante de Noam Chomsky, dont le livre figure en bonne place sur les tables des libraires, à la section « politique ».

Le linguiste oppose en la matière l'homme de la rue, curieux selon

lui d'en savoir plus sur les idées de l'ennemi, à ce qu'il appelle l'« élite intellectuelle », qui s'est rangée d'après lui en ordre de bataille derrière le Pentagone.

« Pour l'élite intellectuelle, poser ce genre de question équivalait à un crime. Cela revient à soutenir Ousama ben Laden, assure-t-il. Les intellectuels préfèrent croire : Ils nous haïssent parce que nous sommes magnifiques, nous sommes libres et ils ne le sont pas. C'est idiot et infantile. »

« Si vous voulez éviter de nouvelles atrocités de ce genre, vous devez faire attention à leurs causes, conclut Noam Chomsky. Je pense que la plupart des gens en dehors de l'élite intellectuelle comprennent cela très bien. »

9-11 a été traduit en français et publié en France par les éditions du Serpent à plumes.

| ÉTATS-UNIS |

L'État prône l'abstinence sexuelle chez les ados

MAGAN CRANE
Agence France-Presse

WASHINGTON — Le président George W. Bush en tête, l'Amérique conservatrice a trouvé son credo en ce qui concerne l'éducation sexuelle pour les jeunes Américains, prônant désormais exclusivement l'abstinence jusqu'au mariage.

Pour l'enseigner, les écoles reçoivent chaque année des dizaines de millions de dollars du gouvernement fédéral. En échange, elles doivent enseigner que « l'activité sexuelle en dehors du mariage risque d'avoir des conséquences psychologiques et physiques nuisibles ».

Défendant la position de l'administration Bush lors du récent sommet des enfants de l'ONU, le secrétaire à la Santé, Tommy Thompson, a expliqué : « L'abstinence est la seule façon d'éviter les maladies sexuellement transmissibles, les grossesses précoces et les difficultés sociales et personnelles liées à une activité sexuelle n'entrant pas dans le cadre du mariage. »

En février, le président Bush a proposé d'augmenter de 135 millions de dollars les fonds fédéraux pour prêcher l'abstinence.

« Le gouvernement ne devrait pas dévaloriser les jeunes en présumant qu'ils sont incapables d'agir de manière responsable, a-t-il expliqué. Nous devons promouvoir les bons choix. »

« La seule sexualité sans danger est celle qui entre dans le cadre d'un mariage monogame », explique également Wendy Wright, porte-parole du groupe conservateur Femmes soucieuses de l'Amérique. « Enseigner autre chose aux enfants est dégradant. C'est les traiter comme des animaux en leur disant : Vous allez le faire de toute façon, vous ne pouvez pas vous maîtriser. » Les critiques soulignent que rien n'a encore établi l'efficacité des programmes prônant l'abstinence, lesquels passent sous silence le fait que près de la moitié des jeunes Américains de 15 à 19 ans ont une vie sexuelle.

« L'abstinence est-elle efficace ? Bien sûr », reconnaît Bill Albert, porte-parole de la Campagne nationale pour empêcher les grossesses d'adolescentes. « Mais la question est de savoir si l'éducation limitée à la seule abstinence fonctionne. »

Même s'il a diminué ces dernières années, le taux de grossesses chez les adolescentes aux États-Unis reste le plus élevé des pays développés. Il est deux fois plus élevé qu'en Angleterre, quatre fois plus qu'en Allemagne, six fois plus qu'en France et huit fois plus qu'aux Pays-Bas, selon le Planning familial américain. Chaque année, un million d'adolescentes deviennent enceintes aux États-Unis.

Bill Albert n'en regrette que davantage les quelque 135 millions de dollars distribués chaque année par le gouvernement fédéral aux écoles qui acceptent de prôner l'abstinence en guise d'éducation sexuelle. La majorité de cette somme entre dans le cadre d'une loi de 1996 sur la réforme de l'aide sociale.

La Chambre des représentants a voté la semaine dernière la prorogation de cette loi et l'augmentation des fonds consacrés aux programmes d'abstinence. La loi doit encore être adoptée au Sénat.

L'ACLU, organisme de défense des libertés civiles, dénonce pour sa part comme « gravement irresponsables » des programmes qui empêchent les enseignants d'aborder la question de la contraception.

« Certains adolescents ne seront pas réceptifs à l'idée d'attendre jusqu'au mariage, explique Catherine Weiff, responsable à l'ACLU. Et nous devons les protéger. C'est plus important que de promouvoir une idéologie, un idéal ou une pureté morale. »

Partez sans payer.

Louez une voiture de la série S ou L et partez sans payer

0\$
Comptant

0\$
Dépôt de garantie

0\$
Premier paiement de location fait par Saturn



Saturn SL 2002

213\$
/mois./48 mois
0\$ comptant

Comprend :
• Transmission manuelle
• Deux sacs gonflables à l'avant

• Banquette arrière à dossiers rabattables divisés 60/40
• Radio AM/FM

ou

12 245\$

Prix d'achat comptant. Transport en sus (750 \$)

Obtenez une transmission automatique et la climatisation pour 42 \$/mois de plus

Saturn Coupé 3 portes SC1 2002

245\$
/mois./48 mois
0\$ comptant

Comprend :
• Transmission manuelle
• Deux sacs gonflables à l'avant
• Banquette arrière à dossiers rabattables divisés 60/40

• Radio AM/FM avec lecteur de disques compacts

ou 14 765\$ Prix d'achat comptant. Transport en sus (750 \$)



Saturn intermédiaire L100 2002 Groupe valeur sûre

325\$
/mois./48 mois
0\$ comptant

Comprend :
• Transmission automatique
• Climatisation
• Lève-glaces et verrouillage électriques

• Télédéverrouillage
• Radio AM/FM avec lecteur de disques compacts
• Béquet arrière et roues en alliage

ou 21 300\$ Prix d'achat comptant. Transport et taxe d'accise en sus (950 \$)



Chaque Saturn 2002 comprend une garantie limitée de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe propulseur. Nos offres de location comprennent les frais de transport, la préparation à la route et la taxe d'accise, lorsque cela s'applique.

Achetez en ligne à saturncanada.com ou appelez au 1 888 4SATURN • Ces offres sont d'une durée limitée et ne peuvent être jumelées. Elles s'appliquent aux nouveaux modèles Saturn 2002 en inventaire. Le prix d'achat inclut un crédit de livraison et ne peut être jumelé à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location. L'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. Le transport et la taxe d'accise ne sont pas inclus dans le prix d'achat comptant. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. L'offre de location est sujette à l'approbation de crédit. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres. Une commande ou un échange de véhicules entre détaillants peut être requis. Voyez votre détaillant Saturn pour plus de détails.

Décarie Saturn Saab Isuzu
6100, boul. Décarie
Montréal
(514) 342-2222
www.decariesaturn.com

West Island Saturn Saab Isuzu
9775, route Transcanadienne
Ville Saint-Laurent
(514) 332-4424
www.westislandsaturn.com

Saturn Saab Isuzu de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
(450) 437-6317
www.saturndeblainville.saturncanada.com

Gravel Saturn Saab Isuzu
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
(514) 861-2000
www.gravelauto.com

Saturn Saab Isuzu de Laval
2800, boul. Chomedey
Laval
(450) 681-0028
www.bourassaauto.com

Mondial Saturn Saab Isuzu
9415, Papineau
Montréal
(514) 385-7222
www.mondial-ssi.com

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
(450) 672-2500
www.gravelauto.com

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
705, boul. des Seigneurs
Terrebonne
(450) 964-1374
www.saturndeterrebonne.saturncanada.com